



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 5 MAI 1923.

QUEBEC, SATURDAY, 5TH MAY, 1923.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

TARIF DES ANNONCES:

ADVERTISING RATES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon receipt of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2337

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.
2338

Government House.

Lettres patentes

"National Bottle Trading Co., Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1923, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, avocats, et Clara Wener, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, troquer et faire le commerce de toutes sortes de bouteilles, verres et verreries et de toutes sortes de métaux, vieux fer, guenilles, caoutchouc et autres matériaux de rebuts:

Agir comme agents pour des commerçants et marchands de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation ou compagnie ayant des objets totalement ou partiellement analogues à ceux de la présente compagnie et acheter, louer ou autrement toute affaire ou industrie en activité et les réorganiser et développer;

De temps en temps solliciter, acheter ou acquérir par cession, transfert ou autrement, et exercer, exploiter et jouir de toute licence, pouvoir, autorité, concession, droit ou privilège que tout gouvernement ou autorité, fédérale, municipale, ou locale, ou toute corporation ou autre corps public peut être autorisé à émettre ou accorder et faire accorder, et approprier certains fonds, capitaux et revenus de la compagnie pour payer et défrayer le coût, les charges et dépenses qui en découlent;

Pour les fins de la compagnie, acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir les propriétés mobilières et immobilières, aussi vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement trafiquer avec iceux;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des biens et de l'entreprise de la compagnie pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts,

Letters patent

"National Bottle Trading Co., Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1923, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, advocates, and Clara Wener, secretary, spinster, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, trade and deal in in any kind of bottles, glass and glassware and in all kinds of metal, junk, rags, rubber and other waste material;

To act as agents for dealers and manufacturers of any goods, wares and merchandise;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company having objects similar in whole or in part to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise any existing business or industry, and to reorganize and develop the same;

From time to time to apply for, or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, concession, right or privilege, which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

For the purposes of the company, to purchase, take on lease or in exchange and otherwise acquire any real and personal property, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with the same;

To sell, lease, or otherwise dispose of the assets, property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests,

la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou susceptible d'augmenter la valeur des biens ou valeurs de la compagnie, et prendre ou autrement acquérir des parts et garanties de toutes telles compagnies et vendre, détenir, ré-émettre ou autrement garantir ou autrement;

Émettre et distribuer des actions entièrement libérées de la compagnie constituée par les présentes en paiement ou paiement partiel d'aucune affaire, franchise, entreprise, propriété, des droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences ou contrats, propriétés mobilières, capitaux, bons et débetures ou autre propriété ou droit que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont ici accordés;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider, au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou valeurs ou autrement toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, personne, association, ou par une ou plusieurs autres personnes;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété de la compagnie, particulièrement, les actions, débetures ou titres dans d'autres compagnies appartenant à la corporation, ou dont cette dernière peut disposer;

Placer les fonds disponibles de la compagnie de toute façon qui, de temps en temps, pourra être déterminée ou les négocier autrement;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant, en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts, débetures, actions, obligations ou autres valeurs ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la gestion de ses affaires;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les choses qui se rattachent à la réalisation des objets précités;

Après autorisation par règlement, sanctionnée par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les administrateurs peuvent de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Émettre des débetures ou d'autres valeurs de la compagnie; les nantir ou les vendre pour les montants et aux prix jugés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du code civil, hypothéquer, grever ou gager la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie pour garantir ces débetures ou autres valeurs, fournir partie seulement de cette garantie pour ces fins, et constituer l'hypothèque, le mortgage ou gage mentionné dans le présent sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément à l'article 6119b et 6119c, ou d'aucune autre manière;

d. Hypothéquer ou gager la propriété immobilière, engager ou autrement affecter la propriété

co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal in the same;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, and debentures or other property rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, promise, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or securities or otherwise any corporation, company, individual or association, with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any such person or persons;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures, debenture stock or other securities, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge the moveable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with article 6119b and 6119c, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the moveables property of the company, or pledge or otherwise

mobilière ou donner toutes ces garanties pour assurer le remboursement des prêts faits autrement que par émission de débetures, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, convention ou obligation de la compagnie;

Les limitations et restrictions contenues dans le présent article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent fait par la compagnie sur lettres de change ou billets promissaires souscrits, tirés, acceptés, ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "National Bottle Trading Co., Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1923.

2345 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

affect the moveable property or give all such guarantee, to secure the payment of loans, made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted, or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "National Bottle Trading Co., Inc.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1923.

2346 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Pogmore's Garage, Limited."

Avant été donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1923, constituant en corporation: Theodore B. Heney, William-Cederic Nicholson, avocats, Margaret Teresa Darragh, comptable, Ethel Anna Wilkinson, commis, filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de propriétaires de garages, mécaniciens, ingénieurs et commerçants d'automobiles et accessoires d'automobiles de toutes sortes et espèces;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens, de la clientèle et des engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière ou accorder des permis pour leur exploitation; et de la même manière acquérir tous droits d'auteur, marques de fabrique, marques de commerce enregistrées ou non, et les utiliser ou accorder le droit ou la permission de les utiliser, ou les revendre, les aliéner ou les négocier autrement de la manière jugée susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les

"Pogmore's Garage, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1923, incorporating: Theodore B. Heney, William Cederic Nicholson, advocates, Margaret Teresa Darragh, accountant, Ethel Anna Wilkinson, clerk, spinsters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes;

To carry on the business of garage keepers, motor mechanics and engineers, and of dealers in automobiles and automobile accessories of every kind and description;

To carry on other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, good-will, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired, and in like manner to acquire any copyrights, trade marks, registered or unregistered trade names, and to use the same or grant the right or license to use the same or sell or dispose of or otherwise deal with the same as may seem calculated directly or indirectly to benefit the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal conces-

concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à cesdites personnes ou compagnies, garantir leurs contrats ou leur aider autrement, ou prendre ou aider autrement telle personne ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Faire des arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autre qui sembleraient de nature à faciliter la réalisation des objets de la compagnie, et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges et concessions qu'il serait désirable d'obtenir, et exercer, exécuter et se conformer à tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Placer et négocier les argents disponibles de la compagnie, de telle manière qu'il sera de temps à autre déterminé;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, louer ou céder autrement les biens l'entreprise et les biens de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier, conformément à l'article 5985 de la loi des compagnies de Québec, 1920, pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre société, association ou compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, pour toute autre compagnie ou corporation avec laquelle elle peut avoir des relations d'affaires, lui aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou autres valeurs, ou autrement; garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation et par toute telle personne ou personnes;

Acquérir par achat, location, ou autrement et détenir, utiliser et améliorer, gérer, louer, échanger des terrains, tenements et immeubles, et des intérêts s'y rapportant, en disposer ou en faire le commerce autrement, et ériger, modifier, réparer et entretenir des bâtisses sur tous terrains dans lesquels la compagnie peut être intéressée, soit comme principaux, ou agents, ou sur tous autres terrains et faire le commerce de matériaux de construction de toutes sortes;

sion or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions, which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, lease or otherwise or dispose of the property or undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular in accordance with article 5985 of the Quebec Companies, Act, 1920, for shares, debentures or securities of any partnership, association or company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation, or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets, to defray any necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and hold, use, and improve, manage, lease, exchange, dispose of or otherwise deal with lands, tenements and immoveables and interest therein, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon any lands in which the company may have interest either as principal or agent, or upon any other lands, and to deal in building materials of all kinds;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière et tous droits ou privilèges que la compagnie pourra juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et particulièrement toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie signification d'aucune procédure ou action;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Emettre les actions, bons, débetures et autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune des choses précitées;

Faire tout ce qui est ci-haut stipulé comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou appropriées à la réalisation des objets précités sous le nom de "Pogmore's Garage, Limited", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
3349 C.-J. SIMARD.

"Red Top Taxicabs, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1923, constituant en corporation Charles Holstock, Jean Martineau et Félix Marchand, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location ou autrement, et fabriquer et construire des véhicules de toutes sortes et espèces, à l'exception de tramways, utilisés ou pouvant être utilisés pour le voiturage, la livraison, le déplacement, le charroirage, le transport de personnes, marchandises, effets, produits, substances et biens de toutes sortes et espèces; les aménager et outiller pour emploi et opération par l'électricité, l'air comprimé, l'huile, le gaz, la gasoline, l'huile à lampe ou autre agent de force motrice, soit seul ou en combinaison; les exploiter, utiliser, vendre, affermer, et louer; passer des contrats avec des corporations, firmes, associations ou individus pour les exploiter, les utiliser, les vendre, les affermer et les louer; manufacturer, acheter, posséder, louer, arrenter, ériger, construire, outiller, aménager, utiliser, vendre, aliéner toutes sortes de machines, accumulateurs, pompes, moteurs, structures, appareils et leurs dispositifs et fournitures ou qui sont utiles ou nécessaires pour ces choses;

Exercer l'industrie de manufacturiers, commerçants, locuteurs, réparateurs, nettoyeurs et remorqueurs d'automobiles, chars-moteurs, moto cycles, véhicules-moteurs, et autres véhicules de toutes sortes, soit à locomotion mécanique ou non, et toute machinerie, engins, outillages, ustensiles, dispositifs, appareils, lubrifiants, ciment, solu-

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plan, stock-in-trade;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To issue the stock, bonds, debentures or other securities of the company in payment in whole or in part of any of the foregoing;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Pogmore's Garage, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, is sixth day of April, 1923.

C. J. SIMARD,
2350 Assistant Provincial Secretary.

"Red Top Taxicabs, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1923, incorporating: Charles Holstock, Jean Martineau and Felix Marchand, lawyers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, by purchase, lease or otherwise, and to manufacture and construct vehicles of every and any kind or character except tramways, used or useful as a mean of conveying, delivering, moving, carrying and transporting persons, goods, chattels, products, substances, and property of any kind and character; to equip and install same for use and operation by electricity compressed air, oil, gas, gasoline, kerosene, or any other means of motive power, either singly or in combination thereof; to operate, use, sell, lease and hire the same; to contract with corporations, firms, associations or individuals for operating, using, selling, leasing and hiring the same; to manufacture, purchase, own, lease, hire, erect, construct, equip, install, use, sell, dispose of all machines, storage batteries, pump, motors, structures, apparatus, appliances and fixtures for the same, or useful or necessary for same;

To carry on the business of manufacturers, dealers in, letters-to-hire, repairers, cleaners, storers, and ware-housers of automobiles, motor-cars, motor cycles, motor-vehicles and vehicles of all kinds, whether moved by mechanical power or not, and all machinery, engines, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, or-

tions, émaux et toutes choses pouvant être utilisées avec ces machineries ou dans leur fabrication, entretien ou exploitation respectives et exercer une industrie générale de louage, de voitures et de taxicabs;

Manufacturer, assembler, construire, acheter, vendre, échanger, exploiter, affermer, arrenter, troquer, réparer: 1. des moteurs, engins, machineries, outils, camions et châssis, roues, jantes, bandages pneumatiques et autres croissants, enveloppes de pneus et outillages et pièces de toutes sortes de description; 2. des huiles, du gaz, gazoline, l'huile à lampe, graisse et tous autres accessoires, pièces et fournitures diverses pour moteurs utilisés dans l'opération et la réparation de ce qui précède;

Acquérir, ériger, entretenir, exploiter des fabriques, bâtisses, ateliers et usines pour la fabrication l'assemblage, la construction, l'emmagasinement, la réparation, la garde à louer ou autrement de véhicules-moteurs en général;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, marques de commerce, dessins industriels, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement desdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera dési-

ments, solutions, enamels and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance or working thereof respectively, and to carry on a general livery and taxicab business;

To manufacture, assemble, construct, buy, sell, exchange, operate, lease, rent for hire, trade in, repair: 1. motors, engines, machinery, tools, trucks, and car-bodies, wheels, rims, pneumatic and other tires, tralls, tire-casings and equipment and parts of every kind and description; 2. oils, gas, gasoline, kerosene, greases, and any allsundry motor equipment accessories, parts and supplies used in the operation and repairing of the foregoing;

To acquire, erect, maintain, operate factories, buildings, shops and works for the manufacture, assembling, construction, storing, repairing and keeping on lease or otherwise of motor vehicles in general;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, trade-marks, industrial designs, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to

rables, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommiss et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, voies, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines d'énergie électrique, ateliers, magasins et autres usines et installations de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou aider ou prendre part à leur construction, embellissement, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie; et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissances, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'exercer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais et dépens nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de cedit pays étranger pour représenter la compagnie et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par telle compagnie ou corporation ou par toute autre personne ou les personnes avec lesquelles la compagnie est en affaires;

obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, water courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

La compagnie exercera son industrie dans toute la province de Québec, sous le nom de "Red Top Taxicabs, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

2351

C. J. SIMARD.

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The operations of the company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Red Top Taxicabs, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April, 1923.

C. J. SIMARD,

2352

Assistant Provincial Secretary.

"The Hamilton Cove Pulpwood and Lumber Company, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1923, constituant en corporation: David Henry Pennington, marchand de bois, Ronald Neil Pennington, Frank Leslie Pennington, Lawrence Stewart Pennington, commis, Louis Stephen St-Laurent, avocat, tous cinq de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme manufacturiers, commerçants, exportateurs et importateurs de billes, bois de charpente, de construction, dormants, poteaux, bardeaux, de pulpe, de bois de pulpe, papier, produits et sous-produits du bois et de la pulpe ainsi que de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois; exercer aussi l'industrie générale de manufacturiers et meuniers, trafiquer de marchandises d'un caractère général, construire et exploiter sur des terrains que possède ou contrôle la compagnie, pour les fins industrielles corporatives, des chemins de fer, tramways et leurs accessoires;

Construire, ériger, établir ou autrement acquérir, posséder, entretenir et exploiter des usines et fabriques pour la fabrication du bois de charpente, de construction, dormants, poteaux, bardeaux, bois de pulpe et de tous les articles susceptibles d'être confectionnés avec les produits forestiers, aussi acheter, vendre, et trafiquer des bois de charpente, de construction, dormants, poteaux, bardeaux, bois de pulpe ainsi que des produits forestiers généralement, aussi de tous les articles qui en sont manufacturés, et faire toutes choses qui sont nécessaires ou se rattachent à l'exercice de l'industrie forestière sous toutes ses formes;

Construire, bâtir ou autrement acquérir, posséder, exploiter, entretenir et gérer des usines et fabriques de confection et production de la pulpe mécanique, pâte de bois et pâte chimique, du papier, du carton, des substances à papier, de tous et de chacun de leurs ingrédients, produits ou composés de tous les articles et substances confectionnés avec aucun des matériaux précités, qui y servent ou y sont utiles, aussi manufacturer, acheter ou autrement acquérir, trafiquer et de vendre tous les dits articles ainsi que toutes les autres substances, tous autres produits ou dérivés, et généralement exercer l'industrie et le

"The Hamilton Cove Pulpwood and Lumber Company, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1923, incorporating: David Henry Pennington, lumber merchant, Ronald Neil Pennington, Frank Leslie Pennington, Lawrence Stewart Pennington, clerks, Louis Stephen St-Laurent, advocate, all five of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, dealers, exporters and importers in logs, lumber, timber, ties, posts, shingles, pulp, pulp-wood, paper and products and by-products of wood and pulp and all things into which wood enters or forms a part, and to carry on the business of general manufacturers and millers and to deal in general merchandise, and to construct and operate on lands owned or controlled by the company, for the company's business, railways and tramways and their accessories;

To construct, erect, establish, or otherwise acquire, own, maintain and operate mills and factories for the manufacture of timber, lumber, ties, posts, shingles, pulpwood and any and all articles capable of being manufactured from the products of the forest, and to buy, sell and deal in timber, lumber, ties, posts, shingles, pulpwood and products of the forest generally and all articles manufactured therefrom or in connection therewith, and to do all matters and things necessary or incidental to the carrying on of the business of lumbering in all its branches;

To construct, erect or otherwise acquire, own, operate, maintain and manage mills and factories for the manufacture and production of mechanical and ground wood pulp, chemically treated pulp, paper, cardboard, paper materials and any and all ingredients or products or compounds thereof, and any and all articles and substances made from any of the aforesaid materials or used or useful in connection therewith, and to manufacture, purchase or otherwise acquire, deal in and sell all the said articles and all or any other substances, products or by-products thereof, and generally to carry on the business of manufac-

commerce de la pâte de bois, de la pulpe chimique et du papier, sous toutes leurs formes;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou par un autre titre légal, vendre et trafiquer des droits de coupe, tènements boisés et concessions forestières, lopins de bois, bois debout ou coupé, forces hydrauliques, lots de grève, biens-fonds, droits de passage et autre propriété immobilière et mixte qu'on estimera utile, nécessaire ou avantageuse à l'exercice de toutes les opérations de la compagnie ou d'aucune d'icelles;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir des mines, droits miniers et gisements métalliques dans la province de Québec, ou aucun intérêt en iceux, aussi exploiter, exploiter, exercer développer et faire valoir, concasser, fouiller, excaver, extraire, fondre, calciner, épurer, traiter, amalgamer, manipuler et préparer pour le marché des substances minérales ou métalliques de toutes sortes; construire, actionner, entretenir, améliorer, gérer, exploiter, contrôler et activer des outillages miniers, des moulins, usines métallurgiques, fabriques, boutiques, manufactures de produits chimiques, installations et autres structures se rattachant directement ou indirectement ou que la compagnie estime appropriées au succès de ses opérations minières, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à aucunes telles opérations;

Construire, bâtir ou autrement acquérir, administrer, entretenir, exploiter, louer, céder à bail, vendre et aliéner toutes bâtisses, magasins, entrepôts, usines, dépôts, bureaux, pensions, hôtels, résidences, campements, chantiers, caches, écurie de louage et autres structures qui peuvent être nécessaires ou avantageuses à l'exercice de l'industrie de la compagnie, comprenant le pouvoir de bâtir, construire et établir, entretenir ou surveiller, aider à construire, bâtir et établir, entretenir, gérer des églises, écoles, clubs et les autres bâtiments qui seront considérés nécessaires ou avantageux à l'usage des employés de la corporation et à d'autres, aussi les exploiter, louer, vendre ou autrement en disposer;

En rapport avec l'industrie corporative, exercer le commerce de marchands et négociants généraux de fournitures et marchandises de toute nature, faire affaires aussi comme cultivateurs, commerçants de fournitures et marchandises générales et exercer l'industrie de cultivateurs et de commerçants de toutes espèces de denrées de la ferme, de laiterie et du jardin;

Acheter, bâtir, construire ou autrement acquérir, posséder, fréter, entretenir, exploiter, gérer, faire naviguer et utiliser des bateaux à vapeur et autres, des barges, bacs et vaisseaux;

Acheter ou autrement acquérir, trafiquer et disposer d'actions ou intérêts en iceux, aussi bâtir, exploiter, acquérir, entretenir et exploiter des quais et des entrepôts, agir aussi comme agents d'expédition;

Construire, entretenir, altérer, faire, posséder et exploiter sur la propriété que détient ou contrôle la compagnie, aussi sur la propriété adjacente à icelle, tous réservoirs, barrages, écluses, canaux de moulins et autres débouchés, travaux, améliorations, estacades, écluses, forces hydrauliques, aqueducs, puits, fossés, canaux, quais, glissoirs, jetées, routes, rouleaux à billes ainsi que d'autres structures et travaux qui peuvent être nécessaires et avantageux; aussi produire, générer, développer et créer de l'énergie destinée à aucuns tels travaux, et la transmettre et distribuer par aucuns procédés quelconques aux fins de la compagnie ou autres, vendre et aliéner aucun pouvoir ou

turing and dealing in wood-pulp, chemically treated pulp and paper in all its branches;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange, or other legal title, and to sell and deal in timber licenses, timber lands and limits, wood lots, standing timber, cut timber, water powers, water lots, real estate, rights of way and such other immoveable and mixed property as may be found useful, necessary or expedient in the conduct of all or any of the operations of the company;

To purchase, take on lease or otherwise acquire any mines, mining rights and metalliferous lands in the Province of Quebec, or any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and turn the same to account, to crush, win, get, quarry, smelt, calcine, refine, dress, amalgamate, manipulate and prepare for market, ore metal and mineral substances of all kinds; to construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control, and operate mining plants, mills, metallurgical works, factories, shops, chemical works, and plants and other works directly or indirectly connected with or considered by the company to be conducive to the success of mining operations, and to contribute to, subsidize or otherwise aid or take part in any such operations;

To erect, build or otherwise acquire, manage, maintain, operate, lease, let, sell and alienate all such buildings, stores, warehouses, shops, depots, offices, boarding houses, hotels, dwelling houses, camps, shanties, caches, livery stables and other erections as may be necessary or expedient in the conduct of the company's business, including the power to build, construct and establish and maintain or conduct or to aid in building, constructing and establishing, maintaining or conducting churches, school houses, clubs and such other buildings as may be deemed necessary or advisable for the use of the employees of the company and others and to operate, lease, sell or otherwise dispose of the same;

In connection with the business of the company to carry on the business of general storekeepers and dealers in supplies and general merchandise, and to carry on business as farmers, dealers in supplies and general merchandise, and to carry on the business as farmers, dealers in and producers of dairy, farm and garden produce of all kinds;

To purchase, build, construct or otherwise acquire, own, charter, maintain, operate, manage, navigate and use steam and gasoline and other boats, barges, scows and vessels; to purchase or otherwise acquire, deal with and dispose of shares on interests in the same, and to build, operate, acquire, maintain and exploit wharves and warehouses and to act as forwarding agents;

To construct, maintain, alter, make, own and operate on property owned or controlled by the company, and on property adjacent thereto, all such reservoirs, dams, flumes, race and other ways, works, improvements, booms, sluice-ways, water powers, aqueducts, wells, ditches, canals, wharves, slides, piers, road-ways, log rolls and other erections and works as may be necessary and expedient, and to produce, generate, develop and create power from any such works and the same to transmit and distribute by any means whatever for the purposes of the company, or otherwise, and to sell and dispose of any power, or the rights to use any portion of the aforesaid

les droits à l'usage d'aucune partie de la propriété précitée en faveur d'autres personnes aux conditions jugées judiciaires; pourvu, cependant, que la vente, la distribution ou la transmission de l'énergie hors les terrains de la compagnie reste régie par les règlements locaux et municipaux y relatifs; et cette industrie sera exercée uniquement dans les comtés de Chicoutimi et Saguenay;

Etablir, entretenir et exploiter, à l'usage de la compagnie, de ses employés, locataires et autres, un service de protection contre l'incendie, un service d'aqueduc, un service d'éclairage électrique ou gaz, et passer relativement à ces services les contrats jugés nécessaires ou judiciaires, soit pour disposer de l'excédent, soit pour un autre objet, sauf la réglementation locale ou municipale; pourvu que ce commerce extérieur aux terrains de la compagnie soit exercé uniquement dans le territoire mentionné au paragraphe immédiatement précédent;

Conclure des arrangements avec une ou plusieurs municipalités dans les limites desquelles ou adjacentes auxquelles sont les usines de la compagnie, ou avec leurs habitants, pour encourager le progrès municipal, y aider ou contribuer de la manière jugée judiciaire; conclure aussi, avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés de la compagnie, à ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie;

Exercer aucune industrie manufacturière ou autre, qui peut être exercée directement ou indirectement en rapport avec les objets de la compagnie, ou qui peut lui être avantageuse ou profitable;

Emettre des récépissés, négociables ou autres, relatifs à des marchandises emmagasinées chez la compagnie;

Aider et sustenter au moyen de boni, avances de deniers ou autrement, avec ou sans garantie, des colons réels ou intentionnels sur aucun terrain appartenant à la compagnie ou par elle vendu, ou dans le voisinage de ces terrains, et généralement encourager la colonisation de ces terres;

Solliciter, garder, enregistrer, louer, acquérir, et détenir ou vendre, louer ou autrement aliéner et accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir des brevets d'invention, améliorations ou procédés, des marques, noms de commerce et choses semblables nécessaires ou avantageuses à aucun des objets de la compagnie;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou autres

property to others, upon such terms as may be deemed expedient; provided, however, that any sale, distribution or transmission of power beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf; and such business shall be carried on only in the counties of Chicoutimi and Saguenay;

To establish, maintain and operate, for the use of the company, its employees, tenants and others, a fire protection service, water service, electric light or gas service, and to make such contracts with respect to the same as may be found necessary or advisable, either for the disposal of the surplus or otherwise, subject to local and municipal regulations; provided such business beyond the lands of the company shall be carried on only in the territory described in the next preceding paragraph;

To enter into arrangements with any municipality or municipalities within which, or adjacent to which the company's works are located, or with the inhabitants thereof, for the encouragement of municipal improvement, and to assist therein or contribute thereto, in such manner as may be deemed advisable; and to enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds and conveniences calculated to benefit the employees of the company, or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may be carried on, directly or indirectly, in connection with the purposes of the company, or which may be beneficial or profitable thereto;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company;

To aid and assist by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without security, settlers or intending settlers upon any land belonging to or sold by the company or in the neighbourhood of such lands, and generally to promote the settlement of such lands;

To apply for, maintain, register, lease, acquire and hold or to sell, lease or otherwise dispose of and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patents of invention, improvements or processes, trade-marks, trade-names, and the like, necessary to or beneficial for any of the purposes of the company;

To raise or assist in raising money for, or to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securit-

valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie, corporation, société ou personne, surveiller ou exécuter aucun contrat assumé par aucune telle compagnie, corporation, ou société ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie peut se trouver en relations d'affaires;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie et spécialement aucunes actions, débetures ou obligations d'aucune autre corporation, lui appartenant ou dont la compagnie peut disposer;

Souscrire, acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement, acquérir, détenir et posséder et tant qu'elle les détiendra, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de détenteurs et propriétaires d'icelles, recevoir et distribuer comme profits, dividendes et intérêts sur icelles, et garantir, vendre avec ou sans garantie ou autrement aliéner et négocier des actions, obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs d'une ou de plusieurs autres compagnies quelconques dont les buts et objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et établir, promouvoir ou aider autrement cette autre compagnie ou ces autres compagnies; donner telles garanties en échange de l'actif distribuer par cette compagnie ou ces compagnies et pour permettre la liquidation de telle compagnie ou telles compagnies, assumer ses ou leurs obligations ou passifs aux termes et pour la considération qui seront déterminés.

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions débetures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

Émettre des actions libérées, obligations, débetures ou autres titres de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens ou droits qu'on pourra acquérir, des services rendus, du travail fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie;

Se fusionner, faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne, société ou compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

ies, or otherwise, any other company, corporation, partnership or person and to manage or perform any contract undertaken by any such company, corporation or partnership, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To invest the monies of the company, not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To distribute amongst the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company, belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To subscribe for, purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire, hold, own, and while holding same to exercise all the rights, powers and privileges of holders and owners thereof, receive and distribute as profits, dividends and interest thereon, and to guarantee, sell, with or without guarantee and otherwise dispose of, and deal in the shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company or companies having purposes and objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such other company, or companies; surrender such securities in exchange for assets distributed by such company or companies and to enable such company or companies to be wound up, assume its or their obligations and liabilities on such terms and for such consideration as may be determined;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchises, concessions, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges, and expenses thereof;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or of any part thereof for such consideration as the company may deem proper, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company, in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by, or for any services rendered or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie signification d'aucune procédure ou action;

Pour faire connaître ou promouvoir ou protéger l'industrie et les biens de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents;

Exercer aucune industrie, autre que celle précitée que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec la susmentionnée ou aucune partie d'icelle, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables, sous le nom de "The Hamilton Cove Pulpwood and Lumber Company, Limited", avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
2339 C.-J. SIMARD.

"Perfection Trap Company, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mars 1923, constituant en corporation: John MacNaughton et Albert-Isadore Goodstone, avocats, et Harry Clay Chesley, agent, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer dans leurs spécialités respectives l'industrie de plombiers, manufacturiers, entrepreneurs pour fournitures et accessoires de plomberie et sanitaire, appareils et accessoires de chauffage et ventilation, tuyaux, accessoires, appareils et réparations pour chauffage, lumière, gaz ou aqueducs, et l'industrie d'entrepreneurs et constructeurs généraux;

Exercer l'industrie de fondeurs de fer, ingénieurs mécaniciens et manufacturiers de machinerie, fabricants d'outils, fondeurs de cuivre, ouvriers en métaux, chaudronniers, constructeurs de moulins, machinistes, convertisseurs de fer et d'acier, forgerons, ouvriers en bois, constructeurs, peintres, métallurgistes, voituriers ou marchands; et acheter, vendre et manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer et arrenter et faire le commerce de machinerie, outillages, matériel roulant et ferronnerie de toutes sortes; exercer le commerce ou l'industrie de maîtres de forge, fabricants d'acier, convertisseurs d'acier, propriétaires de houillères, fabricants de coke, mineurs, fondeurs, ingénieurs, fabricants de fer blanc et fondeurs de fer dans toutes leurs spécialités respectives; faire des explorations pour localiser du fer, du charbon, hématite, terre à brique, brique

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known or promoting or protecting the business and property of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books or periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents;

To carry on any business other than that described hereinabove, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any portion thereof, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, under the name of "The Hamilton Cove Pulpwood and Lumber Company, Limited", with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into fifteen hundred (1,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary the nineteenth day of April, 1923.

C. J. SIMARD,
2340 Assistant Provincial Secretary.

"Perfection Trap Company, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of March, 1923, incorporating: John MacNaughton and Albert Isadore Goodstone, advocates, and Harry Clay Chesley, agent, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the respective businesses of plumbers, manufacturers, contractors for plumbing and sanitary fixtures and supplies, heating and ventilating plant and supplies, pipes, fittings, apparatus and repairs for heat, light, gas or water supplies, general contractors and builders;

To carry on business as iron founders, mechanical engineers and manufacturers of machinery, tool makers, brass founders, metal workers, boiler makers, millwrights, machinists, iron and steel converters, smiths, wood workers, builders, painters, metallurgists, carriers or merchants; and to buy, sell and manufacture, repair, convert, alter, let or hire, and deal in machinery, implements, rolling stock and hardware of all kinds; to carry on the trade or business of iron masters, steel makers, steel converters, colliery proprietors, coke manufacturers, miners, smelters, engineers, tin plate makers and iron founders, in all their respective branches; to search for, get work, raise, make merchantable, sell and deal in iron, coal, ironstone, brick-earth, bricks and their metals, minerals and substances, and to manufacture and sell patent fuel; to carry on business as

et leurs métaux, minéraux et substances, les extraire, travailler, exploiter, préparer pour le marché, les vendre et en faire le commerce, et fabriquer et vendre du combustible breveté; exercer l'industrie de fabricants de produits chimiques et fertilisants, distillateurs, fabricants de filières, fabricants de gaz et ingénieurs-mécaniciens;

Exercer l'industrie d'importateurs et d'exportateurs et vendre, acheter et faire le commerce de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises et sans limiter la généralité de ce qui précède, des produits de l'agriculture, de la forêt, des carrières, des mines et des puits, des mers, lacs, rivières et de l'air, animaux sur pieds et abattus et de leurs produits et de tous produits fabriqués avec leurs produits; lainages, soie, cotonnade, toile, tissages et matériaux et fabriques de toutes sortes et les produits et les sous-produits avec lesquels ils sont fabriqués, teinture, savon, parfum, graisse, cire, colle, peinture et vernis, machineries, voitures et véhicules-moteurs terrestres, marins et aériens, caoutchouc et articles en caoutchouc et toutes choses fabriquées avec le caoutchouc seul ou avec le caoutchouc et un mélange d'autres ingrédients; instruments agricoles, porcelaine, poterie et verrerie, bijouterie, articles plaqués et émaillés, instruments de musique, papier, livres, accessoires et dispositifs électriques, épicerie et provisions, fourrures, tabac et leurs produits, jouets, meubles, caméras et accessoires photographiques, vêtements et mercerie pour dames et messieurs, boissons et liqueurs;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers et représentants pour des maisons commerciales, canadiennes ou étrangères ou pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Souscrire, assurer et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir soit à titre absolu comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement et vendre, garantir la vente et céder, transférer ou autrement aliéner et commercer les obligations, débetures ou autres preuves de dettes, stock, parts et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie ou corporation, bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre, ou de tout individu ou association, transiger et faire les opérations d'une compagnie générale, financière et de courtage et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de tous biens, affaires ou entreprises;

Fabriquer, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, céder et transférer, placer, troquer, commercer et négocier des effets, denrées et marchandises et des biens personnels de toute description;

Souscrire, prendre, acheter ou autrement acquérir et détenir comme principal ou agent ou comme propriétaire incommutable et par voie de garantie collatérale ou autrement et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner ou commercer des obligations ou débetures, parts, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute banque ou d'une ou plusieurs autres compagnies ou corporations dûment constituées;

Acheter ou acquérir autrement, posséder, louer, vendre ou aliéner autrement des biens mobiliers ou immobiliers, droits, privilèges, concessions, brevets, dessins, marques de commerce, ou de fabrique qui peuvent être nécessaires ou utiles à l'exercice de l'industrie de la compagnie;

Eriger, construire, entretenir et exploiter tous

manufacturers of chemicals and manures, distillers, dye-makers, gas makers and mechanical engineers;

To carry on the business of importers and exporters of and to sell, buy and deal in all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise, and without limiting the generality of the foregoing, products of agriculture, the forest, quarry, mine and well, the seas, lakes, rivers and air, live stock and dead stock and the products thereof, and all products manufactured from the products thereof; woollens, silks, cotton, linen, yarns and materials and fabrics of all kinds and the products and by-products from which the same are manufactured, dyes, soaps, perfumes, greases, tallow, glue, paints and varnishes, machinery, vehicles and motor vehicles for land, water and air, rubber and rubber goods and all things manufactured from rubber or rubber and a combination of rubber and other materials or ingredients; farm implements, china, crockery and glasswares, jewelry, plated and enameled wares, musical instruments, paper, books, electrical goods and appliances, groceries and provisions; furs, tobacco and the products thereof; toys, furniture, cameras and photographic supplies, clothing and ladies' and gents' furnishings, beverages and drinks;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers and representatives for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations;

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures or other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or any banking, public utility, commercial, industrial or other company or incorporation or individual or association; to transact and carry on a general financial company and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assign and transfer, invest trade, deal in and deal with goods, wares, merchandise, and personal property of every description;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, or debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any bank or of any other duly incorporated company or companies or corporation or corporations;

To purchase or otherwise acquire, hold, lease, sell or otherwise dispose of all moveable or immoveable property, rights, privileges, concessions, patents, designs, trade marks or trade names which may be necessary or useful for the carrying on of the business of the company;

To erect, construct, maintain and operate any

édifices, travaux, machineries et commodités qui sont nécessaires ou qui peuvent être jugés directement ou indirectement appropriés à aucun des objets de la compagnie;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autres, que la compagnie pourra exercer convenablement en rapport avec l'industrie de la compagnie ou de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie ou augmenter la valeur des droits ou biens de la compagnie ou les rendre profitables;

Assumer ou acquérir la totalité ou toute partie de l'industrie et du passif de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou en possession des biens convenant aux fins de la compagnie;

Solliciter et obtenir, enregistrer, louer, acquérir et posséder, et vendre et aliéner et accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir des brevets d'invention, améliorations ou procédés, des marques, noms de commerce et choses semblables nécessaires ou avantageuses à aucun des objets de la compagnie;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débetures en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et, émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations ou autres valeurs en paiement ou paiement partiel ou en échange, pour les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant une industrie semblable en tout ou en partie ou connexe à l'industrie de la présente compagnie;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le fonds social, les bons ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou exploitant toute industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer et vendre ou autrement aliéner les actions, bons ou autres valeurs;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Prélever ou aider à prélever des fonds pour toute corporation dont la compagnie détient des actions du capital-actions ou avec laquelle elle est en relation d'affaires, lui aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, agir comme employés, agents ou gérants de telle corporation, et garantir l'exécution de contrats par toute telle corporation ou par une ou plusieurs personnes avec lesquelles la compagnie est en relation d'affaires;

Faire des avances de deniers aux clients et autres avec ou sans garantie et aux termes que la compagnie approuvera et garantir les dettes et contrats des clients et autres;

Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui pourra être décidée de temps à autre;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, aucune propriété et tous biens de la compagnie et spécialement aucunes actions, débetures ou valeurs de toutes compagnies

buildings, works, machinery and conveniences which are necessary for or which may seem either directly or indirectly conducive to any of the company's objects;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To undertake or acquire the whole or any part of the business and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for and obtain, register, lease, acquire and hold or to sell and dispose of, and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patents of invention, improvements or processes, trade marks, trade names, and the like necessary or useful for any of the purposes of the company;

To issue paid up shares, bonds, or debentures for the payment either in whole or in part of any property, moveable or immoveable, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, and also to issue such fully paid up shares, bonds or other securities in payment, part payment, or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part or incidental to the business of the company;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds, or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which the company is authorized to carry on and to sell or otherwise dispose of shares, bonds or other securities;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly to benefit the company

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relations; to act as employee, agent or manager of any such corporation and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To make advances to customers and others with or without security and upon such terms as the company may approve and to guarantee the debts and contracts of customers and others;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property or assets of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company or

ayant acheté ou assumé soit, en tout ou en partie les-biens, l'actif et le passif de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits et de l'entreprise corporative pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, ou titres d'aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acquérir, détenir, louer, engager, nantir, hypothéquer, vendre, échanger ou autrement aliéner les actions, parts, débetures ou valeurs de toute corporation exerçant une industrie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer la totalité ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, en disposer, les faire valoir ou autrement les négocier;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seule, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Perfection Trap Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cents (4,900) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
2347 C.-J. SIMARD.

"Les Habitations Manrèse, Limitée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1923, constituant en corporation: J.-B.-Lucien Moreau, avocat, Amédée Demers et Laurent Lemay, entrepreneurs, tous de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir des terrains dans ou près des limites d'aucune municipalité de la province de Québec, et construire sur ces terrains une ou des maisons d'habitation de dimensions raisonnables, munies d'améliorations convenables, et destinées à être louées à des prix modérés conformément aux dispositions de la loi 4 George V, chapitre 47, "Loi pour aider à la construction des maisons d'habitation dans les cités, villes ou villages", et ses amendements passés ou futurs; et en disposer en autant que permis par la loi;

Bénéficier de la loi 9 George V, chapitre 10 et de ses amendements passés ou futurs;

Avoir aussi la possession et la jouissance de tous droits, privilèges et pouvoirs généraux conférés par ladite loi, et tous pouvoirs généraux en rapport avec son but, sous le nom de "Les Habitations Manrèse, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
2341 C.-J. SIMARD.

companies which may have purchased or taken over either in whole or in part the property, assets or liabilities of this company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of in whole or in part the property, rights or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To acquire, hold, lease, pledge, mortgage, hypothecate, sell, exchange or otherwise dispose of shares, stock, debentures or securities of or in any corporation carrying on business with objects similar to those of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Perfection Trap Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand nine hundred (4,900) shares of common stock of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1923.

C. J. SIMARD,
2348 Assistant Provincial Secretary.

"Les Habitations Manrèse, Limitée."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1923, incorporating: J.-B. Lucien Moreau, advocate, Amédée Demers and Laurent Lemay, contractors, all of Quebec, for the following purposes:

To acquire lands in or near the boundaries of any municipality within the Province of Quebec, and to build on such land one or more suitable dwelling-houses of reasonable dimensions, supplied with suitable improvements and intended to be let at a moderate price, in accordance with the provisions of the Act 4 George V, chapter 47. "An Act to assist in the construction of dwelling-houses in cities, towns and villages" and past and future amendments thereto; and to dispose thereof as permitted by law;

To benefit by the Act 9 George V, chapter 10 and past and future amendments thereto;

To have and enjoy all the general rights, privileges and powers granted by the said act, and all general powers in connection with its purpose, under the name of "Les Habitations Manrèse, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1923.

C. J. SIMARD,
2342 Assistant Provincial Secretary.

"Mount Royal Country Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1923, constituant en corporation sans capital-actions: James Arthur Mathewson, avocat, Walter Seely Johnson, conseil du Roi, et Kathleen Gale, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Promouvoir, stimuler et encourager un intérêt dans la vie au grand air et dans le sport en général et procurer et entretenir des terrains convenables pour les jeux de golf, tennis, bowling et autres exercices et récréations en plein air, tenir des tournois et autres concours dans tels sports et exercices et généralement encourager et promouvoir tels sports et exercices en plein air;

Acheter ou autrement acquérir ou ériger une maison de club et autres bâtisses nécessaires ou convenables, les meubles, aménager et entretenir, et, sujet aux lois de la province et aux règlements de la municipalité dans laquelle ce club est situé, y procurer des jeux et moyens de récréations, instructions et amusements, repas, rafraîchissements et articles pour fumeurs et charger et percevoir des membres, les honoraires, cotisations et souscriptions qui seront fixés par les règlements du club;

Le club aura le pouvoir d'acquérir, recevoir, prendre à bail et détenir tels biens mobiliers et immobiliers qui seront de temps à autre requis pour ses fins, pour une somme n'excédant pas \$100,000.00, et les aliéner, prêter, donner en garantie, hypothéquer ou autrement les grever ou en disposer, en tout ou en partie; et vendre, louer ou autrement aliéner les biens ou les entreprises du club et en diviser les produits entre ses membres;

Acheter, louer ou autrement acquérir ou s'unir ou se fusionner à tout autre club semblable ou à toute corporation dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux du club;

Acheter ou autrement acquérir et détenir des actions, débetures, obligations ou autres valeurs d'autres corporations dont les objets sont semblables à ceux de ce club et en disposer pour telle considération que le club croira convenable;

Emprunter des deniers de temps à autre pour ses fins aux termes qui pourront être convenus, augmenter ou limiter les sommes ainsi empruntées et, pour les garantir, hypothéquer ses biens immobiliers ou donner en garantie ses biens mobiliers et émettre des obligations, débetures ou autres formes de garantie et conclure tout contrat de fiducie, de garantie ou d'hypothèque pour garantir les détenteurs d'icelles;

Adopter et faire observer tels règlements, règles et ordonnances non incompatibles avec les lois de la province, régissant l'élection, l'expulsion et la démission des membres, la cessation d'être membre généralement et la conduite ou l'administration de ses affaires, la gérance et la direction du club, la nomination ou l'élection des officiers et comités qui peuvent être requis, et les modifier ou abroger en aucun temps;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou appropriées à l'accomplissement des fins ou à la réalisation des objets ci-dessus mentionnés ou qui apparaîtront en aucun temps profitables, nécessaires ou utiles à la corporation, sous le nom de "Mount Royal Country Club, Inc." Le montant auquel est limité la valeur des biens

"Mount Royal Country Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1923, to incorporate as a corporation without share capital: James Arthur Mathewson, barrister, Walter Seely Johnson, King's Counsel, and Kathleen Gale, secretary (spinster of the full age of majority), all of Montreal, for the following purposes:

To promote, stimulate and encourage interest in the outdoor life and in sports generally, and to provide and maintain suitable grounds for the purposes of golf, tennis, bowling and other outdoor exercises and recreation, to provide tournaments and competitions in such sports and exercises, and generally to foster and promote such outdoor sports and exercises;

To buy or otherwise acquire, or to erect a clubhouse and other necessary and suitable buildings, to furnish, equip and maintain the same, and subject to the laws of this Province and to the by-laws of the municipality in which this club is carried on, to provide there games and means of recreation, instruction and amusement, meals, refreshments and smoking materials, and to charge and collect from members such dues, assessments and subscriptions as may be fixed by the by-laws of the club;

The club shall have power to acquire, receive take on lease and hold such moveable or immoveable property as may from time to time be requisite for its purposes, to the extent of \$100,000.00, and the same or any part thereof to alienate, lend, pledge, hypothecate or otherwise charge or dispose of; and to sell, lease or otherwise dispose of the property or undertaking of the club, and to divide the proceeds among its members;

To purchase, lease or otherwise acquire, or to combine or amalgamate with any similar club or corporation having objects similar to those of the club;

To purchase or otherwise acquire and hold shares, debentures, bonds or other securities of other corporations having objects similar to those of this club, and the same to dispose of for such consideration as the club may deem proper;

To borrow money for its purposes from time to time, upon such terms as may be approved, to increase or limit the sum so borrowed and, to secure the same, to hypothecate its immoveable property and pledge its moveable property, and issue bonds, debentures or other forms of security, and enter into any deed of trust, pledge or hypothecation, to secure the holders thereof;

To adopt and enforce such by-laws, rules and regulations, not inconsistent with the laws of the Province, governing the election, expulsion and withdrawal of members, the discontinuance of membership generally, and the conduct or administration of its affairs, the management and direction of the club, the appointment or election of officers and committees as may be requisite, and the same at any time to alter or repeal;

To do all things necessary, suitable or proper for the accomplishment of the purposes, or to attain the objects above set forth or which might appear profitable, necessary or useful to the corporation at any time, under the name of "Mount Royal Country Club, Inc." The amount to which the value of the immoveable property which the

immobiliers que le club peut posséder est de cent mille piastres (\$100,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Mount Royal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
2343 C.-J. SIMARD.

club may possess is to be limited is \$100,000.00.

The head office of the company will be in the town of Mount Royal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the sixth day of April, 1923.

C. J. SIMARD,
2344 Assistant Provincial Secretary.

"The Pharand Construction, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1923, constituant en corporation: Auguste Mathieu, avocat, Roger Bisson, Maurice Demers, étudiants, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le métier et le commerce d'entrepreneurs et constructeurs généraux et tout autre commerce qui s'y rattache;

Entreprendre pour le compte de compagnies ou individus, la construction d'édifices publics ou privés, quais, chaussées, chemins, écluses, ponts, égouts, aqueducs, travaux, canaux, filtres, réservoirs, viaducs, tunnels; faire l'inspection, l'essai et l'évaluation de toutes sortes de matériaux et machineries entrant dans tels travaux ou s'y rapportant;

Faire le commerce de matériaux de construction pour les ingénieurs, constructeurs, entrepreneurs;

Entreprendre et exploiter des aqueducs, des systèmes d'égouts et de chauffage, avec leurs tuyaux, bassins et réservoirs;

Entreprendre et faire exécuter tous travaux de pavage et de macadamisation de rues, ruelles, chemins et routes; produire, acheter et vendre tous les matériaux entrant dans tels travaux;

Fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger, tant comme principaux que comme agents, de la céramique, des tuiles, des vitres, de la chaux, du ciment, de l'asphalte, du plâtre, du sable, de l'amiante ou autres produits en général; acquérir et exploiter et vendre des mines, carrières de pierre, carrières et sablonnières; acheter, vendre, manufacturer et préparer et faire l'acier et le bois sous toutes leurs formes, acquérir et posséder des concessions forestières et exploiter des scieries;

Acquérir par achat, bail ou autrement des immeubles pour les besoins de la compagnie;

Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne jouissant de pouvoirs semblables et exerçant un commerce similaire;

Acheter, acquérir, posséder, vendre des actions, débentures ou valeurs;

Acquérir et posséder tous commerces, entreprises, biens, droits, préparer des baux, contrats, stock et autres biens en vertu des présentes;

Vendre, louer ou autrement aliéner l'entreprise ou tout commerce de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable, ou se fusionner à toutes personnes, sociétés ou corporations exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui-ci, ou en recevoir le paiement en deniers comptants, actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, obligations, débentures ou autres valeurs de compagnies ou corporations, et distribuer aux actionnaires de temps à autre les deniers, obligations, débentures, valeurs ou autres biens appartenant à cette compagnie, sous le nom de "The Pharand Construction, Limited" avec un capital total de vingt mille piastres,

"The Pharand Construction, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1923, incorporating: Auguste Mathieu, lawyer, Roger Bisson, Maurice Demers, students, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of contractors and builders in general and any other business incidental thereto;

To undertake on the account of companies or individuals, the construction of public or private buildings wharves, dams, chimneys, locks, bridges, sewers, waterworks, sidewalks, canals, filters, reservoirs, viaducts, tunnels, inspect, test, and value all sorts of materials and machinery entering into or connected with such construction;

To deal in buildings supplies for engineers, builders and contractors;

To undertake, exploit waterworks, drainage and heating systems, together with the water pipes, basins and reservoirs;

To undertake and cause the execution of all paving, macadamising work on streets, lanes, roads and highways; to produce, buy and sell all the materials entering into such works;

To manufacture, import, export, buy, sell, exchange both as principal or agent, ceramic, tiles, glass, lime, cement, asphalt, plaster, sand, asbestos and other products generally; acquire and work and sell mines, stone quarries, quarries and sand pits; buy, sell, manufacture and prepare iron, steel, wood, under all forms, acquire and possess timbers limits and operate sawmills;

To acquire by purchase, lease or otherwise immovable for the requirements of the company;

To act as agents for any company, partnership or person possessed of similar powers and carrying on similar business;

To buy, acquire, possess, sell, shares, debentures or securities;

To acquire and possess any business, franchise, undertaking property, rights, prepare lease, contracts, stock and other property in virtue herein;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, its business, in whole or in part, for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any persons, partnerships or corporations carrying on a business altogether or partly similar to this business, in payment to receive cash, paid up and non assessable shares, bonds, debentures or other securities of companies or corporations, and distribute among the shareholders from time to time any money, bonds, debentures, securities or other property belonging to this company, under the name of "The Pharand Construction, Limited," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred

(\$120,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

2353

C.-J. SIMARD.

"Urban Realty Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mars 1923, constituant en corporation : James Hilary Hume Robertson, avocat, de la cité de Westmount, Douglas Charles Abbott, avocat et George Walton Scott, comptable, tous deux de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire les opérations d'une compagnie immobilière et de terrain et d'une agence d'immeuble et agir comme courtiers et estimateurs d'immeubles et comme agents d'assurances, avec pouvoir d'acquérir, acheter, détenir, posséder, louer, entretenir, contrôler, gérer, travailler, développer, vendre, transporter, louer, échanger, améliorer, cultiver, arrenter et autrement troquer et aliéner des immeubles et propriétés immobilières, bâtisses et biens immobiliers ou toute équité, intérêt et droit en iceux ou balance de prix de telles propriétés, ou toutes équités s'y rattachant et toutes autres sortes de propriétés et biens, et à cette fin, affecter et placer les fonds de la compagnie dans l'achat, l'arpentage, l'amélioration, le développement et la préparation pour l'occupation et la colonisation desdits biens-fonds, terrains, bâtisses, immeubles et toute équité, intérêt et solde de prix de la manière jugée la plus convenable pour l'exercice des opérations de la compagnie ;

Construire des maisons d'habitations et autres bâtisses sur tels immeubles ou toute partie d'iceux, bâtir, modifier ou améliorer les bâtisses ou travaux qui s'y trouvent, subdiviser, améliorer ou développer des terrains dans le but des vendre ou autrement et faire exécuter toutes choses légales et utiles pour leur développement et leur amélioration ;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs ou avances faites par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou pour autres améliorations ;

Aider à la promotion, l'organisation, le développement ou l'administration de la corporation ou compagnie, et prélever des deniers pour toute corporation dont aucune des actions du capital-actions sont détenues par cette compagnie ou avec laquelle elle est en affaires, lui aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement ;

Vendre, louer ou aliéner autrement les biens, les droits, les franchises, les entreprises, la totalité ou toute partie de l'actif de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir avoir l'exercice et la jouissance en son propre nom ou au nom des personnes, firmes ou compagnies ci-après mentionnées, si elle est dûment autorisée à ce faire, la totalité ou toute partie des

(200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Urban Realty Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, this twenty-ninth day of March, 1923, incorporating: James Hilary Hume Robertson, advocate, of the city of Westmount, Douglas Charles Abbott, advocate and George Walton Scott, accountant, both of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency, and to act as real estate brokers and valuers and as insurance agents with power to acquire, buy, hold, own, hire, maintain, control, manage, work, develop, sell, convey, lease, exchange, improve, cultivate, let and otherwise deal in and dispose of real estate and real property, buildings and immovables or any equity, interest and right therein or balance of price thereof, or any equities therein, and all other kinds of property and chattels, and to that end apply and invest the capital of the company in the purchase, survey, improvement, development and preparation for occupation and settlement of the said real estate, lands, buildings, immovables or any equity, interest and balance of price in such manner as may be most convenient for the due carrying on of the business of the company;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof; to build, alter or improve existing buildings or works thereon, to subdivided, improve or develop lands for the purpose of sale or otherwise and to do and perform all things lawful and needful for the development and improvement of the same;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company, and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any corporation in the capital stock of which this company holds shares or with which it may have business relations;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, the assets thereof or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, exercise and enjoy in its own name or in the name of the persons, firms, company or companies, hereinafter referred to, if thereunto duly authorized, all or any of the property, franchise, good-

biens, des franchises, de la clientèle, des droits, pouvoirs et privilèges détenus par toute personne, firme ou pour une ou plusieurs compagnies exerçant ou formées pour l'exercice de tout commerce en tout ou en partie semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou dont elle a la jouissance, et payer pour tels biens, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges totalement ou partiellement en deniers comptants ou totalement ou partiellement en actions acquittées de la compagnie ou autrement, et assumer le passif de toute telle personne, firme ou compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que convenu, toute partie de l'actif de la compagnie entre ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui pourrait assumer la totalité ou toute partie de l'actif et du passif de cette compagnie;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou paiement partiel pour tous biens ou droits qui peuvent être acquis par la compagnie ou, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus à la compagnie ou tous travaux faits pour elle ou en paiement ou à l'acquit des dettes ou obligations dues par la compagnie, sous le nom de "Urban Realty, Co.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mars, 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

2355

C.-J. SIMARD.

"Adabac, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mars 1923, constituant en corporation: Thomas Fraser Badenach, William Kenneth Badenach, marchands, et Léon Daoust, commis, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, concession, échange, bail ou autre titre légal et détenir, posséder, louer, vendre ou autrement aliéner des terrains, bâtisses et biens-fonds de toute description et nature, et construire, ériger, posséder, gérer, exploiter et entretenir des maisons, conciergeries, boutiques et autres bâtisses sur tous terrains possédés, loués par la compagnie ou lui appartenant;

Fabriquer et produire dans la cité de Montréal de la vapeur, du gaz et de l'électricité pour fins de chauffage, de cuisine ou d'éclairage et pour fournir de l'énergie pour telles fins dans toutes maisons et autres édifices possédés par la compagnie et en vendre le surplus, pourvu toutefois que toute distribution ou transmission, hors des terrains de la compagnie, soit subordonnée aux règlements locaux ou municipaux;

Exercer l'industrie de fabricants, importateurs, exportateurs et commerçants de produits alimentaires, tabac, prise, cigares, cigarettes, pipes, matériaux et accessoires pour fumeurs et agir comme marchands et commerçants généraux de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises;

Emprunter des deniers et en garantir le remboursement par hypothèque, mortgage, gage sur tous biens ou valeurs de la compagnie;

Agir en qualité d'agents pour tout individu ou

will rights, powers and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, and to pay for such property, franchise, goodwill, rights, powers and privileges partly or wholly in cash or wholly or partly in paid up shares of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company amongst its members and particularly the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets and liabilities of this company;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by, or with the approval of the shareholders for any services rendered, for any work done for the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company, under the name of "Urban Realty, Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of March, 1923.

C.-J. SIMARD,

2356

Assistant Provincial Secretary.

"Adabac, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of March, 1923, incorporating: Thomas Fraser Badenach, William Kenneth Badenach, merchants, and Leon Daoust, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, concession, exchange, lease, or other legal title, and to hold, possess, lease, sell and otherwise dispose of land, buildings and real estate of every description and kind, and to construct, erect, own, administer, operate and maintain houses, apartment houses, shops and other buildings on any land possessed, leased or owned by the company;

To manufacture and produce in the city of Montreal, steam, gas and electricity for the purpose of heating, cooking or lighting, and of furnishing power for such purposes in and to any houses and other buildings owned by the company and to sell the surplus thereof, provided, however, that any distribution or transmission beyond the lands of the company shall be subject to the local and municipal regulations;

To carry on the business of manufacturers, importers, exporters and dealers in food products, tobacco, snuff, cigars, cigarettes, pipes, smoking materials and supplies and to act as general merchants and dealers in any and all kinds of goods wares and merchandise;

To borrow money and to secure the repayment of the same by hypothec, mortgage or pledge upon any property or securities of the company;

To act as agents for any individual or compa-

compagnie exerçant toute industrie en tout ou en partie semblable à celle exercée par la compagnie;

Acquérir la totalité ou toute partie de la clientèle, des biens et de l'actif, y compris toute agence option, contrat, convention, concession ou choses semblables de tout individu, firme, association ou corporation exerçant une industrie semblable et les payer totalement ou partiellement en argent ou en bons ou en paiement total ou partiel répartir ou émettre comme entièrement acquittées des actions du fonds-social de la compagnie;

Vendre ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de la clientèle de la compagnie et en recevoir le paiement total ou partiel en argent, actions, bons ou autres valeurs de toute corporation ou compagnie;

Donner et livrer des actions acquittées de la compagnie en paiement total ou partiel du prix d'achat de toute propriété immobilière, machineries, matériaux, brevets ou droits ou en paiement de services rendus à la compagnie ou travaux faits pour elle;

Acquérir, posséder, détenir et vendre, donner en garantie ou autrement aliéner les actions, parts, valeurs ou entreprises de toute compagnie ayant pour l'un quelconque de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie à transporter l'entreprise ou son actif ou se fusionner à toute telle compagnie;

Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les entreprises conjointes, les concessions réciproques ou pour autres fins avec toute personne ou compagnie se proposant d'exercer ou exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou pouvant être exercée de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et généralement faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et toute industrie appropriée à la réalisation parfaite des objets pour lesquels cette compagnie est constituée et exercer tous autres pouvoirs permis par la loi, sous le nom de "Adabae, Limited" avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le vingt-huitième jour de mars 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

2350

C.-J. SIMARD,

ny carrying on any business similar in whole or in part to that carried on by the company;

To acquire all or any part of the good-will, property and assets, including any agency, option, contract, agreement, concession or the like of any individual, firm, association or corporation carrying on a similar business and to pay for the same wholly or in part in cash or bonds, or in payment or part payment therefor, to allot and issue as fully paid up and non assessable shares of the capital stock of the company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings, or good-will of the company and to accept payment for the same wholly or partly in cash, stock, bonds or other securities of any incorporation or company;

To give and hand over paid up shares of the company in full or part payment of the purchase price of any property, immovables, machinery, materials, patent or rights or in payment of services rendered and work done for the company;

To acquire, own, hold, and to sell, pledge or otherwise dispose of, the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, or to transfer its undertakings or assets to or to amalgamate with any such company;

To enter into any agreement for the sharing of profits; union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company intending to carry on or carrying on any business which this company is authorized to carry on, or which is capable of being conducted as to directly or indirectly benefit the company, and generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated and to exercise all other powers permitted by the Act, under the name of "Adabae, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1923.

C.-J. SIMARD,

2360

Assistant Provincial Secretary.

"The City News Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1923, constituant en corporation: Charles Holdstock, avocat, 147 rue City Councillors, James R. Kelly, gérant de bureau, 147, rue City Councillors, Ernest Coleman, gérant, 53 rue City Councillors, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter et vendre en gros et détail des journaux, magazines, livres et périodiques de toutes sortes;

Acheter, louer ou autrement se préparer à occuper tout endroit ou local dans les rues publiques ou dans tous édifices publics ou quais, jetées, bassins, gares de chemin de fer, terrains d'expositions, ronds de courses, gares de tramways, maisons flottantes ou lieux d'amusements, parcs ou ailleurs et acheter et louer ou autrement se

"The City News Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1923, incorporating: Charles Holdstock, lawyer, 147 City Councillors street, James R. Kelly, bureau-manager, 147 City Councillors street, Ernest Coleman, manager, 53 City Councillors street, all of the city of Montreal, in the district of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell, wholesale and retail, newspapers, magazines, books and periodicals of all kinds;

To purchase, rent, or otherwise arrange to occupy any place or position on the public street, or in any public building or wharf, pier, docks, railroad stations, fair-grounds, race-tracks, tramway stations, boat-houses or amusement parks or elsewhere, and to buy or rent or otherwise arrange to occupy any premises whatsoever, wher-

préparer à occuper tous locaux quelconques situés en n'importe quel endroit pouvant être avantageusement utilisés en rapport avec le commerce de la compagnie et y ériger des étaux, boutiques, comptoirs ou stationner les employés de la compagnie en aucun endroit public quelconque dans le but d'acheter, vendre ou disposer de toutes les choses dont la compagnie a l'autorisation de faire commerce;

Conduire, promouvoir ou exploiter des campagnes de publicité ou d'abonnement pour tout journal, livre, magazine ou autre périodique ou publication;

Exercer un commerce général d'annonce et publicité dans toutes ses spécialités tant comme principaux que comme agents, et acquérir et exploiter des franchises et privilèges pour fins de publicité ou pour l'achat, la vente de droits, franchises ou privilèges de publicité, manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de cartes à jouer, cartes de visites, cartes de festival, cartes complimentaires et de fantaisie et de valentins, commerçants de timbres, nouveautés de toutes sortes, tabac, cigares et cigarettes;

Conduire une bibliothèque pour le prêt de livres, journaux, magazines et autres publications périodiques;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens, de la clientèle et des engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement, tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à des personnes ou compagnies, garantir leurs contrats ou leur aider autrement, ou prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

ever located capable of advantageously being used in connection with the business of the company, and thereupon to erect stands, shops, stalls or to station employees of the company at any public place whatsoever for the purpose of buying selling or disposing of anything the company is authorized to deal in;

To conduct, promote or carry on advertising or circulation campaigns for any newspaper, book, magazine or other periodical or publication;

To carry on a general advertising and publicity business in all its branches, both as principals and agents, and to acquire and operate franchises or privileges for advertising purposes or for the buying, selling or advertising rights, franchises or privileges, manufacture, buy, sell or otherwise dealing playing, visiting, festive, complimentary and fancy cards and valentines, dealers in stamps, novelties of all kinds, tobacco, cigars and cigarettes;

To conduct circulating libraries of books, papers, magazines and other periodicals;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, reissue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

Faire des arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autrement, qui semblerait de nature à faciliter la réalisation des objets de la compagnie, et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges et concessions qu'il serait désirable d'obtenir, et exercer, exécuter et se conformer à tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des biens ou du passif de la compagnie ou pour toute autre fin jugée susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, voies, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines d'énergie électrique, ateliers, magasins et autres usines et installations de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou aider ou prendre part à leur construction, embellissement, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, louer ou céder autrement l'entreprise et les biens de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les déventures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, d'après les lois de tel pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement,

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other work and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company,

To apply for, secure, acquire by assignment transfer, purchase, or otherwise, and to exercise carry out and enjoy any license, power, authority franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorse-

garantie d'obligations, de débentures ou autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir des contrats par toute telle compagnie ou corporation et par toute telle compagnie, corporation ou toute personne ou personnes avec lesquelles elle peut être en affaires;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire tout ce qui est ci-haut stipulé comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The City News Company, Limited" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions, de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

2357

C.-J. SIMARD.

"Maison Plouffe, Limitée—Plouffe House, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1923, constituant en corporation, Pierre Plouffe, Lucien Ste-Marie, pompiers, Anatole Allard, cordonnier, Joseph Sénécal, motorman, Eugène Allard, commis, tous de Montréal, dans les buts suivants;

Faire des affaires d'immuebles dans toutes leurs branches et agir comme agent ou procureur pour la négociation ou la transaction de toutes affaires; vente de propriétés, placements de fonds et perception de revenus, loyers, dividendes, intérêts, recouvrement de comptes ou tous autres créances capital ou accessoires, négociables ou non négociables, garanties ou non garanties;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et posséder, détenir, vendre, disposer à titre de procureurs ou autrement des biens-fonds, meubles et immeubles, affaires, propriétés, créances de toutes sortes;

Acquérir par achat, échange ou autrement et posséder, détenir, vendre, disposer des garanties civiles, commerciales ou industrielles, la totalité ou une partie des biens-fonds, affaires, propriétés et biens mobiliers ou immobiliers généralement quelconques, et se charger ou non des engagements de toutes personnes, maisons ou corporations en possession de propriétés propres aux fins de la compagnie ou exerçant une industrie, un commerce semblable, ou en partie semblable au commerce à l'industrie de la présente compagnie;

Prendre, acheter, vendre, disposer, détenir, céder ou autrement, des actions, débentures, obligations, à ou de toutes personnes, maisons, gouvernement, banques, compagnies, corporations ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et en garantir le principal et les intérêts et dividendes, bonus, et voter en vertu de ces valeurs et agir par l'entremise d'un agent ou des agents que la compagnie nommera conformément à ses règlements;

Faire des emprunts d'argent sur le crédit de la compagnie par billets, lettres de change, traites

ment, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "The City News Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the city of Sherbrooke, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1923.

C. J. SIMARD,

2358

Assistant Provincial Secretary.

"Maison Plouffe, Limitée—Plouffe House, Limited."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the eleventh day of April, 1923, incorporating: Pierre Plouffe, Lucien Ste-Marie, firemen, Anatole Allard, shoemaker, Joseph Sénécal, motorman, Eugène Allard, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate business in all branches thereof and to act as agent or attorney for the negotiation or transaction of any business, sale of properties, investments of funds and collections of revenues, rentals, dividends, interests, the recovery of accounts or of any other claims and other stock, negotiable or non-negotiable, guaranteed or not guaranteed;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to possess, hold, sell, dispose of, as attorney or otherwise, real estate, moveables and immoveables, business, property, claims of every kind;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and to possess, hold, sell, dispose of civil, commercial or industrial securities and the whole or any part of the real estate, business, property and moveable or immovable effects generally whatsoever and to take over the liabilities of any persons, firms or corporations possessed of property suitable for the purposes of the company or carrying on any business or trade similar or partly similar to the business of the present company;

To take, buy, sell, dispose of, hold, assign or otherwise alienate shares, debentures, bonds, to or from any persons, firms, governments, banks, companies or corporations having objects altogether or partly similar to those of this company, and to guarantee the principal and the interests and dividends and bonus thereon and to vote thereon and to act through such agent or agents which the company may appoint pursuant to its by-laws;

To borrow money upon the credit of the company on notes, bills of exchange, drafts or other-

ou autrement et consentir si nécessaire un gage ou hypothèque, sur les biens-meubles et immeubles de la présente compagnie pour garantir tous tels emprunts;

Vendre, arrenter ou autrement céder la propriété des biens meubles ou immeubles, comme industrie active ou autrement, et entreprises de la compagnie en totalité ou en partie, aux termes et conditions et pour la compensation que les actionnaires jugeront à propos, et en particulier pour les actions ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, et distribuer en nature, parmi les actionnaires de la compagnie, toute propriété de la compagnie, et en particulier toute action, débenture ou valeur de toute autre compagnie, appartenant à la présente compagnie ou dont la présente compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Emettre et distribuer des actions acquittées non sujettes à appel, obligations, débentures ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou en partie de paiement pour toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits ou autres actifs acquis par la compagnie, sous aucun titre, réclamations, services rendus ou à rendre à la compagnie, privilèges ou concessions, obtenus par achat, bail ou autrement, ou avec l'approbation des actionnaires, pour tous engagements de la compagnie relativement à la formation et à la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires, spécialement au sujet de la vente et du placement de ses actions, obligations ou autres valeurs;

Acquérir et détenir des franchises, privilèges, entreprises, biens, droits, baux, contrats, immeubles, stocks, actif et autres droits à une valeur jugée raisonnable par la compagnie;

S'adresser à toute autorité locale ou publique et obtenir de ces autorités toutes concessions, subventions, pouvoirs, privilèges, et immunités qui sembleraient désirables à la compagnie, et conclure toutes conventions ou contrats au sujet de l'exercice et de l'accomplissement de ces subventions, concessions, immunités et autres;

Faire des avances de deniers ou des prêts d'argent à toutes personnes, maisons, corporations ou compagnies ayant des relations d'affaires avec la compagnie et agir comme agent, procureur, courtier ou autrement pour le placement ou remise de fonds et perceptions de toutes sortes et accepter en remboursement ou en garantie de ces avances, ou du service des intérêts, des garanties au moyens d'hypothèques, débentures, certificats d'actions dans d'autres compagnies, gages ou autres valeurs;

Exercer tout commerce ou toute industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira capable d'être convenablement exercée ou censée augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Exploiter, améliorer, diviser ou subdiviser en lots, carrés, rues,uelles ou autrement les terrains de la compagnie, les vendre, louer, céder, échanger ou autrement, en disposer ainsi en tout ou en partie en faveur de toute personne ou corporation aux conditions que la compagnie jugera convenables;

Eriger des maisons, bâtiments ou autres constructions sur les immeubles appartenant à la compagnie ou autres;

Construire, acheter ou autrement acquérir, louer, maintenir et exploiter les aqueducs de toutes sortes pour les fins d'approvisionnement

wise and to give if necessary a lien or hypothec on the moveables and immoveables of the present company as security for any such loans;

To sell, lease or otherwise dispose of the moveable or immoveable property, as a going concern or otherwise, and the undertakings of the company in whole or in part upon such terms and conditions and for such consideration as the shareholders may think fit, and in particular for shares or other securities of any other company having objects similar to those of the present company, and to distribute in kind among the shareholders of the company any property of the company, and in particular any share, debenture or security of any other company belonging to this company or which this company may have power to dispose of;

To issue and allot as fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures, or other securities of the company in payment or part payment of any moveable or immoveable property, rights or other assets acquired by the company under any title, claims, services rendered or to be rendered to the company, privileges or concessions obtained by purchase, lease or otherwise, or with the approval of the shareholders for any liabilities of the company in or about the formation and promotion of the company or the conduct of its business, especially with respect to the sale and placing of its shares, bonds or other securities;

To acquire and hold franchises, privileges, undertakings, property, rights, leases, contracts, immoveables, stocks, assets and other rights at a value deemed reasonable by the company;

To apply to any local or public authority and to obtain therefrom any concessions, subsidies, powers, privileges, immunities which the company may think desirable to obtain, and to enter into any agreements or contracts respecting the carrying on and execution of such subsidies, concessions, immunities and other privileges;

To make advances or loans of money to any persons, firms, corporations or companies having dealings with the company and to act as agent, attorney, broker or otherwise for the investment and payment of funds and general collections, and to accept in redemption or as security of such advances or the payment of the interests, securities by way of hypothecs, debentures, certificates of shares in other companies, liens or other securities;

To carry on any trade or business, manufacturing or otherwise, which the company may think capable of being conveniently carried on or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To exploit, improve, divide or lay out into lots, squares, streets, lanes or otherwise the lands of the company, sell, lease, assign, exchange or otherwise dispose of the same in whole or in part, in favour of any person or corporation on such conditions as the company may think proper;

To erect houses, buildings or other constructions on the immoveables belonging to the company or others;

To construct, buy or otherwise acquire, lease, maintain and operate waterworks of every kind for the purposes of supplying water to indus-

d'exploitation industrielle ou autres sujets à tous règlements locaux ou municipaux à cet égard;

Construire et maintenir des canaux, des égouts de surface ou autres pour drainer ou irriguer les territoires où seront situées ses propriétés ou ailleurs;

Louer, affermer et exploiter des carrières. Faire le commerce et manufacturer le fer, extraire ou produire du sable, de la chaux et de l'argile et leurs produits secondaires, ciment, pierre artificielle, tuiles et tuyaux de drainage de toutes sortes et généralement de toutes sortes de matériaux et fournitures pour les constructeurs. Acquérir par achat ou autrement posséder, détenir et arrêter, vendre ou autrement céder ou faire le commerce de concessions forestières, droits de coupe, bois de bout et coupé, faire le commerce de bois et construction et d'autres bois et généralement exercer dans toutes ses spécialités l'industrie de marchand de bois, et exploitant de bois et autres;

Posséder, entretenir et exploiter des scieries, moulins de papier, moulins à planer, moulins à pâte et manufacturer et faire le commerce général d'articles de bois, meubles, véhicules, instruments agricoles et toutes sortes d'articles dans la fabrication desquels le bois et les produits de la forêt sont nécessaires ou inutiles;

Acquérir par achat, bail ou autrement des chutes d'eau, lots de grève, droits de passage et tous les autres droits ou privilèges dont la compagnie pourra avoir besoin;

Construire ou autrement acquérir, louer et entretenir des quais, jetées, ponts, chemins ou autres ouvrages qui pourraient converger aux fins de la présente compagnie et aider à la construction, achat ou entretien de la manière que la compagnie jugera convenable ou à propos;

Demander, obtenir ou autrement, avoir ou acquérir, détenir, utiliser, exploiter, arrenter, vendre, céder ou autrement, disposer de toutes marques de commerce, brevets d'invention ou autres droits et privilèges semblables qui pourraient être nécessaires pour la compagnie;

Promouvoir ou aider à promouvoir, acquérir et détenir des actions de toutes compagnies subsidiaires ou autres ayant des objets en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, et se consolider ou se fusionner avec elles aux termes et conditions qui seront jugés à propos;

Payer toutes les dépenses au sujet de la charte d'incorporation de la compagnie et faire tous les actes en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets;

Faire une ou plusieurs des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seul ou avec d'autres;

La compagnie exercera son industrie dans toute la province de Québec, sous le nom de "Maison Plouffe Limitée—Plouffe House, Limited" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents actions (200) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce ouzième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2361

trial undertakings or other purposes, subject to any local or municipal by-laws on that behalf;

To construct and maintain canals, surface or other sewers for the drainage and irrigation of the territories wherein are situated its properties or elsewhere;

To lease, rent and operate quarries. To deal in and manufacture iron, extract or produce and, lime and clay and their by-products, cement, artificial stone, tiles and drain pipes of every kind and generally all kinds of materials and supplies for builders. Acquire by purchase or otherwise, possess, hold and lease, sell or otherwise dispose of or deal in timber limits, licenses to cut timber, standing and cut timber, deal in lumber and other wood and generally carry on in all its branches the business of lumber merchant, lumberer and other wise;

To possess, maintain and operate saw-mills, paper mills, planning mills, pulp mills and to manufacture and generally deal in wooden articles, furniture, vehicles, farm implements and all kinds of articles in the making of which wood and the products of wood are necessary or useful;

To acquire by purchase, lease or otherwise waterfalls, water lots, rights of passage and any other rights or privileges which the company may have need of;

To construct or otherwise acquire, lease and maintain wharves, piers and bridges, roads or other works which may be deemed suitable for the purposes of the present company, and to aid in their construction, purchase or maintenance in such manner as the company may think convenient or proper;

To apply for, secure or otherwise have or acquire, hold, use, work, lease, sell, assign or otherwise dispose of any and all trade marks, patents of invention or other similar rights and privileges which may be necessary for the company;

To promote or assist in promoting, acquire and hold shares in any subsidiary or other companies having objects altogether or partly similar to those of the present company, and to consolidate or amalgamate therewith on such terms and conditions as may be deemed proper;

To pay all expenses relating to the charter of incorporation of the company and to do all acts incidental or useful for the acquisition of the above objects;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The operations of the company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Maison Plouffe, Limitée—Plouffe House, Limited", with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1923.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2362

Département de l'Instruction Publique Department of Public Instruction

185-23.

Québec, 27 avril 1923.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 23 avril 1923, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Henri, comté de Lévis, tout le territoire compris dans les limites de la municipalité rurale de Rivière-Boyer, telle qu'érigée par proclamation en date du 25 janvier 1922 et publiée dans la Gazette officielle de Québec, le 4 février 1922, et de former du dit territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Rivière-Boyer", même comté.

2461

185-23.

Quebec, April 27th, 1923.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 23rd of April, 1923, to detach from the school municipality of Saint-Henri, county of Lévis, the territory included in the limits of the rural municipality of Rivière-Boyer, as erected by proclamation dated the 25th of January, 1922, and published in the Quebec Official Gazette, the 4th of February 1922, and to erect the said territory into a separate school municipality under the name of "Rivière-Boyer", same county.

2462

938-22

Québec, 5 mai 1923.

Demande est faite de détacher: 1. De la municipalité scolaire de Saint-Amédée, comté du Lac Saint-Jean, les lots 10, 11a, 11b, 12a, 12b, 13 à 15 inclusivement du rang 6 du canton de Dalmas; les lots 4 à 20 inclusivement du rang 7 du canton de Dalmas; les lots C, B, A, 1, 2, 3, D, 4 à 26 inclusivement du rang 8 du canton de Dalmas; les lots 25 et 26 du rang 9 du même canton; tous les lots des rangs 3, 4, 5 et 6 du canton Dolbeau; 2. De la municipalité scolaire de Saint-Michel-de-Mistassini, même comté, tous les lots depuis le numéro 26 inclusivement à 52 inclusivement rangs 7, 8 et 9 du canton Dolbeau; tous les lots non cadastrés du canton Proulx des rangs suivants, savoir: les lots 1 à 15 inclusivement des rangs 1, 2, 3 et 4; les lots 1 à 8 inclusivement des rangs 5 et 6; les lots 1 à 9 inclusivement du rang 7, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte-Jeanne-d'Arc", même comté.

2463-18-2

938-22

Quebec, May 5th, 1923.

Application is made to detach: 1. from the school municipality of Saint-Amédée, county of Lake Saint John, the lots 10, 11a, 11b, 12a, 12b, 13 to 15 inclusively, of range 6 of the township of Dalmas; the lots 4 to 20 inclusively of range 7 of the township of Dalmas; the lots C, B, A, 1, 2, 3, D, 4 to 26 inclusively of range 8 of the township of Dalmas; lots 25 and 26 of range 9 of the same township; all the lots of ranges 3, 4, 5 and 6 of the township of Dolbeau; 2. From the school municipality of Saint-Michel-de-Mistassini, same county, all the lots from number 26 inclusively to 52 inclusively of ranges 7, 8 and 9 of the township of Dolbeau; all the uncadastrated lots of the township of Proulx of the following ranges, to wit: lots 1 to 15 inclusively of ranges 1, 2, 3 and 4; lots 1 to 8 inclusively of ranges 5 and 6; lots 1 to 9 inclusively of range 7, and to erect all this territory into a separate school municipality under the name of Sainte-Jeanne-d'Arc, same county.

2464-18-2

240-23

Quebec, 19 avril 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la Malbaie, comté de Charlevoix, les lots numéros A1, A2, A3, A4, A5, A6, A7, A8, A9, A10, A11 et A12, subdivisions du lot numéro 577, les lots 573, 755 et 756 du cadastre officiel de la paroisse de la Malbaie, et de les annexer à la municipalité scolaire de la Pointe-au-Pic, même comté.

2317-17-2

240-23

Quebec, 19th April, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of La Malbaie, county of Charlevoix, the lots numbers A1, A2, A3, A4, A5, A6, A7, A8, A9, A10, A11 and A12, subdivisions of lot number 577, the lots 573, 755 and 756 of the official cadastre of the parish of La Malbaie, and to annex them to the school municipality of Pointe-au-Pic, same county.

2318-17-2

45-23

Québec, 19 avril 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Faustin, comté de Terrebonne, 1. Le territoire comprenant le village de Saint-Faustin-Station, tel qu'érigé par proclamation en date du 22 septembre 1922, proclamation insérée dans la Gazette Officielle numéro 40 du volume 54, le 7 octobre 1922; 2. les lots 18 à 25 inclusivement, 31b du rang 7; 3. la partie nord des lots 26, 27, 28, du rang 7; 4. les lots 22 à 28 inclusivement du rang 8, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Faustin-Station, même comté.

2319-17-2

45-23.

Quebec, 19th April, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Faustin, county of Terrebonne, 1. The territory including the village of Saint-Faustin-Station as erected by proclamation dated the 22nd of September, 1922, proclamation inserted in the Official Gazette No. 40 of volume 54, the 7th of October, 1922; 2. The lots 18 to 25 inclusively, 31b of range 7; 3. The north parts of lots 26, 27 and 28 of range 7; 4. The lots 22 to 28 inclusively of range 8, and to erect all this territory in a separate school municipality under the name of Saint-Faustin-Station, same county.

2320-17-2

1793-22.

Québec, 28 avril 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François-Xavier-de-Brompton, comté de Richmond, les lots 28 à 34 inclusivement, du rang 8 du canton de Brompton; détacher de la municipalité scolaire de Brompton,

1793-22.

Quebec, 28th April, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of Saint François-Xavier-de-Brompton, county of Richmond, the lots 28 to 34 inclusively, of range 8 of the township of Brompton; to detach from the school municipality of Brompton,

comté de Richmond, les lots 24a, 24b, 25a, 25b, 26a, 31 inclusivement, 32a, 32b, 36 et 37 du rang 9, du canton de Brompton; les lots 27 et 28 du rang 10 du dit canton de Brompton, même comté, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Bouffard, même comté.
2321—17-2

ton, county of Richmond, the lots 24a, 24b, 25a, 25b, 26 to 31 inclusively, 32a, 32b, 36 and 37, of range 9 of the township of Brompton; the lots 27 and 28 of range 10 of said township of Brompton, same county, and to erect all this territory into a separate school municipality under the name of Bouffard, same county.
2322—17-2

Département des terres et forêts

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Hull, P. Q., le 3 juillet 1923;
Chicoutimi, P. Q., le 18 juillet 1923;
Rimouski, le 24 juillet 1923;
Amos, le 7 août, 1923;
Québec, le 4 septembre 1923.

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter. Un honoraire de \$6.00 est exigible et payable d'avance.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHENE.

Québec, 27 mars 1923.

1507

Department of Lands and Forests

Notice is hereby given that the board of examiners of cullers of the province of Quebec will meet at :

Hull, July 3rd, 1923;
Chicoutimi, July, 18th, 1923;
Rimouski, July, 24th, 1923;
Amos, August, 7th, 1923;
Quebec, September, 4th, 1923.

to examine candidates desiring to qualify as to cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the department and mention the place where they purpose presenting themselves. A fee of \$6.00 is exacted and payable in advance.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister Lands & Forests

Quebec, March, 27th 1923.

1508

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "Universal Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de navigation océanique, le et après le vingt-septième jour d'avril 1923.

Le nom et l'adresse de l'agent chef, pour la province de Québec, sont: William Cairns, Limited, 10 rue Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce vingt-septième jour d'avril, 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 2411—18-2

Treasury Department

Notice is hereby given that the "Universal Insurance Company" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Marine insurance, on and after the twenty seventh day of April, 1923.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: William Cairns, Limited, 10 Saint John street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this twenty seventh day of April, 1923.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J.-P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 2412—18-2

Avis est par le présent donné que "The Merchants Fire Assurance Corporation of New-York" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après le vingt-trois d'avril 1923.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: James R. Sheritt, 224 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'avril 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des Assurances suppléant

J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,

Branche des Assurances, Québec.

2267—17-2

Notice is hereby given that "The Merchants Fire Assurance Corporation of New-York" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, on and after the twenty third day of April, 1923.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are: James R. Sheritt, 224 Saint-James Street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this twenty third day of April, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J.-P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,

Insurance Branch, Québec.

2268—17-2

Avis est par le présent donné que "The Pacific Fire Insurance Company of New York" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après le vingt-trois d'avril 1923.

Notice is hereby given that "The Pacific Fire Insurance Company of New York" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, on and after the twenty third day of April, 1923.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: James R. Sheritt, 224 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'avril 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec,
J.-P. BELANGER,

Le surintendant des Assurances suppléant.
Département du Trésor,
Branche des Assurances, Québec.
2269—17-2

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: James R. Sheritt, 224 Saint-James Street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this twenty third day of April, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J.-P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Treasury Department,
Insurance Branch, Quebec.
2270—17-2

Ministère de l'agriculture

AVIS PUBLIC

Concernant l'organisation d'un syndicat d'élevage dans Sainte-Cécile-du-Bic, comté de Rimouski.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Rimouski sous le nom de "Syndicat d'élevage de Sainte-Cécile-du-Bic", ayant son principal siège d'affaires à Sainte-Cécile-du-Bic, conformément aux dispositions des articles 1913 et suivant des S. R. Q., 1909.

Québec, ce 30ème jour d'avril 1923.

Le sous-ministre de l'agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

2389

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE

Respecting the organization of a breeding syndicate in the vicinity of Sainte-Cécile-du-Bic in the county of Rimouski.

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been incorporated in the county of Rimouski, under the name of Syndicat d'élevage de Sainte-Cécile-du-Bic, with its head office at Sainte-Cécile-du-Bic, in accordance with the provisions of articles 1913 and following, Q.R.S., 1909.

J.-ANTONIO GRENIER,

Deputy-Minister of Agriculture.
Quebec, this 30th day of April, 1923.

2390

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 127.

Ester Berstzky, épouse commune en biens de Harry Linetsky, commerçant, de Victoriaville, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Harry Linetsky, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Daté ce 26 avril 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
LALIBERTÉ & CHARTRAND.

2391

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 449.

Dame Florence Denoncourt, de la cité du Cap de-la-Madeleine, épouse de Paul Pellerin, commis-boucher, du même endroit, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Paul Pellerin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-cinquième jour d'avril 1923.

Trois-Rivières, 25 avril 1923.

Le procureur de la demanderesse,
LUCIEN COMEAU.

2393

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 20.

Dame Adeline Fournier, du canton de Stanstead, district de Saint-François, épouse commune en biens de Pierre Francoeur, cultivateur, du même lieu, demanderesse, contre ledit Pierre Francoeur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour instituée contre le défendeur.

Sherbrooke, ce 24 avril 1923.

L'avocat de la demanderesse,
C.-C. CABANA.

2395

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 127.

Ester Berstzky, wife common as to property of Harry Linetsky, trader, of Victoriaville, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Harry Linetsky, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Dated April 26th, 1923.

LALIBERTÉ & CHARTRAND,
Attorneys for plaintiff.

2392

Province of Quebec, district of Three-Rivers, superior, Court No 449.

Dame Florence Denoncourt, of the city of Cap de-la-Madeleine, district of Three-Rivers, wife common as property of Paul Pellerin, butcher, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Paul Pellerin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 25th day of April 1923.

Three-Rivers, 25th April, 1923.

LUCIEN COMEAU,
Attorney for plaintiff.

2394

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 20.

Dame Adeline Fournier, of the township of Stanstead, district of Saint Francis, wife common as to property of Pierre Francoeur, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Pierre Francoeur, defendant.

An action in separation as to property has been this day, instituted against the defendant.

Sherbrooke, April 24th 1923.

C.-C. CABANA,
Attorney for plaintiff.

2396

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3653.

Bessie Engel, épouse séparée de biens de David Miller, de Montréal, demanderesse; vs David Miller, commis, du même lieu, défendeur.

La demanderesse, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, le 26 janvier 1923.

Le procureur de la demanderesse,
2397 L. MILLMAN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3653.

Bessie Engel, wife common as to property of David Miller, of Montreal, plaintiff; vs David Miller, clerk, of the same place, defendant.

Plaintiff duly authorized to *ester en justice* has entered an action in separation of property against defendant.

Montreal, January 26th, 1923.

L. MILLMAN,
2398 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 467.

Dame Yvonne Prince, épouse de Hervey Lemarier, marchand, du village de Laval, district des Trois-Rivières, dûment autorisé à ester en justice, demanderesse; vs ledit Hervey Lemarier, du village de Laval, district des Trois-Rivières, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trentième jour d'avril, mil neuf cent vingt-trois.

Trois-Rivières, 30 avril 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
2399 BOURNIVAL & LAMOTHE.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 467.

Dame Yvonne Prince, wife of Hervey Lemarier trader, of Laval Village, district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Hervey Lemarier of Laval village, district of Three Rivers, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the thirtieth day of April, one thousand nine hundred and twenty three.

Three Rivers, April 30th 1923.

BOURNIVAL & LAMOTHE,
2400 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3892.

Dame Maude Neuman, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Gordon Lipsey, du même endroit, marchand, dûment autorisée aux fins des présentes, par jugement de l'honorable juge Bruneau, dans la Cour supérieure, Montréal, le 24 avril, 1923, demandeur; vs ledit Gordon Lipsey, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

Montréal, 25 avril 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
2427—18-5 JACOBS & PHILIPS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3892.

Dame Maude Neuman, of the city of Westmount, in the district of Montreal, wife common as to property of Gordon Lipsey, of the same place, merchant, duly authorized, for the purposes of these presents, by Judgment of Hon. Mr. Justice Bruneau, in the Superior Court, Montreal, on April 24, 1923, plaintiff; vs The said Gordon Lipsey, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, April 25, 1923.

JACOBS & PHILIPS,
2428—18-5 Attorneys for plaintiff.

Cour supérieure, province de Québec, district de Montréal, No 1539.

Dame Camilla Ethier, épouse de Ernest Rancourt, de Montréal, laitier, dûment autorisée à ester en justice, a formé une demande en séparation de biens contre son mari.

Montréal, 28 avril 1923.

Le procureur de la demanderesse,
2429—18-2 WILFRID BESETTE.

Superior Court, Province of Quebec, district of Montreal, No 1539.

Dame Camilla Ethier, wife of Ernest Rancourt, milkman, of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, April 28th, 1923.

WILFRID BESETTE,
2430—18-2 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 1488. Dame Irma Côté, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Albert Turgeon, ci-devant marchand de fer, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Albert Turgeon, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21 avril 1923.

Le procureur de la demanderesse,
GUSTAVE ADAM.

Montréal, 23 avril 1923. 2263—17-5

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 1488. Dame Irma Côté, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Turgeon, heretofore hardware merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; against the said Albert Turgeon, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 21st of April, 1923.

Montreal, April 23rd, 1923.

GUSTAVE ADAM,
2264—17-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, No 435, Cour supérieure.—Marie-Angéline Simoneau, de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, district des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Ozanie Gélinas, journalier, du même lieu, demanderesse; vs Ozanie Gélinas, journalier, de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, district des Trois-Rivières, défendeur.

Province of Quebec, district of Three Rivers, No. 435, Superior Court.—Marie Angeline Simoneau, of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, district of Three Rivers, wife common as to property of Ozanie Gélinas, laborer, of the same place, plaintiff; vs Ozanie Gélinas, laborer, of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, district of Three Rivers, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23ème jour d'avril 1923.
Trois-Rivières, 25 avril 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
2325—17-2 DUPLESSIS & LANGLOIS.

Province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure.

Dame Elise Beaulé, de Sainte-Justine, dans le comté de Dorchester, épouse de Joseph Blais, journalier, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph Blais, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le douzième jour d'avril 1923.

Saint-Joseph, Beauce, 12 avril 1923.
Les procureurs de la demanderesse,
1985—16-5 BEAUDOIN & DUMOULIN.

Province de Québec, district de Montréal, No 3305, Cour supérieure.—Albertine Paradis, de Montréal, épouse de Philias Sarrazin, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Philias Sarrazin, mécanicien, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour contre le défendeur.

Montréal, 23 avril 1923.
Les procureurs de la demanderesse,
MASSON, BILLETTE,
2328—17-2 BRODEUR & MASSON.

Avis public est, par les présentes donné que Dame Marie Michaud a pris, ce jour, en Cour supérieure, district de Kamouraska, sous le numéro 8675, une action en séparation de biens contre son mari, Téléphore Landry, marchand, de la paroisse de Saint-Epiphanie.

Rivière-du-Loup, 10 avril 1923.
L'avocat de la demanderesse,
2027—16-5 S. C. RIOU.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, Bedford.

Dame Velma P. Martin, demanderesse; vs Irvin Ormand Williams, défendeur.

Dame Velma P. Martin, épouse de Irvin Ormand Williams, cultivateur, du canton de Shefford, dans le district de Bedford, demanderesse; vs ledit Irvin Ormand Williams, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour du mois d'avril 1923.

Sweetsburg, le 14 avril 1923.
Les procureurs de la demanderesse,
2029—16-5 NUTTING & GINGRAS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2027.

Marie-Caroline-Ida Dansereau, épouse commune en biens de Joseph Brosseau, commerçant des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice pour les fins des présentes, demanderesse; vs Joseph Brosseau, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 février 1923.

Montréal, le 14 avril 1923.
Les avocats de la demanderesse,
2031—16-5 BEAUDRY & BERTRAND.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 23rd day of April, 1923.

Three Rivers, April 25th, 1923.
DUPLESSIS & LANGLOIS,
2326—17-2 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court.

Dame Elise Beaulé, of Sainte-Justine, in the county of Dorchester, wife of Joseph Blais, laborer, also of Sainte-Justine, duly authorized, plaintiff; vs the aforesaid Joseph Blais, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the twelfth day of April, 1923.

Saint-Joseph, Beauce, April, 12th 1923.
BEAUDOIN & DUMOULIN,
1986—16-5 Solicitors for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 3305.—Albertine Paradis, of Montreal, wife of Philias Sarrazin, duly authorized to ester en justice, plaintiff, vs Philias Sarrazin, machinist, of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the defendant.

Montreal, 23rd April, 1923.
MASSON, BILLETTE,
2324—17-2 BRODEUR & MASSON,
Attorneys for plaintiff.

Public notice is hereby given that Dame Marie Michaud has taken, this day, in the Superior Court, district of Kamouraska, under the number 8675, an action in separation as to property against her husband, Telephore Landry, merchant, of the parish of Saint-Epiphanie.

Rivière-du-Loup, April 10th, 1923.
S. C. RIOU,
2028—16-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, Bedford.

Velma P. Martin, plaintiff; vs Irvin Ormand Williams, defendant.

Dame Velma P. Martin wife of Irvin Ormand Williams, farmer, of the township of Shefford, in the district of Bedford, plaintiff; vs the said Irvin Ormand Williams, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the tenth day of April 1923.

Sweetsburg, April 14th, 1923.
NUTTING & GINGRAS,
2030—16-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2027.

Marie-Caroline-Ida Dansereau, wife common as to property of Joseph Brosseau, trader, of the city and district of Montreal, duly authorized *à ester en justice* for the purposes of these presents, plaintiff; vs Joseph Brosseau, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on February, 22nd 1923.

Montreal, April 14th, 1923.
BEAUDRY & BERTRAND,
2032—16-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province of Québec, district of Saint-François, Cour supérieure, No 982.

Dame Alice-Alberta Bassett, épouse de Joseph Adélard Vallée, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, opérateur, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Adélard Vallée, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13ième jour d'avril, 1923.

Sherbrooke, 13 avril 1923.

Le procureur de la demanderesse,
2033—16-5 EMILE RIOUX.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 803.—Dame Marie-Léontine Lamontagne, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, épouse commune en biens de Rémi Fournier, fabricant de beurre, de Stanstead, district de Saint-François, a institué une action en séparation de biens contre le dit Rémi Fournier.

Sherbrooke, 16 avril 1923.

Le procureur de la demanderesse,
2107—16-5 LIONEL FOREST.

Province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure.

Dame Maria Fortier, épouse de Edmond Domingue, de Saint-Gédéon, Beauce, demanderesse; vs ledit Edmond Domingue, cultivateur, de Saint-Gédéon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le seizième jour d'avril 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
2125—16-5 BEAUDOIN & DUMOULIN.

Province de Québec, district de Terrebonne, No 74, Cour supérieure.—Dame Zoil Béchar, de la ville de Sainte-Thérèse, épouse commune en biens de Florian Lebel, machiniste, du même lieu dûment autorisée par jugement de cette honorable cour à ester en justice, demanderesse; vs Florian Lebel, de la ville de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le septième jour d'avril 1923. Sainte-Scholastique, 17 avril 1923.

Le procureur de la demanderesse,
(Signé) ADELARD LEDUC.

Vraie copie,
Le procureur de la demanderesse,
ADELARD LEDUC. 2093—16-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 8464.

Dame Delima Godreau, de Saint-Damase, épouse de Antoine Ouellet, cultivateur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Antoine Ouellet, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17 avril 1923.

Le procureur de la demanderesse,
J.-BTE LAVOIE.
Rimouski, ce 17 avril 1923. 2147—16-5

"No 7654 C. S. M. De. Théodora Cousineau, épouse de Eugène Lajeunesse, des cité et district de Montréal, a intenté ce jour une action en séparation de biens contre le dit E. Lajeunesse.

Montréal, 3 avril 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
1859—15-5 LACHAPPELLE & DENIS."

Canada, province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 982.

Dame Alice-Alberta Bassett, wife of Joseph Adélard Vallée, of the city of Sherbrooke, district of Saint-François, operator, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph-Adélard Vallée, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, this 13th day of April 1923.

Sherbrooke, April 13th, 1923.

EMILE RIOUX,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 803.—Dame Marie Léontine Lamontagne, duly authorized to *ester en justice* aux fins des présentes, wife common as to property of Rémi Fournier, butter maker, of Stanstead, district of Saint Francis, has instituted an action in separation as to property against the said Rémi Fournier.

Sherbrooke, 16th April, 1923.

LIONEL FOREST,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court.

Dame Maria Fortier, wife of Edmond Domingue, of Saint-Gédéon, Beauce, plaintiff; vs the aforesaid Edmond Domingue, farmer, of Saint-Gédéon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 16th day of April, 1923.

BEAUDOIN & DUMOULIN,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Terrebonne, No. 74, Superior Court.—Dame Zoil Béchar, of the town of Sainte-Thérèse, wife common as to property of Florian Lebel, machinist, of the same place, duly authorized by judgment of this Honourable Court to ester en justice, plaintiff; vs Florian Lebel, of the town of Sainte-Thérèse, district of Terrebonne, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 7th day of April, 1923.

(Signed) ADELARD LEDUC,
Attorney for plaintiff.

Sainte-Scholastique, 17th April, 1923.

A true copy,
ADELARD LEDUC,
Attorney for plaintiff. 2094—16-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 8464.

Dame Delima Godreau, of Saint-Damase, wife of Antoine Ouellet, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Antoine Ouellet, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 17th of April, 1923.

J.-BTE LAVOIE,
Attorney for plaintiff.
Rimouski, April 17th, 1923. 2148—16-5

"No. 7654 C. S. M. De. Théodora Cousineau, wife of Eugène Lajeunesse, of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against the said E. Lajeunesse this date.

Montreal, 3th April, 1923.

LACHAPPELLE & DENIS,
Attorneys for plaintiff.

1860—15-5

Canada, province de Québec, district de Beauce No 7087. Cour supérieure. Dame Marie-Alexina Doyon, épouse commune en biens d'Arthur Giguère, commerçant de bois, de Saint-Joseph-de-Beauce, vs ledit Arthur Giguère.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Saint-Joseph-de-Beauce, 10 avril 1923.

Le procureur de la demanderesse,
1879—15-5 LOUIS MORIN.

Cour supérieure, Beauharnois, No 4482.

Une action en séparation de biens a été prise ce jour par Dame Ruth A. Stewart contre William P. McArdle, du canton de Godmanchester.

Valleyfield, 3 avril 1923.

Le procureur de la demanderesse,
1723—14-5 J.-G. LAURENDEAU.

Cour supérieure, Montréal, No 3190.

Dame P. Zurif vs W. Drobetzky.

Une action en séparation de biens a été intentée le 3 avril, à Montréal, par dame Pearl Zurif contre William Drobetzky, des cité et district de Montréal.

Montréal, le 4 avril 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
ST-JACQUES, FILION
1759—14-5 & HOULE.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, No. 7087. Superior Court. Dame Marie Alexina Doyon, wife common as to property of Arthur Giguère, lumber merchant, of Saint-Joseph-de-Beauce; vs the said Arthur Giguère.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Saint-Joseph-de-Beauce, April 10th 1923.

LOUIS MORIN,
Attorney for plaintiff.

Superior Court, Beauharnois, No. 4482.

An action in separation as to property has been taken to-day by Dame Ruth A. Stewart against William P. McArdle, of the township of Godmanchester.

Valleyfield, April 3rd, 1923.

J. G. LAURENDEAU,
1724—14-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Montreal, No. 3190.

Dame P. Zurif vs W. Drobetzky.

An action in separation as to property has been instituted the 3rd of April, at Montreal, by Dame Pearl Zurif against William Drobetzky, of the city and district of Montreal.

Montreal, April 4th, 1923.

ST-JACQUES, FILION
& HOULE,
1760—14-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Avis est par le présent donné que "Sherman Service, Limited", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration M. Harold Earle Walker, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau chef au No 232, rue Saint-Jacques, dite cité, en remplacement de M. William M. Fuller.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2401 ALEXANDRE DESMEULES.

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée de la Société de Prêts & Placements de Québec, convoquée spécialement à cette fin et tenue à Québec, le 26 février dernier, au bureau de la Société, rue Saint-Pierre, il a été décidé par la majorité en valeur des actionnaires de ladite Société de transférer tout son actif à la "Société de Prêts & Placements de Québec", constituée par la loi 13 Geo. V, Chap. 108.

Le secrétaire-trésorier,
2453—18-2 F.-F. HOUDE.

Notice is hereby given that "Sherman Service, Limited", licensed to do business in this Province, has, by a new power of attorney, appointed Mr Harold Earle Walker, of the city of Montreal, its principal agent, with head office at No. 232 Saint James street, said city, in the place and stead of Mr. William M. Fuller.

ALEXANDRE DESMEULES,
2402 Acting Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that at a meeting of "La Société de Prêts & Placements de Québec" specially called for this purpose and held at Quebec, the 26th of February ultimo, at its office, Saint Peter street, it has been decided by the majority of the shareholders in value of the said Society to transfer all the assets to the "Société de Prêts et Placements de Québec", constituted by law 13, Geo. V, Chap. 108.

F.-F. HOUDE,
2454—18-2 Secretary-Treasurer.

Bureaux-chef

Chief Offices

Avis est par les présentes donné que "Wick Fisheries, Limited" constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 29ième jour de mars 1923, a établi son bureau-chef à 606-607 édifice Shaughnessy, 137, rue McGill, dans la cité et le district de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce neuvième jour de mars, 1923.

Le secrétaire,
2417 T. J. COULTER.
3

Notice is hereby given that "Wick Fisheries, Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec under date the 29th day of March, 1923, has its head office at 606-607, Shaughnessy Building, 137, McGill street, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this ninth day of March, 1923.

T. J. COULTER,
2418 Secretary.

G. M. STRONG, LIMITED.

Avis est par le présent donné que G. M. Strong, Limited, constituée en corporation par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 3ème jour de mars, 1923, et ayant son bureau-chef en la cité et district de Montréal, a établi son bureau à chambre No. 403, Edifice McGill, dans la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 26ème jour d'avril, 1923.

Le président,
2419 G. M. STRONG.

DIXIE LAND HOUSING COMPANY, LIMITED

Avis est donné que la compagnie dite "Dixie Land Housing Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du quinzième jour de juillet, mil neuf cent vingt (1920), et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'à aujourd'hui, à Chambre 58, No. 232 rue Saint-Jacques, a transporté tel bureau à Chambre 21, No. 224 rue Saint-Jacques, en ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce trentième jour du mois d'avril, mil neuf cent vingt-trois (1923).

Le secrétaire-trésorier,
"DIXIE LAND HOUSING COMPANY, LIMITED."
LIONEL JORON.

2421.

Cercle Agricole

AVIS PUBLIC

Concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la mission de Sainte-Clothilde, comté de Beauce Qué.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Beauce, sous le nom de "Cercle Agricole de la Mission de Sainte-Clothilde" lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Art. 1859 et suivants).

Québec, ce 30ème jour d'avril 1923.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
2387 J.-ANTONIO GRENIER.

Charte :—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "G. T. P. Manufacturing Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du dixième jour de février 1912.

G. M. STRONG, LIMITED

Notice is hereby given that G.M. Strong, Limited, incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, and dated the 3rd day of March, 1923, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at room No. 403, McGill Building, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 26th day of April, 1923.

G. M. STRONG,
2420 President.

DIXIE LAND HOUSING COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that the "Dixie Land Housing Company, Limited", corporation incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, dated the fifteenth day of the month of July, nineteen hundred and twenty (1920), and having its head office in the city of Montreal, where its office was, up to to-day, situated at room 28, No. 232 Saint James street, has moved said office to room 21, No. 224 Saint James street, in said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered, by the company, as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this thirtieth day of the month of April, nineteen hundred and twenty three (1923).

LIONEL JORON,
Secretary-treasurer.
"DIXIE LAND HOUSING COMPANY, LIMITED"
2422

Farmers' Club

PUBLIC NOTICE

Respecting the organization of a farmers' club in the Mission of Sainte-Clothilde, county of Beauce, Que.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorises the formation of a farmers' club in the county of Beauce, under the name of "Farmers' Club of the Mission of Sainte-Clothilde", which is hereby incorporated, pursuant to the act respecting farmers' clubs (art. 1859 and following).

J.-ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.
Quebec, 30th April, 1923. 2388

Charter :—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, article 5973a, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "G. T. P. Manufacturing Company" incorporated by letters patent dated the tenth day of January 1912.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "G. T. P. Manufacturing Company" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2459 ALEXANDRE DESMEULES.

Notice is further given that on and from the date of the publication of the present notice the company "G. T. P. Manufacturing Company" is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of April, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
2460 Acting Assistant Provincial Secretary.

ELECTION : Etat des dépenses

DÉPENSES encourues par Siméon Lafrenière, candidat à la dernière élection provinciale dans le district électoral de Berthier.

Listes électorales	\$ 45.00
Voitures	70.00
Téléphone	25.00
Dépenses personnelles hôtels.....	75.00

\$215.00

Daté à Saint-Damien, ce 20 avril 1923.

L'agent d'élection,

(Signé) OMER LAFRENIERE.

Vraie copie.

L'officier-rapporteur,

J.-A. LAFERRIERE.

2413

ETAT DES DEPENSES RE-ELECTION PROVINCIALE

H. B. SEYBOLD

Division Westmount.

Listes électorales	\$ 275.00
Timbres	264.00
Téléphones	175.00
Falles de comité	410.00
Annonces	425.50
Imprimerie	558.25
Salaires	920.50

\$3028.25

L'agent officiel,

G. E. BLACKBURN.

Reçu le 16 avril par l'officier-rapporteur,
pour Westmount.

J. H. LAUER.

Montréal, 5 avril 1923.

2415

Examens

Les examens pour l'admission à l'étude et à la pratique de l'Architecture dans cette province auront lieu, le 23 juillet 1923 et les jours suivants dans les salles de l'Association, Hôtel-de-Ville, à Québec, à neuf heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les témoignages d'étude, item "A" des examens, (voir charte et règlements), devront être remis au bureau de l'Association, à Montréal, le ou avant le 23 juin prochain. Ces témoignages d'études devront être accompagnés, suivant les règlements de l'Association, d'un honoraire de dix dollars (\$10.00) pour les examens d'immaturation et d'un honoraire de vingt-cinq dollars (\$25.00) pour les examens à la pratique de l'architecture.

2455

ELECTION : Statement of costs

EXPENSES incurred by Siméon Lafrenière, candidate at the last provincial election in the electoral district of Berthier.

Voters' lists	\$ 45.00
Livery hire	70.00
Telephone	25.00
Personal expenses, hotels	75.00

\$215.00

Dated at Saint-Damien, April 20th, 1923.

OMER LAFRENIERE,

(Signed) Election agent.

A true copy,

J.-A. LAFERRIERE,

Returning officer.

2414

STATEMENT OF EXPENSES RE PROVINCIAL
ELECTION

H. B. SEYBOLD

Westmount division.

Electoral lists	\$ 275.00
Postage stamps	264.00
Telephones	175.00
Committee rooms	410.00
Advertising	425.00
Printing	558.25
Payrolls	920.50

\$3028.25

G. E. BLACKBURN,

Official agent.

Receipt acknowledged April 16th, by

J. H. LAUER,

Returning officer for Westmount.

2416

Examinations

The examinations for admission to study of architecture or registration in this Province, will be held the 23rd July, 1923 and the following days, at the rooms of the Province of Quebec Association of Architects, Hotel de Ville, Quebec, at nine o'clock in the forenoon each day.

Testimonies of study, item "A" of the examinations (see Charter and By-laws), shall have to be delivered to the said Association, on or before the 23rd June next. The said testimonies to be accompanied by a fee of ten dollars (\$10.00) from candidates for matriculation and a fee of twenty five dollars (\$25.00) from those for registration.

2456

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, 6 avril 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Jules Jarry, notaire, demeurant et pratiquant à Mont-Laurier, comté de Labelle, district de Montcalm, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Anthime DuBreuil, notaire, du même lieu, qui a cessé de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire de la province,

1811—15-5

C.-J. SIMARD.

Québec, 3 avril, 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux prescriptions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil par M. Joseph-Alfred-Alexandre Lavallée, notaire, résidant et pratiquant en la ville de Berthier, district de Joliette, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de feu les notaires Pierre Tellier et Magloire Arsène-L. Aubin, en leur vivant, pratiquant comme notaires en la dite ville de Berthier.

Le sous-secrétaire de la province,

1673—14-5

C.-J. SIMARD.

Quebec, April 6th, 1923.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Jules Jarry, notary, residing and practicing at Mont-Laurier, county of Labelle, district of Montcalm, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Anthime DuBreuil, notary, of the same place, who has ceased to practice his profession.

C. J. SIMARD,

1812—15-5

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, April 3rd, 1923.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that a petition has been transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph Alfred Alexandre Lavallée, notary, practicing and residing in the town of Berthier, district of Joliette, whereby he applies for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late notaries Pierre Tellier and Magloire Arsène L. Aubin, in their lifetime practicing as notaries in the said town of Berthier.

C.-J. SIMARD,

1674—14-5

Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Rule of Court

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 4775. London & Scottish Assurance Corporation, Limited, corporation légalement constituée, ayant son bureau et principale place d'affaires pour le Canada, dans les cité et district de Montréal; et Royal Trust Company, corporation légalement constituée ayant son bureau et sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, en sa qualité de syndic à la dite London & Scottish Assurance Corporation, Limited, dûment nommée sous les provisions de l'Acte des Assurances du Canada, demanderesse; vs Crescent Turkish Bath Company, Limited, corporation légalement constituée et ayant son bureau chef au numéro 580 rue Dorchester ouest, en les cité et district de Montréal, défenderesse; et William S. Weldon, percepteur de douanes, des cité et district de Montréal, et Lyon Cohen et Abraham Z. Cohen, tous deux de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, faisant affaires à Montréal, en société, sous les nom et raison sociale de "L. Cohen & Son", opposants.

Sur l'ordre de l'honorable juge Bruneau, donné ce vingt et unième jour d'avril, 1923, vu les allégations de l'insolvabilité de Crescent Turkish Bath Company, Limited, du district de Montréal, la défenderesse, les créanciers de la dite défenderesse qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Prothonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la "Gazette Officielle" de Québec, conformément aux articles numéros 673-674 du Code de Procédure Civile.

Montréal, 23 avril 1923.

2259—17-2

T. DEPATIE,

Dép. S. C. S.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4775. London & Scottish Assurance Corporation, Limited, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business for Canada, in the city and district of Montreal; and Royal Trust Company, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, in its quality as trustee to the said London & Scottish Assurance Corporation, Limited, duly appointed under the provisions of the Insurance Act of Canada, plaintiffs; vs Crescent Turkish Bath Company, Limited, a body politic and corporate, and having its head office at No. 580 Dorchester Street West, in the city and district of Montreal, defendant; and William S. Weldon collector of customs, of the city and district of Montreal, and Lyon Cohen and Abraham Z. Cohen both of the city of Westmount, in the district of Montreal, doing business at Montreal, in co-partnership under the firm name of "L. Cohen & Son", opposants.

By order of the Honourable Justice Bruneau, given this twenty first day of April, 1923, and seeing the allegations concerning the insolvency of Crescent Turkish Bath Company, Limited, district of Montreal, the defendant, the creditors of the said defendant, who have not yet produced their claims, are now called to file them in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the "Quebec Official Gazette", in conformity with articles 673-674 of the Code of Civil Procedure.

Montreal, April 23rd, 1923.

2260—17-2

T. DEPATIE,

Dep. S. C. S.

Soumissions

Tenders

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES.THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
CITY OF THREE RIVERS.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et scellées, endossées "Soumissions pour débentures", et adressées au sous-signé, le trésorier des commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières, seront reçues, jusqu'à 4 heures P. M., le 21 mai 1923, pour l'achat de soixante mille dollars (\$60,000.00) d'obligations des commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières, datées du 1er mai 1923, et remboursables dans trente ans, le 1er mai 1953, portant intérêt (a) au taux de cinq pour cent (5%) par an, (b) au taux de cinq et demi pour cent (5½%) par an, payable semi annuellement le 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Le capital et l'intérêt de ces obligations payables au bureau de la Banque d'Hochelaga, dans la cité des Trois-Rivières, ou dans la cité de Montréal ou dans la cité de Québec.

Ces obligations seront émises par coupures au choix de l'acquéreur.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté pour un montant égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération à l'assemblée de la Commission, qui sera tenue le 21 mai 1923, à 8 heures P. M., au lieu ordinaire des réunions.

La commission ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Le trésorier,

ARTHUR NOBERT.

Trois-Rivières, Qué., le 26 avril 1923. 2365—18-2

Saint-Dominique-de-Jonquière, district de Chicoutimi.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier, que des soumissions cachetées, endossées "Soumissions pour débentures", adressées au soussigné, secrétaire-trésorier de ladite municipalité, seront reçues jusqu'à dix heures de l'avant-midi, le 22 mai 1923.

1. Pour la vente de \$100,000 d'obligations, à 5½%, datées du 1er novembre 1922, remboursables par séries de 1923 à 1942.

ou

2. Pour la vente de \$100,000 d'obligations, à 6%, datées du 1er novembre 1922, remboursables par séries de 1923 à 1942.

Ces obligations seront par coupures de \$100 ou multiples de \$100, au gré de l'acheteur, et les coupons d'intérêt échéant les 1er novembre et 1er mai de chaque année seront payables aux bureaux de la Banque Nationale, à Jonquière, Québec et Montréal.

Un dépôt de 1% devra accompagner toute soumission.

Toute soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les débentures au moment de leur livraison.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for debentures", and addressed to the undersigned, the treasurer of the school commissioners for the city of Three Rivers, will be received until 4 o'clock P. M., of the 21st of May 1923, for the purchase of sixty thousand dollars (\$60,000.00) of bonds of the school commissioners for the city of Three Rivers, dated the 1st of May 1923, and redeemable in thirty years, the 1st of May 1953, bearing interest (a) at the rate of five per cent (5%) per annum, (b) at the rate of five and a half per cent (5½%) per annum, payable semi-annually the 1st May and 1st of November in each year.

The principal and interest of these bonds are payable at the office of the Hochelaga Bank, in the city of Three Rivers, or in the city of Montreal, or in the city of Quebec.

These bonds shall be issued in denominations at the option of the purchaser.

Each tender must be accompanied by a certified cheque for an amount equal to one per cent (1%) of the amount of the loan. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be returned to him after the execution of his contract.

The interest accrued on the bonds must be added to the price offered at the time of their delivery.

The tenders will be considered at the meeting of the Commission, which will be held on the 21st of May 1923, at 8 o'clock P. M., at the customary place of meeting.

The commission does not bind itself to accept the lowest or any tender.

ARTHUR NOBERT,

Treasurer.

Three Rivers, Que., the 26th of April, 1923.

2366—18-2

Saint-Dominique-de-Jonquière, district of Chicoutimi.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer, that sealed tenders marked "Tenders for debentures", addressed to the undersigned, secretary-treasurer of the said municipality, will be received until ten o'clock A. M., of the 22nd of May, 1923.

1. For the sale of \$100,000.00 of serial bonds at 5½% dated the 1st of November, 1922, maturing from 1923 to 1942

or

2. For the sale of \$100,000.00 of serial bonds at 6% dated the 1st of November 1922, maturing from 1923 to 1942.

These bonds are in denominations of \$100.00 or multiples thereof at the option of the buyer, and the interest coupons maturing the 1st of November and the 1st of May of each year are payable at the offices of La Banque Nationale at Jonquière, Quebec and Montreal.

A deposit of 1% must accompany each tender.

Every tender must specify whether the price offered includes or does not include the interest accrued on the bonds up to the time of their delivery.

Le Conseil ne s'engage pas à accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.
Jonquière, Qué., le 30 avril 1923.

Par ordre du conseil,
2425 ALBERT LABERGE.

Province de Québec, District de Chicoutimi, la ville de Jonquière.

Avis public est par les présentes donné par la corporation de la ville de Jonquière, que des soumissions cachetées seront reçues par le soussigné, greffier de la dite ville de Jonquière, jusqu'à midi, le vingt-deux mai mil neuf cent vingt-trois, pour l'achat de quarante-six mille deux cents piastres (\$46,200.00) d'obligations de la municipalité de la ville de Jonquière, que cette dernière a été autorisée à émettre en vertu d'un règlement municipal de la dite ville portant le numéro 41, en date du 10 avril mil neuf cent dix-sept, approuvé par les électeurs municipaux le 30 avril 1917 et approuvé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 30 mai mil neuf cent dix-sept.

Un certain nombre de ces obligations sont rachetables annuellement pour jusqu'au premier de mai mil neuf cent cinquante, suivant le tableau ci-après, savoir:

TABEAU DE RACHAT

Rachat au premier de mai de chaque année les obligations de la

Année	Série B Dénomination de \$500.00	Série A Dénomination de \$100.00
	Nos:	Nos:
1924 7		9-10-11
1925 8		12-13-14
1926 9		15-16-17-18
1927 10		19-20-21-22
1928 11		23-24-25-26-27
1929 12-13		
1930 14-15		28
1931 16-17		29
1932 18-19		30-31
1933 20-21		32-33-34
1934 22-23		35-36-37-38
1935 24-25-26		
1936 27-28-29		
1937 30-31-32		39
1938 33-34-35		40-41
1939 36-37-38		42-43-44
1940 39-40-41		45-46-47-48
1941 42-43-44-45		49
1942 46-47-48-49		50-51
1943 50-51-52-53		52-53-54
1944 54-55-56-57-58		
1945 59-60-61-62-63		55
1946 64-65-66-67-68		56-57
1947 69-70-71-72-73		58-59-60-61
1948 74-75-76-77-78-79		
1949 80		62-85 inclusivement
1950		86-100 inclusivement

Ces obligations sont payables au bureau de la Banque Nationale, à Jonquière, Québec et Montréal.

Ces obligations porteront intérêt à compter du premier mai 1923, au taux de cinq pour cent (5%) l'an ou cinq et demi pour cent l'an (5½%) ou six pour cent l'an (6%), suivant que la ville de Jonquière jugera à propos devoir accepter et convenir suivant les offres reçues.

Chaque soumission devra:

(a) Être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant des dites obligations;

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jonquière, Que., April 30th, 1923.

By order of the Council,
2426 ALBERT LABERGE.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, the town of Jonquière.

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Jonquière, that sealed tenders will be received by the undersigned, clerk of the said town of Jonquière, up to twelve o'clock noon, of the twenty-second of May, one thousand nine hundred and twenty three, for the purchase of forty six thousand two hundred dollars (\$46,200.00) of bonds of the municipality of the town of Jonquière, which the said municipality has been authorized to issue under a municipal by-law of the said town bearing number 41, dated the 10th of April, one thousand nine hundred and seventeen, approved by the municipal electors the 30th of April, 1917, and approved by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, the 30th of May, one thousand nine hundred and seventeen.

A certain number of these bonds are redeemable yearly up to and including the 1st of May, one thousand nine hundred and fifty, according to the following table:

TABLE OF REDEMPTION

Redemption on the 1st of May of each year of the bonds of

Year	Série B Denomination of \$500.00	Série A Denomination of \$100.00
	Nos.:	Nos.:
1924 7		9-10-11
1925 8		12-13-14
1926 9		16-15-17-18
1927 10		19-20-21-22
1928 11		23-24-25-26-27
1929 12-13		
1930 14-15		28
1931 16-17		29
1932 18-19		30-31
1933 20-21		32-33-34
1934 22-23		35-36-37-38
1935 24-25-26		
1936 27-28-29		
1937 30-31-32		39
1938 33-34-35		40-41
1939 36-37-38		42-43-44
1940 39-40-41		45-46-47-48
1941 42-43-44-45		49
1942 46-47-48-49		50-51
1943 50-51-52-53		52-53-54
1944 54-55-56-57-58		
1945 59-60-61-62-63		55
1946 64-65-66-67-68		56-57
1947 69-70-71-72-73		58-59-60-61
1948 74-75-76-77-78-79		
1949 80		62-85 inclusive
1950		86-100 inclusive

These bonds are payable at the office of La Banque Nationale, at Jonquière, Quebec and Montreal.

These bonds shall bear interest from the 1st of May, 1923, at the rate of five per cent (5%) per annum or five and a half per cent (5½%) per annum or six per cent (6%) per annum, according to the offer which the town of Jonquière may think fit to accept.

Every tender must:

(a) Be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the said bonds;

(b) Mentionner séparément un prix ou une offre pour les dites obligations productives d'intérêt aux différents taux précités;

(c) Spécifier que l'offre faite comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les dites obligations, pour jusqu'à livraison, l'impression de ces obligations qui devront être imprimées d'après les instructions du conseil de la ville de Jonquière et les frais de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération, à une séance spéciale du conseil municipal de la ville de Jonquière, qui aura lieu à l'hôtel de ville, mardi, le 22 mai 1923, à 2 heures de l'après-midi.

La ville de Jonquière ne s'engage pas à accepter aucune des soumissions.

En foi de quoi j'ai signé à Jonquière, ce premier mai mil neuf cent vingt-trois.

J.-M. LACROIX,

2479 Greffier de la ville de Jonquière.

(b) Mention a separate price or offer for the said bonds at the different rates of interests mentioned above;

(c) Specify whether the offer made includes or does not include the interests accrued on the said bonds up to the time of their delivery, the printing of such bonds which must be executed according to the instructions of the council of the town of Jonquière, and the cost of their delivery.

The tenders shall be considered at a special meeting of the municipal council of the town of Jonquière, which will be held at the Town Hall on Tuesday, the 22nd day of May, 1923, at two o'clock in the afternoon.

The town of Jonquière does not bind itself to accept any of the tenders.

In testimony whereof, I have signed at Jonquière, this first day of May, one thousand nine hundred and twenty three.

J.-M. LACROIX,

2480 Clerk of the town of Jonquière.

Avis est par le présent donné que le 14 mai prochain sera tenue une assemblée publique des commissaires d'écoles de Notre-Dame-de-la-Merci, village de Rock Island, comté de Stanstead à laquelle assemblée lesdits commissaires prendront en considération les soumissions reçues relativement à la vente d'une émission de débentures par ladite commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Merci.

Le montant total de l'émission est de \$25,000. portant intérêt au taux de 5½% par année, payable semi-annuellement, les 1er juin et 1er novembre. Les dites débentures sont au montant de \$100.00 chacune, payables dans 40 ans et sont rachetables après dix ans de la date d'émission à pas plus de \$105.00.

Les soumissions devront être entre les mains de secrétaire-trésorier de ladite commission scolaire pas plus tard que lundi le 14 mai prochain, à midi, et devront être accompagnées d'un chèque accepté pour au moins 1% de l'émission totale. Elles devront en même temps spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur lesdites débentures au moment de leur livraison.

S'adresser à

Le secrétaire-trésorier,
GEORGES BOISVERT.

Notre-Dame-de-la-Merci, village de Rock Island,
Co. Stanstead, Qué. 2423

Province de Québec, district de Montréal, municipalité scolaire du village Saint-Laurent.

Avis public est par les présentes donné que le soussigné recevra des soumissions pour l'achat d'une émission d'obligations au montant total de \$75,000.00 souscrites par La Corporation scolaire du village Saint-Laurent, dans le comté Jacques-Cartier.

Ces obligations seront émises par coupures au choix de l'acquéreur. Elles seront datées du premier juin, 1923, échéant le premier juin 1943 au taux de 5½% par an payable semi-annuellement les premiers juin et décembre de chaque année.

Lesdites soumissions sous pli cacheté, avec indication "Soumission pour obligations" seront reçues à mon bureau jusqu'au mardi 15 mai courant, à cinq heures de l'après-midi.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté par une banque incorporée, payable à l'ordre de la corporation scolaire du village Saint-Laurent, au montant de un pour cent du chiffre de la soumission. Le chèque du

Notice is hereby given that on the 14th of May next, there will be held a public sitting of the school commissioners of Notre-Dame-de-la-Merci, village of Rock Island, county of Stanstead, at which sitting the said commissioners will take into consideration the tenders received in respect to the sale of an issue of debentures by the said school commission of Notre-Dame-de-la-Merci.

The total amount of the issue is \$25,000.00, bearing interest at the rate 5½% per annum, payable semi-yearly, the first days of June and November. The said debentures are in denominations of \$100.00 each, maturing in 40 years and are redeemable after ten years from their date of issue at not more than \$105.00.

The tenders must be in the hands of the secretary treasurer of the said school commission not later than Monday, the 14th of May next, at twelve o'clock noon, and must be accompanied by an accepted cheque of not less than 1% of the total issue. The tenders must also specify whether the price offered includes or does not include the interests accrued on the said debentures at the time of their delivery.

Apply to

GEORGES BOISVERT,

Secretary-treasurer.

Notre-Dame-de-la-Merci, village of Rock Island,
Stanstead Co., Que. 2424

Province of Quebec, district of Montreal, school municipality of the village of Saint-Laurent.

Public notice is hereby given that the undersigned will receive tenders for the purchase of the issue of \$75,000.00 bonds of the school corporation of the village of Saint-Laurent, in the county of Jacques-Cartier.

These bonds shall be issued in denominations at the option of the purchaser, dated June the first, 1923, maturing June the first, 1943, bearing interest at the rate of 5½% per annum, payable semi-annually on the first days of June and December of each year.

Said tenders under sealed cover, endorsed "Tender for debentures", will be received at my office until Tuesday, the 15th of May 1923, at 5 o'clock P. M.

To each tender shall be annexed a check, accepted by a chartered bank, made to the order of said school corporation, representing 1% of the amount of the tender. The check of the tenderer whose offer will be accepted, will be re-

soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement, les autres seront immédiatement retournés.

Les dites soumissions seront prises en considération à une session publique des commissaires d'écoles, laquelle sera tenue le mardi 15 mai, 1923, à huit heures du soir, à mon bureau, 209 boulevard Monkland, ville Saint-Laurent, P. Q.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert, au moment de leur livraison.

Les commissaires d'écoles ne s'engagent à accepter aucune des soumissions qui seront présentées.

Le secrétaire-trésorier,

D. MARCOTTE.

Saint-Laurent, ce premier mai 1923.

2451—18-2

Province de Québec, Corporation de la ville de Bagotville.

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la ville de Bagotville recevra d'aujourd'hui le 22 mai 1923, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, au bureau du soussigné, des soumissions écrites pour l'achat de débetures de la ville de Bagotville, au montant de \$60,000.00, avec coupons annexés pour les intérêts, émises pour consolidation de la dette flottante de la ville de Bagotville, payable, les dites débetures et les intérêts au bureau du trésorier de la ville de Bagotville, ou aux bureaux de la Banque Nationale, à Bagotville, Québec et Montréal, et émises comme suit:

Date, 1er novembre 1922.

Règlement No 56.

Montant, \$60,000.00; Dénominations, \$100.00 ou de multiples de \$100.00; Échéances, 1er novembre 1952; Taux, 5½%; Intérêts semi-annuels 1er novembre et 1er mai.

Il sera loisible au soumissionnaire de donner aussi un prix pour des obligations à échéances annuelles jusqu'à dix ans, laissant un montant total de \$50,200.00 rachetable au pair la dixième année; mais avec un taux d'intérêt de 6%.

Un chèque accepté représentant 1% de l'émission devra accompagner la soumission.

La soumission devra mentionner si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les coupons au moment de la livraison à partir du 1er novembre 1922. Elles devront être sous pli cacheté et avec indication "Soumissions pour Débetures", à l'adresse du secrétaire-trésorier de la ville de Bagotville.

La présente émission a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, le 9 avril 1923.

Le conseil de la ville de Bagotville ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Les soumissions seront ouvertes à la sallemunicipale de la ville à une séance du conseil de la ville, qui sera tenue mardi, le 22 mai 1923, à huit heures p. m.

Bagotville, 1er mai 1923.

Le secrétaire-trésorier,

2475—18-2 LOUIS-PHILIPPE CHAYER.

Province de Québec, Corporation de la ville de Bagotville.

SOUMISSIONS

Avis public est par le présent donné que le conseil de la ville de Bagotville recevra d'aujourd'hui le 22 mai 1923, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, au bureau du soussigné, des soumissions

turned to him only after the fulfilment of his contract, others will be returned without delay.

The said tenders will be taken into consideration at a public meeting of the school commissioners, which will be held on Tuesday the 15th of May, 1923, at 8 o'clock P. M., in my office, 209 Monkland Boulevard, in the town of Saint Laurent, P. Q.

The accrued interest on the bonds must be added to the price offered at the time of their delivery.

The school commissioners do not bind themselves to accept any of the tenders.

D. MARCOTTE,

Secretary-treasurer.

Town of Saint-Laurent, May 1st, 1923.

2452—18-2

Province of Quebec, Corporation of the town of Bagotville.

Public notice is hereby given that the Council of the town of Bagotville will receive from this date up to the 22nd of May, 1923, at four o'clock in the afternoon, at the office of the undersigned, written tenders for the purchase of debentures of the town of Bagotville, amounting to \$60,000.00, with interest coupons attached thereto, issued for the consolidation of a floating debt of the town of Bagotville, the said debentures and interests being payable at the office of the treasurer of the town of Bagotville, or at the office of La Banque Nationale, at Bagotville, Quebec and Montreal, and to be issued as follows:

Date, 1st November, 1922.

By-law No. 56.

Amount, \$60,000.00; Denominations, \$100.00 or multiples of \$100.00; maturing 1st of November, 1952; rate 5½%; half yearly interests on the first days of November and May.

The tenderer has also the option of making an offer for ten years serial bonds, leaving a total amount of \$50,200.00 redeemable at par on the tenth year, but with interest at the rate of 6%.

An accepted cheque equal to 1% of the issue must accompany each tender.

Every tender must specify whether the price includes or does not include the interests accrued on coupons at the time of their delivery from the 1st of November, 1922. They must be sealed and endorsed "Tenders for Debentures" and addressed to the Secretary-Treasurer of the town of Bagotville.

The present issue was approved by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, the 9th of April, 1923.

The council of the town of Bagotville does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

The tenders will be opened at the Municipal Hall of the town, at a sitting of the town council to be held on Tuesday, the 22nd of May, 1923, at eight o'clock P. M.

Bagotville, 1st May, 1923.

LOUIS-PHILIPPE CHAYER,

2476—18-2

Secretary-treasurer.

Province of Quebec, Corporation of the town of Bagotville.

TENDERS

Public notice is hereby given that the council of the town of Bagotville will receive from this date up to the 22nd of May, 1923, at four o'clock in the afternoon, at the office of the undersigned,

écrites pour l'achat de débetures de la ville de Bagotville, au montant de \$150,000.00, avec coupons annexés pour les intérêts, émises pour construction d'un système d'éclairage et de force motrice pour les besoins de la municipalité; payables, les dites débetures et les intérêts, au bureau de La Banque Nationale, à Bagotville ou à toute succursale de cette banque, dans la province de Québec, et émises comme suit:

Date, 1er mai 1923.

Règlement No 59.

Montant \$150,000.00; Dénominations, \$100.00 ou de multiples de \$100.00; Échéances 1er mai 1953; Taux 5½%.

Il sera loisible au soumissionnaire de donner aussi un prix pour des obligations à échéances annuelles jusqu'à dix ans, laissant un montant total de \$125,200.00 rachetable au pair la dixième année; mais avec un taux d'intérêt de 6%.

Un chèque accepté représentant 1% de l'émission devra accompagner la soumission.

La soumission devra mentionner si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les coupons au moment de la livraison, à partir du 1er novembre 1922. Elles devront être sous pli cacheté et avec indication "Soumission pour débetures", à l'adresse du secrétaire-trésorier de la ville de Bagotville.

La présente émission a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, le 9 avril 1923.

Le conseil de la ville de Bagotville ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Les soumissions seront ouvertes à la salle municipale de la ville, à une séance du conseil de la ville, qui sera tenue mardi, le 22 mai 1923, à huit heures p. m.

Bagotville, 1er mai 1923.

Le secrétaire-trésorier,

2477—18-2 LOUIS-PHILIPPE CHAYER.

Province de Québec, Municipalité scolaire de Sainte-Madeleine-d'Outremont.

Avis est par les présentes donné que la commission scolaire de Sainte-Madeleine-d'Outremont, recevra d'ici au quinzième jour de mai 1923, à 5 heures p.m. au bureau du soussigné, des soumissions cachetées pour l'achat de \$60,000.00, de débetures sous l'autorité d'une résolution adoptée le 6 mars 1923, conformément à la loi de l'instruction publique, avec coupons d'intérêt au taux de six pour cent payable semi-annuellement les premiers juin et décembre de chaque année.

Ces débetures seront de la dénomination de cent coupures de \$500, chacune et de cent coupures de \$100, chacune, et payables le premier juin 1933 (soit dix ans) du premier de juin 1923.

Le prix des soumissions devra comprendre les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'est pas acceptée, leur seront remis sans délais, celui des soumissionnaires dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Les dites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance de la commission scolaire de la paroisse de Sainte-Madeleine-d'Outremont, qui aura lieu le huitième jour de mai 1923, à huit heures du soir à l'école Lajoie, coin Lajoie & Outremont.

written tenders for the purchase of debentures of the town of Bagotville, amounting to \$150,000.00, with interest coupons attached thereto, issued for the construction of an electric light and motive power plant for the requirements of the said municipality, the said debentures and interests being payable at the offices of La Banque Nationale, at Bagotville or any Branch of the said bank in the Province of Quebec, and to be issued as follows:

Date 1st of May, 1923.

By-law No. 59.

Amount \$150,000.00; denominations, \$100.00 or multiples of \$100.00; maturing 1st of May, 1953; rate 5½%.

The tenderer has also the option of making an offer for ten years serial bonds, leaving a total amount of \$125,200.00 redeemable at par on the tenth year, but with interest at the rate of 6%.

An accepted cheque equal to 1% of the issue must accompany each tender.

Every tender must specify whether the price includes or does not include the interests accrued on coupons at the time of their delivery from the 1st of November, 1922. They must be sealed and endorsed "Tenders for Debentures", and addressed to the Secretary-treasurer of the town of Bagotville.

The present issue was approved by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, the 9th of April, 1923.

The council of the town of Bagotville does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

The tenders will be opened at the Municipal Hall of the town, at a sitting of the town council to be held on Tuesday, the 22nd of May, 1923, at eight o'clock p. m.

Bagotville, 1st May, 1923.

LOUIS-PHILIPPE CHAYER,

2478—18-2 Secretary-treasurer.

Province of Quebec, School municipality of Sainte-Madeleine-d'Outremont.

Notice is hereby given that the School Commission of Sainte-Madeleine-d'Outremont will receive between this date and the fifteenth day of May, 1923, at 5 o'clock p. m., at the office of the undersigned, sealed tenders for the purchase of \$60,000.00 of debentures under the authority of a resolution adopted the 6th March, 1923, in conformity with the Public Instruction act, with interest coupons at the rate of 6% payable semi-annually the first days of June and December of each year.

These debentures are made up of one hundred denominations of \$500.00 each and of one hundred denominations of \$100.00 each and payable the 1st June, 1933, (in ten years) from the 1st of June, 1923.

The price offered must include the interests accrued on the bonds at the time of their delivery.

An accepted cheque equal to one per cent of the amount of the issue must accompany each tender; after the examination of the tenders, the cheques of the unsuccessful tenderers shall be returned forthwith: the cheque of the tenderer whose offer accepted shall be returned to him after the execution of the contract,

The said tenders shall be opened and considered at a meeting of the school commission of the parish of Sainte-Madeleine-d'Outremont, which will be held the eighth day of May, 1923, at eight o'clock p.m., at Lajoie school, corner Lajoie and Outremont.

La dite commission ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Donné à Outremont, ce dix-huitième jour d'avril 1923.

2249—17-2 Le secrétaire-trésorier,
J.-C. PERRON.

The said commission does not bind itself to accept the lowest or any of the tenders.

Given at Outremont, this eighteenth day of April, 1923.

2250—17-2 J.-C. PERRON,
Secretary-Treasurer.

SOUMISSIONS POUR DEBENTURES

Des soumissions cachetées seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité de la ville de Buckingham, jusqu'au 21 mai 1923, pour l'achat de \$65,000 de débentures étant une coupure des débentures émises sous l'autorité du règlement 144 dûment approuvé suivant la loi.

Ces débentures sont de la dénomination de \$100 chacune, avec coupons d'intérêt au taux de 5% par an, intérêt payable le 1er mai et 1er novembre de chaque année, au bureau de la Banque de Montréal, à Buckingham, et seront rachetables le 1er mai 1950, au bureau de ladite banque, à Buckingham.

Le prix des soumissions devra comprendre les intérêts accrus sur ces débentures au moment de leur livraison.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt.

La dite corporation ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Donné à Buckingham, ce 24 avril 1923.

2315—17-2 Le secrétaire-trésorier,
DAVID ROY.

TENDERS FOR DEBENTURES

Sealed tenders will be received at the office of the secretary-treasurer of the municipality of the town of Buckingham, up to the 21st of May, 1923, for the purchase of \$65,000.00 of debentures being a part of the debentures issued under authority of by-law No. 144 duly approved according to law.

These debentures are in denominations of \$100.00 each, with interest coupons at the rate of 5% per annum, the interest being payable the first days of May and November of each year, at the office of the Bank of Montreal, at Buckingham, and are redeemable the first day of May 1950, at the office of the said bank, at Buckingham.

The price offered shall include the interest accrued on such debentures at the time of their delivery.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the loan.

The said corporation does not bind itself to accept any of the tenders.

Given at Buckingham, this 24th of April, 1923.

2316—17-2 DAVID ROY,
Secretary-treasurer.

Vente d'effets non réclamés

A TOUS LES INTERESSES.—Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le trente et un mars 1922, et non réclamés, aux bureaux des compagnies de messageries "Canadian National Express Company" et "American Railway Express Company", à divers endroits des provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et Ile du Prince-Edouard, seront vendus à l'enchère publique, au plus offrant par l'encanteur de la compagnie, Walter M. Kearns, 346 rue Université, à Montréal, MARDI, le DOUZE JUIN 1923, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date avec paiement des frais.

Daté à Montréal, Québec, ce vingt-six avril 1923.

W. C. MUIR,
Assistant gérant général, Canadian
National Express Co., Montréal, Qué.
2431—18-6

Sale of unclaimed baggage

TO WHOM IT MAY CONCERN.—Notice is hereby given that all goods received previous to the thirty first of March, A. D., 1922, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express Company and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario, Québec, New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island, will be sold by public auction, to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 346 University street Montreal, on TUESDAY, the TWELFTH day of JUNE, A. D., 1923, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this twenty sixth day of April, 1923.

W. C. MUIR,
Assistant general manager, Canadian National
Express Co., Montréal, Qué.
2432—18-6

Ventes, Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Rimouski. Cour supérieure, No 8360.

Dans l'affaire de J.-Bte Brisson, cultivateur, Saint-Fabien, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI 1923, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à mon bureau, à Rimouski, les immeubles suivants, savoir:

Sales—Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, district of Rimouski. Superior Court. No 8360.

In the matter of J. Bte Brisson, farmer, Saint-Fabien, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY FIFTH day of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be offered for sale, by public auction, at my office, at Rimouski, the following immoveables, to wit:

1. Une terre située en le cinquième rang de Saint-Fabien, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur; bornée au sud au sixième rang, au nord, au quatrième, à l'est à Félix Pigeon, et à l'ouest à J.-Bte Brisson. Cette terre est maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Fabien, sous le numéro six cent douze (612)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une terre contenant quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur, sise et située en le cinquième rang de la paroisse de Saint-Fabien; bornée au nord-ouest au quatrième, au sud-est au sixième, au nord-est à François Canuel, et au sud-ouest à Théophile Dubé—avec les bâtisses dessus construites et dépendances. Le dit terrain portant les numéros six cent treize et six cent quatorze (613 et 614) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-Fabien—avec un terrain d'environ trois quarts d'arpent de front sur sept arpents et demi de profondeur, ou à peu près cinq arpents et demi en superficie, situé au sud de la terre numéro six cent quatorze (614).

3. Un certain terrain sis et situé entre le cinquième rang de Saint-Fabien, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, borné au nord au quatrième rang, au sud à la profondeur; à l'est à Ludger Bellavance, et à l'ouest à Omer Blais. Le dit terrain étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Fabien, comme étant partie ouest du lot numéro six cent vingt-neuf—circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Ces ventes sont faites conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi des faillites, 9-10 Georges V, chapitre 36, et ont les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic autorisé,
R.-O. GILBERT.

Rimouski, 17 avril 1923.

2077—16-2

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 8433.

La loi de faillite.

Dans l'affaire de J.-B. Bouchard, cultivateur, Bellavance Siding, dans la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour de MAI 1923 à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église catholique de Sainte-Marie-de-Sayabec, les meubles suivants, savoir:

1. Une terre située à Sainte-Marie-de-Sayabec, contenant cent acres en superficie, connue et désignée sous le numéro vingt-un (21) au cadastre officiel du douzième rang du canton McNider, tel que le tout est actuellement, ledit immeuble appartenant à J.-B. Bouchard pour l'avoir acquis de Adélaré Fiola.

2. Le lot numéro quatre-vingt-onze (91) du

1. A tract of land situate in the fifth range of Saint-Fabien, containing two arpents in front by thirty arpents in depth; bounded to the south by the sixth range, to the north by the fourth range, to the east by Félix Pigeon, and to the west by J. Bte Brisson. The said tract of land being now known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint-Fabien, under the number six hundred and twelve (612)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A tract of land containing four arpents in front by thirty arpents in depth, lying and situate in the fifth range of the parish of Saint-Fabien; bounded to the northwest by the fourth range, to the southeast by the sixth range, to the northeast by François Canuel, and to the southwest by Théophile Dubé—with the buildings thereon erected and dependencies. The said tract of land bearing the numbers six hundred and thirteen and six hundred and fourteen (613) and 614) of the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint-Fabien—together with a piece of land of about three quarters of one arpent in front by seven arpents and a half in depth, or of about five arpents and a half in area, lying to the south of the piece of land number six hundred and fourteen (614).

3. That certain piece of land lying and situate between the fifth range of Saint-Fabien, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less; bounded to the north by the fourth range, to the south at the depth, to the east by Ludger Bellavance, and to the west by Omer Blais. The said piece of land being known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint-Fabien, as being the west part of the lot number six hundred and twenty nine—circumstances and dependencies.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

These sales are made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and have the same effects as a sheriff's sale.

These properties may be inspected at any time on applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to

R. O. GILBERT,
Authorized trustee.

Rimouski, April 17th, 1923.

2078—16-2

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 8433.

Bankruptcy Act.

In the matter of J. B. Bouchard, farmer, Bellavance Siding, in the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the TWENTY THIRD day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be offered for sale by public auction at the door of the catholic church of Sainte-Marie-de-Sayabec, the following immoveables, namely:

1. A tract of land situate at Sainte-Marie-de-Sayabec, containing one hundred acres in superficies, known and designated under the number twenty one (21) on the official cadastre of the twelfth range of the township of McNider, as the whole now subsists, the said immoveable belonging to J.-B. Bouchard, having been acquired by him from Adélaré Fiola.

2. The lot number ninety one (91) of the official

cadastre officiel du rang sud-ouest du chemin de Matapédia, canton Awantjish, étant une terre de trois arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur; bornée à l'ouest à Abel Otis et à l'est à Ernest Otis—avec les bâtisses dessus construites

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi des faillites, 9-10 Georges V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné,

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser à

Le syndic autorisé,

R.-O. GILBERT.

Rimouski, le 17 avril, 1923. 2079-16-2

La loi de faillite.

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, No 8386.

Dans l'affaire de Hormidas Lapierre, marchand Sayabec Station, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour de MAI, 1923, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église catholique de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, contenant un demi-arpent en superficie et borné au nord par le chemin Matapédia, à l'ouest par le terrain de Eug. Imbeault, au sud par une ligne passant au nord du puits qui s'y trouve et à l'est par le terrain de Charles Lavoie. Ce terrain faisant partie des lots quatre cent soixante-trois et quatre cent soixante quatre (463 et 464) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec—avec bâtisses dessus, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats, peuvent être examinés à mon bureau, en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la Loi des faillites, 9-10 George V, chapitre 36 et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser à

Le syndic autorisé,

R.-O. GILBERT.

Rimouski, le 17 avril 1923. 2081-16-2

Dans l'affaire de Siona Gravel.

Avis est par les présentes donné que le DIX-SEPTIEME jour de MAI 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à mon bureau 71A rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, les immeubles suivants:

1. Une propriété située rue Masson, 1872, quartier Rosemont, connue comme théâtre Opéraoscope, vingt-quatre pieds de front par quatre-vingt-dix pieds en profondeur, deux étages, un logement au-dessus de douze pièces, soubassement sur toute l'étendue de la bâtisse.

2. Aussi deux terrains de vingt-cinq pieds chacun par soixante-dix-huit pieds en profondeur, situés sur la quatrième Avenue, portant les Nos de la subdivision 172-1335-1336.

L'acquéreur prendra la propriété dans l'état actuel et dans les mêmes conditions que celles

cadastre of the range southwest of Matapédia road, township of Awantjish, being a tract of land of three arpents in front by twenty eight arpents in depth; bounded to the west by Abel Otis and to the east by Ernest Otis—with the buildings thereon erected.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, Chapter 36 and has the same effects as a sheriff's sale.

These properties may be inspected at any time on applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to

R. O. GILBERT,

Authorized trustee.

Rimouski, April 17th, 1923. 2080-16-2

Bankruptcy Act.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 8386.

In the matter of Hormidas Lapierre, merchant, Sayabec Station, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the TWENTY THIRD day of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be offered for sale by public auction, at the door of the catholic church of the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec, the following immoveable, namely:

A piece of land situate in the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec, containing one half arpent in superficies and bounded to the north by the Matapédia road, to the west by the land of Eug. Imbeault, to the south by a line passing to the north of a well there situated and to the east by the land of Charles Lavoie. The said piece of land forming part of the lots four hundred and sixty three and four hundred and sixty four (463-464) of the official cadastre for the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to Article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, Chapter 36 and has the same effects as a sheriff's sale.

This property may be inspected at any time on applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to

R. O. GILBERT.

Authorized trustee.

Rimouski, April, 17th 1923. 2082-16-2

In the matter of Siona Gravel.

Notice is hereby given that on the SEVENTEENTH day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at my office, 71A Saint James street, in the city of Montreal, the following immoveables:

1. A property situate at 1872 Masson street, Rosemont ward, known as Theatre Operaoscope, of twenty four feet in front by ninety feet in depth two stories—with a dwelling above of twelve apartments and a basement under the whole building.

2. Also two pieces of land of twenty five feet each by seventy eight feet in depth, situated on Fourth Avenue, being the subdivision 1335 and 1336 of lot 172.

The purchaser shall take the property as it now stands and in the same conditions as any

d'une vente au shérif. Il en sera ainsi pour les deux terrains.

Pour autres conditions de vente, s'adresser à
Le syndic autorisé,
D. SAURIOL.

71A Saint-Jacques,
Bureau de La Canadian Traders Association
Mercier, Mergler & Sauvage,
71A rue Saint-Jacques.
Avocats pour les syndics. 2083—16-2

Dans l'affaire de Arthur Dion, marchand de bois, Rimouski, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le QUATORZIEME jour de MAI 1923, à ONZE heures a. m., sera vendu à la porte de l'église de Sainte-Blandine, Co. Rimouski, l'immeuble suivant provenant de cette cession:

Le lot No quarante-quatre (No 44) du cadastre officiel du canton Macpès, quatrième rang, étant une terre à Sainte-Blandine, contenant quatre-vingt-treize acres, plus ou moins, en superficie; borné au nord au troisième rang, à l'est à Lucien Collin, au sud au cinquième rang, et à l'ouest à Germain Proulx—avec bâtisses dessus construites.

Les titres et certificats peuvent être examinés à nos bureaux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 Georges 5, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

La vente se fera au plus haut et dernier enchérisseur.

Pour plus amples informations, on pourra s'adresser aux syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,

THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER.

Québec, 9 avril 1923.

Bureaux: 108 rue Saint-Joseph, Québec.

"et après le 1er mai"

147 Côte de la Montagne, Québec. 1863—15-2

Dans l'affaire de l'actif de Michel Tremblay, cultivateur, de la paroisse de Saint-Edouard, de Péribonka, comté du Lac Saint-Jean, dans le district de Roberval, province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le VINGT-UNIEME jour de MAI 1923, à ONZE heures A. M., seront vendus par encan public, à la porte de l'église à Saint-Edouard-de-Péribonka, les immeubles de cette cession, décrits comme suit:

a. Une terre située en ladite paroisse Saint-Edouard-de-Péribonka, connue et désignée sous le numéro quarante-quatre (44) du sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dalmas, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres sont visibles à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-b de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-H. DELISLE.

Roberval, P. Q., 17 avril 1923. 2143—16-2

sheriff's sale. The same conditions shall apply to the two pieces of land,

For further particulars, apply to

D. SAURIOL,
Authorized trustee.

Office of Canadian Traders Association,
71A Saint James.

Mercier, Mergler & Sauvage,
71 Saint James street.

Attorneys for trustees. 2084—16-2

In the matter of Arthur Dion, lumber merchant, Rimouski, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the FOURTEENTH day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock a. m., there will be sold at the church door of Sainte-Blandine, county of Rimouski, the following immoveable forming part of this estate:

The lot number forty four (No. 44) of the official cadastre of the township of Macpès, fourth range, being a farm at Sainte-Blandine, containing ninety three acres, more or less, in superficies; bounded to the north by the third range, to the east by Lucien Collin, to the south by the fifth range and to the west by Germain Proulx,—with the buildings thereon erected.

The titles and certificates can be inspected at our offices at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 Georges 5, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

The sale to be made to the highest and last bidder.

For further particulars, apply to the undersigned trustees.

Conditions of payment: Cash.

THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER,
Authorized trustees.

Quebec, 9th April, 1923.

Offices: 108 Saint Joseph street, Quebec.

"after 1st May"

147, Mountain Hill street, Quebec. 1864—15-2

In the matter of the assets of Michel Tremblay, farmer, of the parish of Saint Edouard de Péribonka, county of Lake Saint John, in the district of Roberval, Province of Québec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY FIRST day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock A. M., there will be offered for sale at public auction, at the door of the church of Saint-Edouard de Péribonka, the immoveable of this estate described as follows:

a. A farm situate in the parish of Saint-Edouard de Péribonka, known and designated under the number forty four (44) of the sixth range, on the official cadastral plan and book of reference of the township of Dalmas, containing one hundred acres, more or less, in superficies—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold to the highest bidder.

The titles may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3b of the Bankruptcy Act 9-10, George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J. H. DELISLE,
Authorized trustee.

Roberval, P. Q., April 17th, 1923. 2144—16-2

Dans l'affaire de Eugène Dubuc, cultivateur, Sainte-Clothilde, comté d'Arthabaska, Qué., cédant autorisé.

Avis est donné que MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI, 1923, à DIX heures A.M., sera vendu à l'encan public et conformément à l'article 20, paragraphe 3b de la loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clothilde-de-Horton, comté d'Arthabaska, l'immeuble suivant, faisant partie de l'actif du cédant, savoir:

La moitié sud-est du lot quinze dans le neuvième rang du canton de Simpson, ce numéro étant celui du cadastre officiel dudit canton de Simpson, dans la paroisse de Sainte-Clothilde—avec les bâtisses dessus construites.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur.

Le certificat du registrateur et les titres concernant l'immeuble ci-dessus peuvent être examinés à mon bureau.

Cette vente, faite d'après le paragraphe 3b de l'article 20 de la loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: argent comptant.

Le syndic autorisé,

2287—17-2

HENRI-R. DUFRESNE.

Dans l'affaire de: Moïse Dubuc, cultivateur, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond, Qué., cédant autorisé.

Avis public est donné que le LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI, 1923, à ONZE heures A.M., sera vendu à l'encan public, conformément au paragraphe 3b de l'article 20 de la loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, dans le comté de Drummond, l'immeuble suivant, faisant partie de l'actif du cédant, savoir:

Une terre en la paroisse Notre-Dame-du-Bon-Conseil, contenant cinq arpents et demi de front sur la profondeur—avec une maison et dépendances dessus construites, désignée au cadastre officiel comme étant les cinq arpents et demi nord-ouest du lot numéro onze, dans le neuvième rang de Simpson.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres concernant l'immeuble ci-dessus peuvent être examinés à mon bureau.

Cette vente, faite d'après le paragraphe 3b de l'article 20 de la loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,

HENRI-R. DUFRESNE.

Bureau: Rue Brassard, Nicolet. 2289—17-2

Dans l'affaire de Alfred Fréchette, cultivateur, Saint-Samuel, comté de Nicolet, cédant autorisé.

Avis est donné que le MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI, 1923, à DIX heures a.m., sera vendu à l'enchère, conformément aux prescriptions du paragraphe 3-B de l'article 20 de la Loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Samuel, dans le comté de Nicolet, l'immeuble suivant, formant partie de l'actif en cette affaire, savoir:

Un terrain contenant cinq arpents de front sur

In the estate of Eugène Dubuc, farmer, of Sainte-Clothilde, in the county of Arthabaska, Que., authorized assignee.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of MAY 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, according to paragraph 3b of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of the parish of Sainte-Clothilde-de-Horton, in the county of Arthabaska, the following immoveable property, being a part of the assets of the said estate, as follows:

The southeast half of the lot fifteen in the 9th range of the township of Simpson, this number being the number of the official cadastre for the township of Simpson, in the parish of Sainte-Clothilde—with all buildings on erected.

The adjudication will be made to the highest bidder.

The certificate of the registry office and the titles concerning the above property can be seen at my office.

This sale made pursuant to article 20, paragraph 3b of the Bankruptcy Act, has the effect of the sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

HENRI-R. DUFRESNE,

Authorized trustee.

2288—17-2

In the estate of Moïse Dubuc, farmer, of the parish of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, in the county of Drummond, Que., authorized assignee.

Public notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of MAY, next (1923), at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph 3b of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, in the county of Drummond, the following immoveable property, being a part of the assets of the said estate, as follows:

A land in the parish of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, containing five arpents and a half wide by the length of the range—with a house and other buildings on erected, designated on the official cadastre as being the five arpents and a half, northwest side, of the number eleven of the ninth range of the township of Simpson.

The adjudication will be made to the highest bidder.

The certificate of the registry office and the titles concerning the above property can be seen at my office.

The above sale, made pursuant to paragraph 3b of article 20 of the Bankruptcy Act, has the effect of the sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

HENRI-R. DUFRESNE,

Authorized trustee.

Office: Brassard street, Nicolet. 2290—17-2

In the estate of Alfred Fréchette, farmer, of the parish of Saint-Samuel, county of Nicolet, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph B-3 of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of the parish of Saint-Samuel, in the county of Nicolet, the following immoveable property, being a part of the assets of the said estate, as follows:

A tract of land containing five arpents wide on

la largeur des lots numéros vingt-sept et vingt-huit du douzième rang du canton de Bulstrode, comté de Nicolet, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Bulstrode, comté de Nicolet, comme faisant partie du numéro huit cent vingt-six (p. 826); prenant en front au chemin entre le onzième et douzième rangs et aboutissant en profondeur, au sud, à Freddy Lemay, joignant du côté est à Edmond Brisson, et de l'autre côté à une route—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur.

Le certificat du registraire ainsi que les titres relatifs à l'immeuble ci-dessus, peuvent être examinés à mon bureau.

Cette vente, faite d'après le paragraphe 3-B de l'article 20 de la Loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

2291—17-2

HENRI-R. DUFRESNE.

Dans l'affaire de Hubert Neveu, cultivateur, paroisse Saint-Cyrille-de-Wendover, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que, LUNDI, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI, 1923, à DIX heures a. m., à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille-de-Wendover, sera vendu à l'enchère publique, l'immeuble suivant, faisant partie de l'actif du cédant, savoir:

Une portion de terre en la paroisse de Saint-Cyrille-de-Wendover, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton de Wendover, comme étant le lot numéro deux cent quarante-huit (248).

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs au dit immeuble peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente faite d'après le paragraphe 3-B de l'article 20 de la Loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

HENRI-R. DUFRESNE.

Bureau: Rue Brassard, Nicolet.

2293—17-2

Dans l'affaire de Arthur Poudrier, cultivateur, Saint-Raphael, comté de Nicolet, Québec, cédant autorisé.

Avis est donné que le MERCREDI, le TRENTEIÈME jour de MAI, 1923, à DIX heures a. m., sera vendu à l'encan public et conformément au paragraphe 3-B de l'article 20 de la Loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raphael-d'Aston, comté de Nicolet, l'immeuble suivant, faisant partie de l'actif du cédant, savoir:

Le tiers central et longitudinal du numéro deux cent cinquante-deux ($\frac{1}{2}$ C, No 252) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour cette partie de la paroisse Saint-Wenceslas faisant maintenant partie de la paroisse Saint-Raphael, de trois arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du dit rang, entre Anthime Rousseau, au nord-est, et Ludger Vandal, au sud-ouest, —avec les bâtisses dessus construites.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur.

the front of the lots number twenty seven and twenty eight of the 12th range of the township of Bulstrode, designated on the official cadastre of the township of Bulstrode, in the county of Nicolet, as forming part of the lot number eight hundred and twenty six (p. 826); bounded in front by the road between 11th and 12th ranges; in rear by Freddy Lemay, on the east side by Edmond Brisson and on the other side by a public road—with a house and other buildings on erected.

The adjudication will be made to the highest bidder.

The certificate of the registry office and the titles concerning the above property can be seen at my office.

This sale is made pursuant to paragraph B-3 of article 20 of the Bankruptcy Act, and has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

HENRI-R. DUFRESNE,

Authorized trustee.

2292—17-2

In the estate of Hubert Neveu, farmer, parish of Saint-Cyrille-de-Wendover, authorized assignee.

Public notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph 3-B of the article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of Saint-Cyrille-de-Wendover, in the county of Drummond, the following immoveable property, being part of the said estate, as follows:

A tract of land in the parish of Saint-Cyrille-de-Wendover, known and designated in book of reference of the official cadastre for the township of Wendover, in the county of Drummond, as being the lot number two hundred and forty eight (248), with all buildings on erected.

The adjudication will be made to the highest bidder.

The certificate of the registry office and the titles concerning the above property, can be seen at my office.

This sale, pursuant with the paragraph 3-B of the article 20 of the Bankruptcy Act, has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

HENRI-R. DUFRESNE,

Authorized trustee.

Office: Brassard Street, Nicolet.

2294—17-2

In the estate of Arthur Poudrier, farmer, Saint-Raphael, in the county of Nicolet, Quebec, authorized assignee.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, according to paragraph 3-B of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of the parish of Saint-Raphael-d'Aston, in the county of Nicolet, the following immoveable property, being part of the assets of the said estate, as follows:

The central third of the number two hundred and fifty two (p. 252) of the official cadastre for the county of Nicolet, for this part of the parish of Saint-Wenceslas now forming part of the parish of Saint-Raphael-d'Aston, containing three arpents wide, more or less, by the length of the range, between Anthime Rousseau, on the north east and Ludger Vandal, on the southwest,—with all buildings on erected.

The adjudication will be made to the highest bidder.

Le certificat du registrateur ainsi que les titres de la propriété ci-dessus peuvent être examinés à mon bureau.

Cette vente faite conformément au paragraphe 3-B de l'article 20 de la Loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
HENRI-R. DUFRESNE.

2295—17-2

The certificate of the registry office and the titles concerning the above property can be seen at my office.

This sale, made pursuant to paragraph 3-B of article 20 of the Bankruptcy Act, has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

HENRI-R. DUFRESNE,
Authorized trustee.

2296—17-2

Dans l'affaire d'Alfred Pion, cultivateur, de Saint-Pie-de-Bagot, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI, 1923, à DIX heures de l'avant-midi seront vendus à l'enchère publique, sur les lieux mêmes de la terre ci-après en premier lieu désignée à Saint-Pie-de-Bagot, les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située en le rang de la Presqu'Île, dans la paroisse de Saint-Pie, de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro huit cent cinquante et un (No 851) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pie—avec les bâtisses y érigées.

2. Un terrain à bois situé dans la montagne Yamaska, dans le comté de Rouville, faisant partie du lot numéro quatre cent-trente (No pt. 430) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford, mesurant un arpent et demi de largeur par six arpents de hauteur, borné comme suit: au nord, par le terrain de Victor L'Heureux, à l'est par le terrain d'Elzéar Tétrault, au sud et à l'ouest par J.-I. Picher et Michel Ethier.

3. Les animaux de ferme, machines aratoires, instruments d'agriculture et en général tout le roulant du cédant autorisé.

Les conditions de vente sont argent comptant et chaque item sera vendu séparément.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi de faillite 9-10, George V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,
HENRI MORIN.

Saint-Hyacinthe, 25 avril 1923.
2297—17-2

Dans l'affaire de Chs-Edouard Lamoureux 171, Marquette, Montréal, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, au bureau du shérif de la cité de Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Un immeuble situé sur le côté est de la rue Marquette, en la cité de Montréal, composé des lots numéros trois cent quarante-trois, trois cent quarante-quatre, et trois cent quarante-cinq (Nos 343-344-345), de la subdivision du lot numéro un (1), des plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur par cent treize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison en pierre et brique et ses dépendances, portant le No 171 de la dite rue Marquette, et droit de passage en commun avec d'autres, aux charges d'entretien, dans la ruelle en arrière des dits lots.

In the matter of Alfred Pion, of Saint-Pie-de-Bagot, farmer, authorized assignor.

Public notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1923, at TEN o'clock a.m., shall be sold at public auction, on the premises of the farm herein-after firstly described, at Saint-Pie-de-Bagot, the following immoveables, namely:

1. That certain farm situate in the range of the Presqu'Île, in the parish of Saint-Pie, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, more or less, known and designated under the number eight hundred and fifty one (No. 851) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Pie,—with the buildings thereon erected.

2. That certain timber land situate in the Yamaska mountain, in the county of Rouville, forming part of lot number four hundred and thirty (No. pt. 430) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Paul d'Abbotsford, containing one arpent and one half in width by six arpents in depth, bounded as follows: to the north by the property of Victor L'Heureux, to the east by the property of Elzéar Tétrault, to the south and to the west by the properties of J.-I. Piché and Michel Ethier.

3. The farm cattle, the agricultural implements and generally all the rolling stock of the authorized assignor.

The conditions of sale are: Cash, and each item shall be sold separately.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36 and has the same effects as a sheriff's sale.

HENRI MORIN,
Authorized trustee.
Saint-Hyacinthe, 25th April, 1923.

2298—17-2

In the matter of Chs.-Edouard Lamoureux, 171 Marquette, Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be offered for sale by public auction at the office of the sheriff of the city of Montreal, the following immoveable, namely:

An immoveable, situate on the east side of Marquette street, in the city of Montreal, composed of the lots numbers three hundred and forty three three hundred and forty-four, and three hundred and forty five (Nos. 343-344-345), of the subdivision of the lot number one (1), of the official plan and book of reference of the village of Saint Jean-Baptiste, each lot containing twenty five feet in width by one hundred and thirteen feet in depth, English measurements, and more or less—with a brick and stone house and dependencies thereon, bearing the No. 171 of said Marquette street, and right of passage in common with others upon the customary charges of maintenance, in the lane at the rear of said lots.

*Conditions de la vente du dit immeuble:**Conditions of the sale of the said immovable:*

1. L'acquéreur paiera sa proportion de taxes générales et spéciales et des primes d'assurances à compter de la date de l'adjudication.

1. The purchaser shall pay his proportion of the general and special taxes and insurance premiums counting from the date of the adjudication;

2. L'acquéreur prendra la propriété dans l'état actuel et dans les mêmes conditions que celles d'une vente par le shérif;

2. The purchaser shall take the property as it now stands and in the same conditions as a sale by the sheriff;

3. Tout enchérisseur avant ou à sa première enchère, devra déposer entre les mains du liquidateur, comptant ou par chèque accepté à l'ordre du liquidateur, la somme d'au moins 25% sur son enchère, et faute de faire ce dépôt, son enchère ne sera pas acceptée, cette dite somme devant être retournée, s'il n'acquiert pas la propriété, et s'il l'acquiert, devant être appliquée en acompte, du prix d'achat, conformément au paragraphe suivant;

3. Every bidder shall previous to or at the time of his first bid deposit in the hands of the liquidators, in cash or by means of an accepted cheque to the order of the liquidators, a sum equal to at least 25% of his bid, and should he fail to make such deposit, his bid shall not be accepted, the said sum to be returned to the unsuccessful bidders, and to be applied as part payment of the purchase price in the case of the successful bidder pursuant to the following paragraph;

4. La balance du prix d'achat devra être payée comptant ou par chèque accepté à l'ordre du liquidateur lors de la passation de l'acte de vente.

4. The balance of the purchase price to be paid cash or by an accepted cheque to the order of the liquidator at the time of the execution of the deed of sale;

5. En sus du prix d'adjudication, l'acquéreur devra payer 4½% comme commission de la vente de l'encanteur et des droits du gouvernement.

5. In addition to the price of adjudication, the purchaser shall pay 4½% as commission fee of the auctioneer and government dues;

6. L'acte de vente sera passé à la demande du liquidateur devant un notaire à son choix.

6. The deed of sale shall be executed on the demand of the liquidator before a notary chosen by him;

7. Cette vente est faite en conformité avec l'article 20, paragraphe 3-B, Loi des faillites, et équivalent à une vente par le shérif.

7. This sale is made in accordance with article 20, paragraph 3-B, Bankruptcy Act and is equivalent to a sheriff's sale;

8. Pour plus amples informations, s'adresser au bureau du soussigné.

For further particulars, apply to the office of the undersigned.

Le syndic autorisé,

J. H. BEAULIEU,

J.-H. BEAULIEU.

Authorized trustee.

Bureau de Beaulieu & Roussin,
30, Saint-Jacques, Chambre 11,
Maîn 7551, Montréal.

Office of Beaulieu & Roussin,
30 Saint-James street, Room 11,
Main 7551, Montreal.

L'encanteur,
FRASER BROS.

FRASER BROS.,
Auctioneers.

Montréal, 25 avril 1923.

2299—17-2

Montreal, 25th April, 1923.

2300—17-

Dans l'affaire de David Tremblay, fils de Joseph, de Saint-Henri-de-Taillon, district de Roberval, Qué., cédant autorisé.

In the matter of David Tremblay, son of Joseph, of Saint-Henri-de-Taillon, district of Roberval, Qué., authorized assignor.

Avis public est par le présent donné que JEUDI, le SEPTIEME jour de JUIN 1923, à UNE heure de l'après-midi, sera vendu, à la porte de l'église de Saint-Henri-de-Taillon, l'actif dans cette affaire comme suit:

Public notice is hereby given that on THURSDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1923, at ONE o'clock in the afternoon, there will be sold at the door of the church of Saint-Henri-de-Taillon, the assets in this matter as follows:

a. Un terrain et emplacement sis et situé en la dite paroisse de Saint-Henri-de-Taillon, à environ huit arpents du chemin de front séparant les rangs un et deux du canton Taillon, faisant partie des lots numéros onze-A et douze-A (11-A et 12-A) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Taillon, susdit comté, contenant environ trois arpents en superficie et compris dans les limites et bornes suivantes: à l'ouest par la clôture séparant le terrain de Georges Harvey de celui susvendu, à l'est à partir de la petite chute se trouvant dans la rivière du côté sud et de là jusqu'à la route du moulin, au nord partie au terrain de Georges Harvey et partie à la route conduisant au chemin de front, et au sud, par la rivière (rivière à la Pipe)—avec ensemble les moulins à farine et à scie dessus construits et toutes autres bâtisses aussi y érigées avec en plus tous les outils et instruments servant à faire mouvoir lesdits moulins;

a. A lot of land or emplacement lying and situate in the said parish of Saint-Henri-de-Taillon, at about eight arpents from the front road between ranges one and two of the township of Taillon, forming part of the lots numbers eleven A and twelve-A (Nos 11-A and 12-A) of the official cadastre for the first range of the township of Taillon, said county, containing about three arpents in superficies and contained within the following limits and boundaries: to the west by a fence separating the land of Georges Harvey from that sold above, to the east, commencing at a small fall in the river on the south side and thence up to the mill road, to the north partly by the land of Georges Harvey and partly by the by-road leading to the front road and to the south by the river (Rivière à la Pipe)—together with the flour and saw-mills thereon erected and all other buildings also thereon erected and with all the tools and equipment used in the working of the said mills;

b. Une terre comprenant le lot numéro deux (2) et moitié est du lot numéro trois (3), du qua-

b. A farm comprising the lot number two (2) and the east half of the lot number three (3) of

trième rang, canton Taillon, dans le comté du Lac Saint-Jean, comprenant cent cinquante acres plus ou moins, dont cinquante acres en culture et la balance en souches, en brûlé et en bois neuf—avec bâtisses dessus construites. maison, deux granges, étable;

c. Un emplacement comprenant les lots numéros quatorze-F et quatorze-G (14-F et 14-G) du premier rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taillon, comté du Lac Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites; borné vers le nord par le chemin de front, au sud par le terrain de M. Alfred Renaud, vers l'ouest par le numéro quinze et vers l'est par les terrains de Joseph Larouche, Adélard Gobeil et Alfred Renaud;

d. Un autre emplacement de la contenance de quatre-vingt-dix pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quinze-A (15-A) du premier rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taillon; borné vers le nord-est par le chemin de front, vers le nord-ouest par le lot numéro seize, vers le sud-est et le sud-ouest par le résidu dudit lot numéro quinze-A—sans bâtisses;

La vente se fera pour chaque item séparément et au plus offrant et dernier enchérisseur.

Les actes de propriété et certificats sont visibles à mon bureau et les propriétés peuvent être examinées en aucun temps, sur les lieux, en s'adressant au dit David Tremblay.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3, loi de faillite, 9-10, George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Chicoutimi, Qué., le 30 avril 1923.

Le syndic autorisé,

HENRI GIRARD.

143 rue Racine, Chicoutimi, Qué. 2433—18-2

the fourth range, township of Taillon, in the county of Lake Saint-John, containing one hundred and fifty acres, more or less, of which fifty acres are under cultivation and the balance in stumps, burnt land and standing timber—with the buildings thereon erected: a house, two barns and stable;

c. An emplacement comprising the lots numbers fourteen-F and fourteen-G (14-F and 14-G) of the first range of the official cadastral plan and book of reference of the township of Taillon, county of Lake Saint John—with the buildings thereon erected and bounded: towards the north, by the front road, towards the south by the land of Mr. Alfred Renaud, towards the west by the number fifteen and towards the east by the lands of Joseph Larouche, Adélard Gobeil and Alfred Renaud;

d. Another emplacement containing ninety feet in front by ninety feet in depth, forming part of the lot of land known and designated under the number fifteen-A (15-A) of the first range on the official cadastral plan and book of reference of the township of Taillon, and bounded: towards the northeast, by the front road, towards the northwest, by the lot number sixteen, towards the southeast and southwest by the residue of said lot number fifteen-A—without buildings.

Each item so be sold separately and to the highest and last bidder.

The titles and certificates respecting the above properties may be seen at my office and the properties may be inspected at any time on the premises, on applying to the said David Tremblay.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3 of the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

HENRI GIRARD,

Authorized trustee.

Chicoutimi, Que., April 30th, 1923.

143 Racine street, Chicoutimi, Que.

2434—18-2

Province of Québec, district de Montréal, Cour supérieure, en matière de faillite, No 47.

In re: Brunet & Vézina, entrepreneurs contracteurs, de la cité de Montréal, province de Québec, cédants autorisés, et Paquet & Bonnier, de la cité de Montréal, province de Québec, syndics autorisés.

Avis public est par le présent donné que les terres et bâtisses dessus construites sous-mentionnées seront vendues aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Un lot de terre portant le numéro cinq cent de la subdivision du lot originaire numéro deux cent quarante-six (246-500) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, à Montréal, le ONZIEME jour de JUIN 1923, à ONZE heures A. M. (heure légale) ou à MIDI (heure avancée).

Les titres et certificats peuvent être examinés à nos bureaux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Pour cahier de charges et autres informations

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court in bankruptcy, No. 47.

In re: Brunet & Vézina, contractors, of the city of Montreal, province of Quebec, authorized assignors, and Paquet & Bonnier, of the city of Montreal, province of Quebec, authorized trustees.

Public notice is hereby given that the pieces of ground, with the buildings thereon erected, undermentioned will be sold at the respective time and place mentioned below:

A lot of land bearing number five hundred of the subdivision of the original lot number two hundred and forty six (246-500) of the official plan and book of references of the parish of Sault-au-Récollet—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, at the Court house, Montreal, on the ELEVENTH day of JUNE 1923, at ELEVEN o'clock (standard time) or TWELVE o'clock (daylight saving).

The titles and certificates can be examined at any time at our offices.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

For book of charges and further information

relativement aux propriétés décrites plus haut, s'adresser aux syndics soussignés.

Les syndics autorisés,

PAQUET & BONNIER.

Bureaux: Suite 501, 120 Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 1er mai 1923.

2437—18-2

Dans l'affaire de: Alfred Picard, marchand, Saint-Alexis-des-Monts, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le CINQUIÈME jour de JUIN 1923, à NEUF heures de l'avant-midi, seront vendus par encaissement public à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, dans le rang sud-est de la Rivière-du-Loup, connu et désigné comme partie du numéro deux cent vingt-trois (p. 223) aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse; borné en front par le chemin du Roi, en profondeur par la Rivière-du-Loup, d'un côté par l'emplacement de Xavier Dupuis et de l'autre côté par celui de J.-B. Lacoursière—avec maison et autres bâtisses y érigées.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, dans la concession Hunters-town, rang sud-est de la Rivière-du-Loup, connue et désignée comme faisant partie du numéro deux cent huit (p. 208) au plan et livre de renvoi officiels pour ladite paroisse; bornée en front par la Rivière-du-Loup, en profondeur par les lots de The Tourville Lumber Mills Co., du côté nord, par la terre de Victor Robert et du côté sud par celle de Louis Ringuette—avec bâtisses dessus construites.

3. Une terre située en la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, rang nord-ouest de la Rivière-du-Loup, connue et désignée sous les numéros dix-huit, dix-neuf et vingt (18, 19 et 20) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Calonne—avec bâtisses dessus érigées.

4. Deux lots situés dans le troisième rang du canton Belleau, connus et désignés sous les numéros dix et onze (10 et 11) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Belleau, dans le comté de Saint-Maurice, contenant respectivement quatre-vingt-seize acres et cent acres, et en détail sur la ferme immédiatement après la vente des immeubles ci-dessus, les biens meubles ci-après:

A. Roulant comprenant voitures, instruments aratoires, etc. \$ 513.50

B. Automobile Overland 5 places. 600.00

C. Camion (truck) Ford 1 1/2 tonne. 600.00

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements s'adresser à

Le syndic autorisé,

HENRI BISSON.

Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga.

Trois-Rivières, 1er mai 1923. 2441—18-2

Dans l'affaire de Emile Roussel et Jean-Baptiste Roussel, épiciers, faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de Roussel & Frère cédants autorisés, Saint-Fabien, comté de Rimouski.

relative to the properties above described, apply to the undersigned trustees.

PAQUET & BONNIER,

Authorized trustees.

Offices: Suite 501, 120 Saint James street, Montréal.

Montreal, May 1st 1923.

2438—18-2

In the matter of Alfred Picard, merchant, Saint-Alexis-des-Monts, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that, on TUESDAY, the FIFTH day of JUNE, 1923, at NINE o'clock in the forenoon, there will be sold at the door of the church of the parish of Saint-Alexis-des-Monts the following immovables, namely:

1. A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint-Alexis-des-Monts, in the southeast range of Rivière-du-Loup, known and designated as part of the lot number two hundred and twenty three (pt. 223) on the official plan and book of reference for the said parish: bounded in front by the Kings' highway, in depth by Rivière-du-Loup, on one side by the emplacement of Xavier Dupuis and on the other side by that of J.-B. Lacoursière—with a house and other buildings thereon erected.

2. A tract of land situate in the parish of Saint-Alexis-des-Monts, in the Hunters-town concession, range southeast of Rivière-du-Loup, known and designated as forming part of the number two hundred and eight (pt. 208) on the official plan and book of reference for the said parish: bounded in front by the Rivière-du-Loup, in depth by the lots of The Tourville Lumber Mills Co., on the north side by the land of Victor Robert, and on the south side by that of Louis Ringuette—with the buildings thereon erected.

3. A tract of land situate in the parish of Saint-Alexis-des-Monts, range northwest of Rivière-du-Loup, known and designated under the numbers eighteen, nineteen and twenty (18, 19 and 20) on the official plan and book of reference of the township of Calonne—with the buildings thereon erected.

4. Two lots of land situate in the third range of the township of Belleau, known and designated under the numbers ten and eleven (10 and 11) on the official plan and book of reference for the township of Belleau, in the county of Saint-Maurice, containing respectively ninety six acres and one hundred acres, and in separate lots on the farm immediately after the sale of the above immovables, the following moveable effects:

A. Rolling stock including vehicles, farm implements, etc. \$ 513.50

B. Automobile Overland 5 passengers 600.00

C. Truck Ford 1 1/2 ton. 600.00

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, Chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars, apply to

HENRI BISSON,

Authorized trustee.

Office: Hochelaga Bank bldg.

Three Rivers, May 1st, 1923.

2442—18-2

In the matter of Emile Roussel and Jean-Baptiste Roussel, grocers, carrying on business together under the firm name and style of "Roussel & Frère," authorized assignors, Saint-Fabien, county of Rimouski.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le SEPTIEME jour de JUIN 1923, à ONZE heures a.m., sera vendu à la porte de l'église de Saint-Fabien, comté de Rimouski, l'immeuble suivant formant partie de l'actif de cette faillite, décrit comme suit:

Une maison en bois de vingt-deux pieds par vingt-quatre, avec rallonge et écurie, le tout érigé sur un terrain à bail avec ses droits dans le dit terrain, situé en le premier rang de Saint-Fabien, contenant cinquante pieds de front à la route sur environ quatre-vingts pieds de profondeur mesure anglaise; borné au sud, à Arthur Lebel, à l'est à Emile Belzile, au nord à Joseph Berger et à l'ouest à la route, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Fabien, comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-cinq (185^{ptie}) circonstances et dépendances.

La vente se fera en bloc et sera adjugée au plus haut et dernier enchérissseur.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la loi des faillites, qui équivaut à la vente par shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-LUDGER TARDIF.

Bureaux: 39 rue Saint-Paul,

Edifice Chambre de Commerce.

Québec, 27 avril 1923.

2473—18-2

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1923, at ELEVEN o'clock, a.m., there will be sold at the door of the church of Saint-Fabien, county of Rimouski, the following immoveables forming part of the assets of this estate and described as follows:

A wooden house of twenty two feet by twenty four, with annex and stable, the whole erected upon a piece of land under lease with the rights thereof in the said piece of land, situate in the first range of Saint-Fabien, containing fifty feet in front on the by-road by about eighty feet in depth, English measurement; bounded to the south by Arthur Lebel, to the east by Emile Belzile, to the north by Joseph Berger, and to the west by the by-road, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint-Fabien, as forming part of the lot number one hundred and eighty five (pt. 185)—circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" and to the highest and last bidder.

For further particulars, apply to the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, which gives it the effects of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J.-LUDGER TARDIF,

Authorized Trustee.

Office: 39 Saint Paul street,

Board of Trade Building.

Quebec, 27th April 1923.

2474—18-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 409.

Jean-Baptiste Bricault dit Lamarche, demandeur; vs Mlle Amanda Bricault dit Lamarche défenderesse.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-quatrième jour d'avril 1923, dans une cause dans laquelle Jean-Baptiste Bricault dit Lamarche, rentier, autrefois des cité et district de Montréal, et maintenant de l'Epiphanie, était demandeur; et Mlle Amanda Bricault dit Lamarche, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, défenderesse, ordonnant la licitation de certain immeuble désigné comme suit, savoir:

L'immeuble connu et désigné sous le numéro cinquante-huit (58) de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente (330), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec une maison portant les Nos civiques 317 à 321a de la rue Chambord, à Montréal, et autres bâtisses et dépendances dessus construites, avec en outre droit de passage dans trois ruelles portant les numéros quarante-deux, neuf et soixante-quinze de la subdivision officielle du dit lot numéro trois cent trente (330-42, 9 et 75) desdits plan et livre de renvoi officiels.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur, le HUITIEME jour de JUIN mil neuf cent vingt-trois, à DIX heures et DEMIE (heure légale) Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, sujet aux charges,

Sale by Licitiation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 409.

Jean-Baptiste Bricault, dit Lamarche, plaintiff vs Miss Amanda Bricault dit Lamarche, defendant.

Notice is hereby given that under a judgment rendered by the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the twenty fourth day of April, 1923, in a cause wherein Jean-Baptiste Bricault dit Lamarche, annuitant, heretofore of the city and district of Montreal, and now of l'Epiphanie, was plaintiff; and Miss Amanda Bricault dit Lamarche, spinster of age in the full exercise of her rights, of the city and district of Montreal, defendant, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows:

The immoveable known and designated under the number fifty eight (58) of the official subdivision of the lot number three hundred and thirty (330), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis—with a house bearing the civic numbers 317 to 321a of Chambord street, at Montreal, and other buildings and dependencies thereon erected, together with a right of passage in three lanes bearing the numbers forty two, nine and seventy five of the official subdivision of the said lot three hundred and thirty (330-42, 9 and 75) of the said official plan and book of reference.

The said immoveable will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the EIGHTH day of JUNE, 1923, at HALF PAST TEN o'clock (standard time), sitting the Court, in the Court house of the city of Montreal, subject to the charges, clauses and condi-

clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 30 avril 1923.

Les procureurs du demandeur,
2439—18-2 PERRAULT & RAYMOND.

tions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 30th 1923.

PERRAULT & RAYMOND,
2440—18-2 Attorneys for plaintiff.

VENTES PAR LE SHÉRIF BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir:) JOSEPH BINETTE,
No 6992.) demandeur; contre
NAPOLÉON MORIN, défendeur.

1. Une terre située en le rang Belfast, paroisse de Saint-Philibert, étant le lot numéro six cent quatre-vingt (680) du cadastre de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce; bornée au nord-est à Joseph Boucher et au sud-ouest à Adélard Roy—avec bâtisses, circonstances et dépendances avec droit d'aqueduc possédé par ledit Morin en société avec Aurèle Gilbert et Joseph Gilbert;

2. Le lot de terre numéro quinze A (15a) rang six sud-ouest de Watford, Dorchester, étant une terre d'environ trois arpents de front sur la profondeur du rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus, l'item un, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de Saint-Philibert et l'item 2, le même jour à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 9 avril 1923.

[Première publication, 14 avril 1923]

1865—15-2

SHERIFF'S SALE BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce to wit:) JOSEPH BINETTE, plaintiff;
No. 6992.) against NAPOLÉON
MORIN, defendant.

1. A land situate in Belfast range, parish of Saint-Philibert, being the lot number six hundred and eighty (680) of the cadastre of the parish of Saint-Georges, county of Beauce; bounded to the northeast by Joseph Boucher and to the southwest by Adélard Roy—with the buildings thereon, circumstances and dependencies, and with the right of waterworks possessed by the said Morin in partnership with Aurèle Gilbert and Joseph Gilbert;

2. The lot of land number fifteen A (15a) of the sixth southwest range of Watford, Dorchester, being a farm of about three arpents in front by the depth of the range—circumstances and dependencies.

To be sold, item 1, the FIFTEENTH of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon, at the door of the church of Saint-Philibert, and item 2, the same day, at TWO o'clock in the afternoon, at the door of the church of the parish of Saint-Prosper.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, 9th April, 1923.

[First publication, 14th April, 1923]

1866—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir:) PIERRE FERLAND, de-
No 6951.) mandeur; contre ER-
NEST JACQUES, défendeur.

Les lots numéros vingt-quatre-A (24-A) et vingt-quatre-B (24-B) du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton Marlow—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, le SEIZIEME jour de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit:) PIERRE FERLAND,
No. 6951.) plaintiff; against ER-
NEST JACQUES, defendant.

The lots numbers twenty four-A (24-A) and twenty four-B (24-B) of the official cadastre for the fourth range of the township of Marlow—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Gédéon, the SIXTEENTH day of MAY

MAI prochain, 1923, à UNE heure de l'après-midi.
Bureau du shérif.
Le shérif,
GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 9 avril 1923.
[Première publication, 14 avril 1923]
1867—15-2

next, 1923, at ONE o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. GUSTAVE GARANT,
Sheriff.
Saint-Joseph, Beauce, April 9th, 1923.
First publication, 14 April 1923]
1868—15-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure

Province de Québec, } DAME BRIDGET
District de Beauharnois. } HORAN, deman-
à savoir: No 3983. } deresse; contre
ARCHIBALD P. WHITE, défendeur, et le dit
défendeur, demandeur par reconvention, et la dite
demanderesse, défenderesse par reconvention.

Saisi comme appartenant au dit défendeur principal et demandeur par reconvention:

La moitié indivise d'un immeuble sis et situé dans la ville de Huntingdon et composé des lots Nos 10, 23, 26 et 39, des plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph-de-Huntingdon, en la ville de Huntingdon, MERCREDI, le SIXIEME jour de JUIN prochain, 1923, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-O. THISDALE,
Salaberry-de-Valleyfield, 3 mai 1923.
[Première publication, 5 mai 1923.]
2443—18-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court

Province of Quebec, } DAME BRIDGET
District of Beauharnois. } HORAN, plain-
to wit: No. 3983. } tiff, against AR-
CHIBALD P. WHITE, defendant, and the said
defendant, cross plaintiff, and the said plaintiff,
cross defendant.

Seized as belonging to the said principal defendant and cross plaintiff:

The undivided half of an immoveable lying and situate in the town of Huntingdon, and composed of the lots Nos 10, 23, 26 and 39, of the official plan and book of reference of the village of Huntingdon—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint-Joseph-de-Huntingdon, in the town of Huntingdon, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of JUNE next, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. O. THISDALE,
Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry-de-Valleyfield, 3rd May, 1923.
[First publication, 5th May, 1923.]
2444—18-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat

Province de Québec, } LA FONDERIE DE
District de Bedford. } PLESSISVILLE, cor-
No 243. } poration légalement cons-
tituée, ayant son bureau-chef et sa principale
place d'affaires à Plessisville, dans le district d'Arthabaska, demanderesse; contre AIME SAINT-PIERRE, cultivateur, de East Farnham, dans le district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une ferme d'environ cinquante acres désignée comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195) et une autre ferme ou terrain d'environ vingt-cinq (25) acres en superficie, désignée comme étant partie du lot numéro trois cent cinquante-cinq (355), aux plan et livre de renvoi du cadastre pour la partie est du canton de Farnham—avec bâtisses et dépendances; bornée en front, vers l'ouest, par le chemin public, en arrière vers l'est, par le lot numéro trois cent cinquante-quatre (354), au nord, par la ligne sud du chemin de fer Atlantic et North Western, et au sud, par la ligne sud du dit lot numéro trois cent cinquante cinq (355).

Pour être vendue en bloc comme une seule exploitation, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vincent-Ferrier, à Adamsville, dans la dite partie est du canton Farnham, VENDREDI, le

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court

Province of Quebec, } LA FONDERIE DE
District of Bedford. } PLESSISVILLE, a
No. 243. } body politic and corporate
constituted a corporation, having its head office
and principal place of business at Plessisville, in
the district of Arthabaska, plaintiff; against
AIME SAINT-PIERRE, farmer, of East Farnham, in the district of Bedford, defendant.

As belonging to defendant:

A farm of about fifty acres, designated as lot number one hundred and ninety-five (195), and another farm or piece of land of about twenty five acres in superficies, designated as part of lot number three hundred and fifty five (355), of the official cadastral plan and book of reference of the East Part of the township of Farnham—with buildings and dependencies thereon; bounded in front towards the west by public road, in rear towards the east by lot number three hundred and fifty four (354), and north by the south line of the Atlantic and North Western Railway, and towards the south by the south line of said lot number three hundred and fifty-five (355).

To be sold en bloc, as one farm, at the church door of the parish of Saint-Vincent-Ferrier, at Adamsville, in said East Part of the township of Farnham, on FRIDAY, the EIGHTH day of

HUITIÈME jour de JUIN, 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif,
Sweetsburg, 1er mai 1923.
[Première publication, 5 mai 1923.]
2449—18-2

JUNE, 1923, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office,
Sweetsburg, 1st May, 1923.
[First publication, 5th May, 1923.]
2450—18-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } JOSEPH DESCHE-
No 7965. } NES fils de Godfroid
de la ville de Kénogami, demandeur; contre MICHEL LAVOIE fils d'Epiphane, de la ville de Jonquières, ouvrier, défendeur; et GODFROID BOISVERT, aussi de la ville de Kénogami, ouvrier et THOMAS BOSSE, de Chicoutimi, registrateur, mis en cause.

Comme appartenant au défendeur Michel Lavoie :

Un lopin de terre ou emplacement—avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières comme formant partie du lot numéro trois de la subdivision du lot numéro vingt (20-3) du rang quatre dudit canton, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur vers l'est à l'ouest, sur cent pieds de profondeur vers le sud au nord, et est borné au nord par une ruelle dans laquelle l'acquéreur aura droit de passage à pied et en voiture pour lui et ses représentants à perpétuité en l'entretenant au besoin, vers l'est par le terrain de Louis Gagnon, vers le sud par celui de Thomas Bouchard, et vers l'ouest par le terrain de Godfroid Boisvert.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquières, MARDI, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Chicoutimi, 27 avril 1923. ELZ. BOIVIN.
[Première publication, 5 mai 1923]
2407

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH MORIS-
District de Chicoutimi, } SETTE, cultiva-
No 8169. } teur, de Sainte-Anne,
demandeur; contre EUGENE GAGNE, du même lieu, défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement, ayant soixante-huit pieds et demi de largeur de l'est à l'ouest, et cent cinq pieds de profondeur du nord au sud, formant partie des lots numéros cent trente-trois, cent trente-quatre et cent trente-huit (133, 134 et 138) dans le premier rang ouest du canton Tremblay au cadastre officiel du village de Sainte-Anne, et borné comme suit: au nord par le chemin public, à l'est au terrain de Georges Dufour, au sud par le terrain de Onésime Tremblay et à l'ouest par le terrain de Ernest Lespérance—avec toutes les bâtisses dessus construites ou qui le seront à l'avenir et toutes dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } JOSEPH DESCHE-
No. 7965. } NES, son of God-
froid, of the town of Kénogami, plaintiff; against MICHEL LAVOIE, son of Epiphane, of the town of Jonquières, workman, defendant, and vs GODFROID BOISVERT also of the town of Kénogami, workman, and THOMAS BOSSE, of Chicoutimi, registrar, mis-en-cause.

As belonging to the defendant Michel Lavoie:

A parcel of land or emplacement—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies—known and designated on the official cadastre of the township of Jonquières, as forming part of the lot number three of the subdivision of the lot number twenty (20-3) of range four of the said township, said piece of land measuring fifty feet in width from east to west by one hundred feet in depth from south to north and being bounded to the north by a lane in which the purchaser shall have the right of passage on foot and with vehicle for himself and his representatives at perpetuity under condition of up-keeping same, to the east by the land of Louis Gagnon, to the south by that of Thomas Bouchard, and to the west by the land of Godfroid Boisvert.

To be sold at the door of the church of Jonquières, on TUESDAY, the FIFTH day of the month of JUNE next 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Chicoutimi, April 27th, 1923. ELZ. BOIVIN,
Sheriff's office. Sheriff,
[First publication, 5th May, 1923]
2408

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } JOSEPH MORIS-
District of Chicoutimi, } SETTE, farmer,
No. 8169. } of Sainte-Anne, plain-
tiff; against EUGENE GAGNE, of the same place, defendant.

All that parcel of land or emplacement, measuring sixty eight feet and a half in width, from east to west, and one hundred and five feet in depth from north to south, forming parts of the lots numbers one hundred and thirty three, one hundred and thirty four and one hundred and thirty eight (133, 134 and 138) in the first west range of the township of Tremblay, on the official cadastre of the village of Sainte-Anne and bounded as follows: to the north by the public road, to the east by the land of Georges Dufour, to the south by the land of Onésime Tremblay and to the west by the land of Ernest Lespérance—together with all the buildings presently or in the future erected thereon, and all dependencies.

To be sold at the door of the church of Sainte-

Anne, comté de Chicoutimi, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain 1923, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 5 avril 1923.

[Première publication, 14 avril 1923]

1817-15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } LOUIS GAGNON
District de Chicoutimi, } & JOSEPH GAGNON, tous deux
No 8135. }
de Chicoutimi, marchands, et faisant affaires en société sous le nom et raison sociale de "La Ferronnerie Générale", demandeurs; contre MARCELLIN DUFOUR et MARCEL DUFOUR, tous deux de Saint-Honoré, défendeurs.

La juste moitié sud du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton Simard sous le numéro six (6) du neuvième rang; bornée au sud par William Dufour, au nord par la demie nord du dit lot appartenant à Willie Girard, à l'est par le chemin public actuel et à l'ouest par le numéro dix (10) du même rang et canton—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Honoré, comté de Chicoutimi, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain 1923, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Chicoutimi, 5 avril 1923.

ELZ. BOIVIN.

[Première publication, 14 avril 1923]

1815—15-2

Anne, county of Chicoutimi, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of MAY next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. ELZ. BOIVIN,
Sheriff.

Chicoutimi, 5th April, 1923.

[First publication, 14th April, 1923]

1818-15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LOUIS GAGNON
District of Chicoutimi, } & JOSEPH GAGNON, both of
No. 8135. }
Chicoutimi, merchants, and there carrying on business in partnership under the firm name and style of "La Ferronnerie Générale"; plaintiff; vs MARCELLIN DUFOUR and MARCEL DUFOUR, both of Saint-Honoré, defendants.

The exact south half of the lot known and designated on the official cadastre of the township of Simard, under the number six (6) of the ninth range; bounded to the south by William Dufour, to the north by the north half of the said lot belonging to Willie Girard, to the east by the present public road, and to the west by the number ten (10) of the same range and township—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Honoré, county of Chicoutimi, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of MAY next, 1923, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

ELZ. BOIVIN,

Chicoutimi, April 5th, 1923.

Sheriff.

[First publication, 14th April, 1923]

1816—15-2

JOLIETTE

Cour supérieure.

Province de Québec, } DAME DELIA LA-
District de Joliette, } PORTE, deman-
No 9905. } deresse; vs LEO ROULEAU, défendeur.

1. Un terrain situé au nord de la rue William, dans la ville de Berthier, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite ville, sous le numéro deux cent trente-cinq (No 235), contenant environ soixante-dix pieds de front sur environ soixante-dix pieds de profondeur; tenant en front à ladite rue, en profondeur et du côté nord-est au terrain ci-dessus décrit, et de l'autre côté à celui de Dame O. Lavallée—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées;

2. Un terrain situé au même lieu, au nord de la rue William, de forme irrégulière, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous les numéros deux cent trente-sept, deux cent trente-neuf, et comme faisant partie du numéro deux cent trente-huit (Nos 237, 239 et 238 ptie); borné comme suit: en front à ladite rue, en profondeur aux limites nord de la ville de Berthier; côté sud-ouest, partie au terrain ci-dessus décrit et partie à celui de J.-M. Flaux, autre côté à la rue Saint-Joseph—avec une maison à deux étages, magasin, garage et autres bâtisses y érigées; duquel terrain il y a à distraire les emplacements ou lots de terre appartenant à Onésime Nadeau, fils, Romuald Chevette et Euclide Deschesne, suivant titres à cet effet, ainsi qu'un terrain connu et désigné au cadastre de la ville de Berthier comme faisant partie du dit lot numéro deux

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME DELIA LA-
District of Joliette, } PORTE, plaintiff;
No. 9905. } vs LEO ROULEAU, de-
fendant.

1. A lot of land situate to the north of William street, in the town of Berthier, known and designated on the official plan and book of reference of the said town, under the number two hundred and thirty five (235), containing about seventy feet in front by about seventy feet in depth; bounded in front by the said street, in depth and on the northeast side by the land hereunder described and on the other side to that of Dame O. Lavallée—with a house and other buildings thereon erected;

2. A lot of land situate at the same place, to the north of William street, of irregular figure, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under the numbers two hundred and thirty seven, two hundred and thirty nine, and as forming part of the number two hundred and thirty eight (Nos. 237, 239 and pt. 238); bounded as follows: in front by the said street, in depth to the north limits of the town of Berthier, on the southwest side partly by the lot of land above described and partly by that of J. M. Flaux, and on the other side by Saint Joseph street—with a two story house, store, garage and other buildings thereon erected; to be deducted from the said lot of land the emplacements or lots of land belonging to Onésime Nadeau, jr., Romuald Chevette and Euclide Deschesne, according to titles to that

cent trente-sept, contenant quarante-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur (mesure anglaise) et renfermé dans les bornes suivantes: en front à une rue projetée, continuation de la rue Saint-Charles, en profondeur au terrain de Onésime Nadeau, fils, d'un côté à la rue Saint-Joseph, autre côté ouest, au terrain en deuxième lieu ci-dessus décrit—et sans bâtisse.

Pour être vendus le QUINZIEME jour du mois de MAI 1923, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier, district de Joliette, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
GEORGES DESROCHES.

Joliette, 7 avril 1923.

[Première publication, 14 avril 1923]

1861—15-2

effect, as well as a piece of land known and designated on the cadastre of the town of Berthier as forming part of the said lot number two hundred and thirty seven, containing forty five feet in width by ninety feet in depth (English measurements) and contained within the following limits: in front, a projected street, continuation of Saint-Charles street, in depth, the land of Onésime Nadeau, jr., on oneside, Saint-Joseph street, and on the other side, to the west, the land secondly above described—and without buildings.

To be sold the FIFTEENTH day of the month of MAY, 1923, at the door of the church of the parish of Sainte-Geneviève-de-Berthier, district of Joliette, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. GEORGE DESROCHES,
Sheriff.

Joliette, 7th April, 1923.

[First publication, 14th April, 1923]

1862—15-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Kamouraska

Rivière-du-Loup. } DAME ALMA MAR-
No 8459. } QUIS, épouse séparée
de biens de J.-S. Proulx, laquelle fait affaires à
Rivière-du-Loup, sous la raison sociale de J.-S.
Proulx, Enregistré, et le dit J.-S. Proulx pour as-
sister et autoriser sa dite épouse, demanderesse;
contre LOUIS SAINT-PIERRE, cultivateur, de
l'endroit appelé Withworth, comté de Témiscouata,
défendeur, à savoir:

Un emplacement étant connu au cadastre officiel du comté de Témiscouata, pour le onzième rang (11e rang) du canton Withworth, partie du lot numéro vingt-huit (No 28), mesurant cinquante pieds (50 pds) de front sur le côté nord-est du chemin Témiscouata; borné au sud-ouest au dit chemin et de tous autres côtés à Ovide Fournier, ayant une profondeur de cent pieds (100 pds), le tout mesure anglaise—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, 1923, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 2 mai 1923.

[Première publication, 5 mai 1923.]

2469—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Kamouraska

Rivière-du-Loup. } DAME ALMA MAR-
No. 8459. } QUIS, wife separate as
to property of J.-S. Proulx, carrying on business
at Rivière-du-Loup, under the firm name of J.-S.
Proulx, Registered, and the said J.-S. Proulx, to
assist and authorize his said wife, plaintiff;
against LOUIS SAINT-PIERRE, farmer, of the
place called Withworth, county of Temiscouata,
defendant, to wit:

An emplacement known on the official cadastre of the county of Temiscouata, for the eleventh range ((11th rg.) of the township of Withworth, as being part of the lot number twenty eight (No. 28), measuring fifty (50) feet in front on the north-east side of Temiscouata road; bounded to the southwest by the said road and on all other sides by Ovide Fournier, having a depth of one hundred (100) feet, the whole English measurements—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Honoré, the TWELFTH day of JUNE next, 1923, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,

Sheriff's office,

Rivière-du-Loup, 2nd May, 1923.

[First publication, 5th May, 1923.]

2470—18-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } EDOUARD OYER,
No 1398. } cultivateur, de la
paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire, demandeur;
contre IRENEE GAGNON, cultivateur, de la
paroisse de Sainte-Euphémie, défendeur.

Une terre—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Armagh, premier rang sud-est, comme étant le numéro quarante et un (41).

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } EDOUARD ROYER,
No. 1398. } farmer, of the parish of Notre-Dame-du-Rosaire, plaintiff; against
IRENEE GAGNON, farmer, of the parish of Sainte-Euphémie, defendant.

A farm—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Armagh, first southeast range, as being the number forty one (41).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cajetan-d'Arnagh, MERCREDI le SIXIEME jour du mois de JUIN prochain (1923) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montmagny, 30 avril 1923. J.-C. LISLOIS.
[Première publication, 5 mai 1923]

2403

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure de Beauce

Montmagny. } NORBERT MORIN, compta-
No 6908. } ble, du village Saint-Joseph-
de-Beauce, demandeur; contre LEO MORIS-
SETTE, de Saint-Camille-de-Bellechasse.

Un emplacement situé en le village de Saint-Camille, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre, comme faisant partie du lot numéro dix-huit (18), du sixième (6e) rang, canton Bellechasse; borné en front au sud au chemin public, et partie à Alyre Morissette, George Couture et à Eusèbe Boutin, à l'est à Alyre Morissette et Dame veuve Joseph Marceau, au nord à Arthur Leclerc, et à l'ouest à Georges Couture et à la Banque d'Hochelaga,—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Un lot de terre étant le lot numéro quarante (40), du cadastre officiel du rang sud-ouest, chemin Mailloux, canton Bellechasse.

Un lot de terre étant partie du lot numéro quarante et un (41), du cadastre officiel du rang sud-ouest, chemin Mailloux, canton Bellechasse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Camille-de-Bellechasse, JEUDI, le SEPTIEME jour du mois de JUIN, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montmagny, 30 avril 1923. J.-C. LISLOIS.
[Première publication, 5 mai 1923].

2405

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure, Québec

Montmagny, à savoir: } ONESIME AUBIN,
No. 98a. } rentier, de Saint-
Gervais; contre LOUIS BILODEAU, cultiva-
teur, de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland,
comté de Bellechasse.

Un lot de terre étant connu et désigné sous le numéro trente-huit D (38D), du cadastre officiel pour le septième rang (7) du canton Buckland.

Un lot de terre étant connu et désigné sous le numéro trente-neuf A (39A), du cadastre officiel pour le septième rang du canton Buckland—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, VENDREDI, le HUITIEME jour du mois de JUIN prochain, 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montmagny, 1er mai 1923. J.-C. LISLOIS.
[Première publication, 5 mai 1923.]

2445—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure, Québec

Montmagny, à savoir: } J. GOULET, forgeron,
No 1694. } de Saint-Gervais,
comté de Bellechasse; contre OCTAVE BOL-
DUC, cultivateur, de Notre-Dame-Auxiliatrice-
de-Buckland, défendeur.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Cajetan-d'Arnagh, on WEDNESDAY the SIXTH day of the month of JUNE next (1923), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. C. LISLOIS,
Montmagny, April 30th, 1923. Sheriff.
[First publication, 5th May, 1923].

2404

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court of Beauce.

Montmagny. } NORBERT MORIN, account-
No. 6908. } tant, of the village of Saint
Joseph-de-Beauce, plaintiff; against LEO MORIS-
SETTE, of Saint-Camille-de-Bellechasse.

An emplacement situate in the village of Saint-Camille, known and designated on the official cadastral plan and book of reference as forming part of the number eighteen (18), of the sixth (6th) range, township of Bellechasse; bounded in front to the south by the public road and partly by Alyre Morissette, George Couture and Eusèbe Boutin, to the east by Alyre Morissette and Dame widow Joseph Marceau, to the north by Arthur Leclerc, and to the west by Georges Couture and the Hochelaga Bank,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A lot of land being part of the lot number forty (40), of the official cadastre of the southwest range, Mailloux road, township of Bellechasse.

A lot of land being part of the lot number forty one (41), of the official cadastre of the southwest range, Mailloux road, township of Bellechasse.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Camille-de-Bellechasse, on THURSDAY, the SEVENTH day of the month of JUNE, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. C. LISLOIS,
Montmagny, 30th April, 1923. Sheriff.
[First publication, 5th May, 1923.]

2406

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court, Quebec

Montmagny, to wit: } ONESIME AUBIN, an-
No. 98a. } nuitant, of Saint Ger-
vais, against LOUIS BILODEAU, farmer, of
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, county of
Bellechasse.

A lot of land being known and designated under the number thirty eight D (38D), on the official cadastre for the seventh range (7) of the township of Buckland.

A lot of land being known and designated under the number thirty nine A (39-A), on the official cadastre for the seventh range of the township of Buckland—with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, on FRIDAY, the EIGHTH day of the month of JUNE next (1923), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J.-C. LISLOIS,
Montmagny, 1st May, 1923. Sheriff.
[First publication, 5th May, 1923.]

2446—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court, Quebec

Montmagny, to wit: } J. GOULET, blacksmith,
No. 1694. } of Saint-Gervais,
county of Bellechasse; against OCTAVE BOL-
DUC, farmer, of Notre-Dame-Auxiliatrice-de-
Buckland, defendant.

Un lot de terre situé en la paroisse de Buckland, étant le numéro quatorze (14), du cadastre officiel du rang A nord-est du canton Buckland—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Un lot de terre situé en la paroisse de Buckland, étant le numéro quinze (15), du cadastre officiel du rang A sud-ouest du canton Buckland—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, VENDREDI, le HUITIEME jour de JUIN prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 1er mai 1923.

[Première publication, 5 mai 1923.]

2447—18-2

DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—Montmagny.

Montmagny, à savoir:) EUGENE MONFET-
No 4843) TE, épicier, de
Québec, demandeur; contre GEORGES CLOUTIER, de Saint-Pamphile, comté de l'Islet, district de Montmagny.

Un terrain de 50 pieds de front sur un demi-arpent de profondeur faisant partie du lot numéro trente-deux (32) du rang C, canton Casgrain, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pamphile, comté de l'Islet; borné au sud et à l'ouest à Joseph Cloutier, au nord à Raoul Chouinard, à l'est au chemin public—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pamphile, MERCREDI, le SEIZIEME jour du mois de MAI 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 5 avril 1923.

[Première publication, le 14 avril 1923]

1819—15-2

A lot of land situate in the parish of Buckland, being the number fourteen (14), of the official cadastre of northeast range A of the township of Buckland—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

A lot of land situate in the parish of Buckland, being the number fifteen (15), of the official cadastre of southwest range A, of the township of Buckland—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, on FRIDAY, the EIGHTH day of JUNE next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

J.-C. LISLOIS,

Montmagny, 1st May, 1923.

Sheriff.

[First publication, 5th May, 1923.]

2448—18-2

DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit:) EUGENE MONFET-
No. 4843.) TE, grocer, of Que-
bec, plaintiff; against GEORGES CLOUTIER,
of Saint-Pamphile, County of l'Islet, district of Montmagny.

A lot of land of 50 feet in front by one half arpent in depth, forming part of the lot number thirty-two (32) of range C, township of Casgrain, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Pamphile, county of l'Islet; bounded to the south and to the west by Joseph Cloutier, to the north by Raoul Chouinard, to the east by the public road—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church-door of Saint-Pamphile, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of the month of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

J. C. LISLOIS,

Sheriff.

Montmagny, April 5th, 1923.

[First publication, the 14th April, 1923]

1820—15-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir:) A. - A. CLERMONT, de-
No 124.) mandeur; contre A.
ROGER, défendeur.

Cinq lots de terre ayant front sur la rue Lajeunesse, dans la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros 276, 277, 278, 279 et 280, de la subdivision officielle du lot numéro deux mille six cent vingt-neuf (2629-276-277-278-279 et 280), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec toutes les bâtisses et dépendances y érigées.

Les lots (Nos 2629-276, 277 et 278) seront vendus en bloc comme formant une seule et même exploitation, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 30 avril 1923.

Un dépôt de \$225.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, quant aux dits lots 2629-276, 277, 278 et de \$25.00 quant aux dits lots 2629-279 et 280, suivant jugement du même juge, même date.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit:) A. - A. CLERMONT, plain-
No. 124.) tiff; against A. ROGER,
defendant.

Five lots of land fronting on Lajeunesse street, in the city of Montreal, known and designated under the numbers 276, 277, 278, 279 and 280, of the official subdivision of the lot number two thousand six hundred and twenty nine (2629-276, 277, 278, 279 and 280), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent—with all the buildings and dependencies thereon erected.

The lots (Nos. 2629-276, 277 and 278) will be sold en bloc as one single plot of land according to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 30th of April, 1923.

A deposit of \$225.00 shall be exacted from each and every bidder with his first bid, for the said lots 2629-276, 277, 278 and of \$25.00 for the said lots 2629-279 and 280, according to a judgment of the same judge and of same date.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le SEPTIEME jour du mois de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. GOUIN.
Montréal, 2 mai 1923.

[Première publication, 5 mai 1923.]

2465—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } W.-J. PROULX, deman-
No 23537. } leur; contre SAM
CRYSTAL, H. CRYSTAL ET M. BRETMAN,
des cité et district de Montréal, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs:

Ce certain emplacement situé dans la cité de Westmount, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Claremont, de la dite cité, étant composé du lot numéro un, sur le plan de subdivision du lot numéro vingt et un B (21 B) et du lot numéro un, sur le plan de subdivision du lot numéro deux B, sur le plan de subdivision du lot numéro deux cent huit (208-21-B-1 et 22-B-1), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-deux pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur dans la ligne nord-ouest et quatre-vingt-deux pieds et trois pouces dans la ligne sud-est, le tout mesure anglaise, plus ou moins—avec un cortage portant le No civique 445 de la dite avenue Claremont, et autres dépendances dessus érigées. Le mur sud-est est mitoyen avec tous les droits existant en faveur de la dite propriété dans l'avenue Loraine, tel qu'établi par acte enregistré sous le No 155, 284.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$505.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 2 mai 1923.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. GOUIN.
Montréal, 2 mai 1923.

[Première publication, 5 mai 1923.]

2467—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LONDON & SCOT-
No 4775. } TISH ASSURAN-

CE CORPORATION, LIMITED, corporation légalement constituée et ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, et ROYAL TRUST CO., corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, en sa qualité de fiduciaire à ladite London & Scottish Assurance Corporation. Limited, d'ement nommée en vertu des dispositions de la Loi des Assurances du Canada, demanderesse: vs CRESCENT TURKISH BATH COMPANY, LIMITED, corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef au numéro 580, rue Dorchester ouest dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Un emplacement situé sur la rue Dorchester, en la cité de Montréal, contenant soixante-trois pieds, six pouces de largeur en front sur cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant la partie sud-ouest du lot numéro six cent sept (607) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal; borné en front par ladite rue, en

the SEVENTH day of the month of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

E. GOUIN,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 2nd May, 1923.

[First publication, 5th May 1923.]

2466—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } W.-J. PROULX, plaintiff;
No. 23537. } against SAM CRYSTAL
H. CRYSTAL AND M. BRETMAN, of the city
and district of Montreal, defendants.

As belonging to the said defendants:

That certain emplacement situate in the city of Westmount, district of Montreal, fronting on Claremont avenue of the said city, being composed of the lot number one, on the subdivision plan of the lot number twenty-one B (21-B), and of the lot number one, on the subdivision plan of the lot twenty-two B, on the subdivision plan of the lot number two hundred and eight (208-21-B-1 and 22-B-1), of the official cadastral plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty two feet in width by eighty five feet in depth in the northwest line and eighty two feet and three inches in the southeast line, the whole English measurements and more or less—together with a cottage bearing civic No. 445 of said Claremont Avenue, and other dependencies thereon erected. The southeast wall is mitoyen with all the rights existing in favour of the said property in Loraine Avenue as established by registered deed under the No. 155284.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$505.00 shall be exacted from each and every bidder with his first bid, according to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 2nd of May, 1923.

E. GOUIN,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 2nd May, 1923.

[First publication, 5th May, 1923.]

2468—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LONDON & SCOT-
No. 4775. } TISH ASSURANCE

CORPORATION, LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, AND ROYAL TRUST CO., a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, in its quality as trustee to the said London & Scottish Assurance Corporation, Limited, duly appointed under the provisions of the Insurance Act of Canada, plaintiff; vs CRESCENT TURKISH BATH COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its head office at No. 580 Dorchester street west, in the city and district of Montreal, defendant.

An emplacement situate on Dorchester street, in the city of Montreal, containing sixty three feet six inches in width in front by one hundred and ten feet in depth, English measure and more or less, and being the south westerly part of lot number six hundred and seven (607) on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward of the city of Montreal; bounded

arrière par une ruelle de vingt pieds de largeur, du côté sud-ouest par les lots numéros cinq cent quatre-vingt-quatorze et cinq cent quatre-vingt quinze et du côté nord-est par la partie nord-est dudit lot numéro six cent sept, appartenant à Joseph Gould ou représentants—avec un droit de passage en commun avec d'autres dans ladite ruelle en arrière de ladite propriété,—avec lesdites bâtisses érigées sur ledit emplacement et l'outillage et les machines qui y sont contenus et tous les droits de toutes sortes et espèces appartenant et attachés à ladite propriété ou existant en faveur de la compagnie sans exception ou réserve de toute sorte, pour toute cause ou raison quelconque.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 avril 1923.

[Première publication, 14 avril 1923]

1907—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **NAPOLÉON AUDET,**
No. 2972. } demandeur; vs **ALTER SCOTT ET AL,** défendeurs.

Un lot de terre maintenant situé dans le quartier Duvernay, autrefois partie du quartier Saint-Jean-Baptiste de la cité de Montréal, connu sous le numéro cinquante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-56) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, mesurant vingt-trois pieds de largeur, en front et en arrière, par quatre-vingt-dix-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par la rue Marianne, maintenant rue Marie-Anne Est, en arrière par une ruelle portant No 11-53, d'un côté par le lot numéro 11-57 et de l'autre côté par le lot numéro 11-55 des dits plan et livre de renvoi officiels—avec une maison en pierre et brique dessus érigée, maintenant portant les numéros civiques 505, 507 et 509 de la dite rue Marie-Anne Est.

Avec droit de passage en commun seulement avec autres dans la ruelle ci-dessus mentionnée et décrite, sans en aucune manière l'encombrer et avec l'obligation de tenir la dite ruelle parfaitement nette et en bon ordre, de la manière ordinaire.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$560.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Coderre, daté le 10 avril 1923.

Bureau du shérif,

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, le 11 avril 1923.

[Première publication, le 14 avril 1923]

1909—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } **LA CITE DE MONT-**
No 5899. } **REAL,** demanderesse;
contre **ARSENE BOUCHARD ET AL,** défendeurs.

Trente-deux lots de terre sis et situés dans la cité de Montréal, bornés en front par la rue Verville, connus et désignés comme étant les subdivisions numéros 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131, 130, 129, 128, 127, 126, 125, 124, 123, 122, 121, 120, 119, 118, 117, 116, 115, 114, 113, 112, 111,

in front by said street, in rear by a lane twenty feet wide, on the southwest side by lots numbers five hundred and ninety four and five hundred and ninety five, on the northeast side by the northeasterly part of the said lot No. six hundred and seven, belonging to Joseph Gould of representatives—with the right of passage in common with others in the said lane in rear of the said property—with the buildings erected upon the said property and the plant and machinery therein contained and all the rights of every kind and description belonging to or appertaining to the said property or existing in favor of the company, without exception or reservation of any kind, for any cause or reason whatsoever.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 11th April, 1923.

[First publication, 14th April, 1923.]

1908—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **NAPOLÉON AUDET,**
No. 2972. } plaintiff; vs **ALTER SCOTT et AL,** defendants.

A lot of land now situated in Duvernay ward, formerly part of Saint-Jean-Baptiste ward of the city of Montreal, known under the number fifty six of the official subdivision of the original lot number eleven (11-56), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, measuring twenty three feet in width, in front and in rear, by ninety nine feet in depth, English measure, more or less; bounded in front by Marianne street, now Marie-Anne street East, in rear by a lane bearing No. 11-53, on one side by the lot number 11-57 and on the other side by the lot number 11-55 on the said official plan and book of reference—with a brick and stone house thereon erected, now bearing the civic numbers 505, 507 and 509 of the said Marie-Anne street East.

With the right of passage in common only with others in the lane above mentioned and described, without in any way obstructing same and with the obligation to keep the said lane perfectly clear and in good order, in the customary manner.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$560.00 shall be exacted from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of Honourable Judge Coderre, dated the 10th of April, 1923.

Sheriff's office,

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, April 11th, 1923.

[First publication, the 14th April, 1923]

1910—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MONT-**
No. 5899. } **REAL,** plaintiff;
against **ARSENE BOUCHARD ET AL,** defendants.

Thirty two lots of land lying and situated in the city of Montreal, fronting on Verville street, known and designated as being the subdivisions numbers 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131, 130, 129, 128, 127, 126, 125, 124, 123, 122, 121, 120, 119, 118, 117, 116, 115, 114, 113, 112, 111, 110,

110, 109, 108, 107, 106, du lot de terre originaire connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent sous le numéro 346.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 11 avril 1923. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 14 avril 1923]
1911—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **L**A CITE DE MONT-
No 6780. **REAL**, demanderesse;
vs JOSPAPHAT LAROCHE, ci-devant des cité et district de Montréal et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Cadillac de ladite cité, connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 66 du lot originaire No 28 (28-66), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Longue Pointe, district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 11 avril 1923.
[Première publication, 14 avril 1923]
1913—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **L**A CITE DE MONT-
No 294. **REAL**, demanderesse;
vs HENRI BERNIER, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Deux lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Urbain de ladite cité, connus et désignés comme étant les subdivisions officielles Nos 69 et 68 du lot originaire No 263, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 11 avril 1923.
[Première publication, 14 avril 1923]
1915—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **L**A CITE DE MONT-
No 6795. **REAL**, demanderesse;
vs DAME DORA FERLAND, épouse séparée de biens de Glencias Hearle, et ce dernier partie aux présentes aux fins d'autoriser et d'assister sadite épouse, et DAME IDA FERLAND, épouse séparée de biens de Clifford Guertin, et ce dernier aussi partie aux présentes aux fins d'autoriser sa dite épouse, tous ci-devant des cité et district de Montréal et maintenant de lieux inconnus, défendeurs.

Cinq lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Curatteau de ladite cité, connus et désignés comme étant les subdivisions officielles Nos 1097, 1096, 1095, 1094 et 1093 du lot originaire No. 389,

109, 108, 107, 106, of the original lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, under the number 346.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, April 11th, 1923. Sheriff.
[First publication, 14th April, 1923.]
1912—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **T**HE CITY OF MONTREAL, plaintiff; vs
No. 6780. **JOSPAPHAT LAROCHE**, heretofore of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, defendant.

A lot of land lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Cadillac street of the said city, known and designated as being the official subdivision No. 66 of the original lot No. 28 (28-66), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal the SEVENTEENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, 11th April, 1923. Sheriff.
[First publication, 14th April, 1923]
1914—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **T**HE CITY OF MONTREAL, plaintiff;
No. 294. **HENRI BERNIER**, heretofore of the city and district of Montreal and now of parts unknown, defendant.

Two lots of land lying and situated in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint-Urbain street of the said city, known and designated as being the official subdivisions Nos. 69 and 68 of the original lot No. 263, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of MAY next, at TWELVE o'clock NOON.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Montreal, 11th April, 1923. Sheriff.
[First publication, 14th April, 1923]
1916—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **T**HE CITY OF MONTREAL, plaintiff;
No. 6795. **DAME DORA FERLAND**, wife separate as to property of Glencias Hearle and the latter a party hereto to authorize and assist his said wife, and **DAME IDA FERLAND**, wife separate as to property of Clifford Guertin, and the latter also a party hereto to authorize his said wife, all heretofore of the city and district of Montreal and now of parts unknown, defendants.

Five lots of land lying and situated in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Curatteau street of the said city, known and designated as being the official subdivisions Nos 1097, 1096, 1095, 1094 and 1093 of the original

aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, district de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 11 avril 1923. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 14 avril, 1923]

1917—15-2

lot No. 389, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, April 11th, 1923. Sheriff.
[First publication, 14th April, 1923]

1918—15-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } DAME ARTHEMISE
No. 3440. } ROY, de Saint-Ubalde,
comté de Portneuf, épouse de feu Alexis Perron,
en son vivant cultivateur, du même lieu; contre
DAME ANGELINA PERRON, de Saint-Ubalde,
épouse de Odilon Milhomme, cultivateur, du
même lieu, tant en son propre nom que pour au-
toriser son épouse aux fins des présentes.

Le lot No 106, et la moitié sud-est du lot No 107 (cent six et moitié sud-est du lot cent sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant une terre située dans le rang Sainte-Anne, contenant une largeur de trois arpents, sur une longueur d'environ vingt-neuf arpents; bornée à ses deux extrémités opposées par les cordons du dit rang, du côté nord-ouest à Joseph Delisle, et du côté sud-est à Arthur Mothar—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, le HUITIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le député shérif,
Québec, 3 mai 1923. E. AUGER.

[Première publication, 5 mai 1923.]

[Deuxième publication, 19 mai 1923.]

2471—18-2

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } AIMÉ COSSETTE, cul-
No. 731. } tivateur, de Saint-Thi-
mothée, comté de Champlain; contre JOSEPHAT
AUDET, de Notre-Dame-des-Anges, comté de
Portneuf.

Partie de la moitié nord-ouest du lot No 39 (trente-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant une étendue de terrain située à Saint-Eloi-des-Mines, dans le deuxième rang de Montauban, contenant une largeur de deux acres, sur une longueur de vingt et un arpents, le tout plus ou moins; bornée au bout nord-est au quatrième rang Montauban, du côté du sud-est à Narcisse Gingras, du côté nord-ouest à Fortunat Gingras, et au bout sud-ouest au résidu du terrain appartenant au vendeur, à une ligne déterminée par la clôture actuelle qui est construite à environ trois arpents au sud-est du chemin public du dit deuxième rang Montauban, à l'endroit où le dit chemin traverse la ligne de division du dit terrain sus-vendu d'avec le terrain voisin appartenant au dit Narcisse Gingras—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, comté de Port-

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } DAME ARTHEMISE ROY,
No. 3440. } of Saint Ubald, county of
Portneuf, wife of the late Alexis Perron, in his
lifetime, farmer, of the same place; against
DAME ANGELINA PERRON, of Saint-Ubalde,
wife of Odilon Milhomme, farmer, of the same
place, in his own name and to authorize his wife
for the purposes hereof.

The lot No. 106 and the southeast half of the lot No. 107 (one hundred and six and southeast half of lot one hundred and seven), on the official cadastre for the parish of Saint-Ubalde, county of Portneuf, being a land situate in range Sainte-Anne, containing a width of three arpents by a length of about twenty one arpents; bounded at its two opposite ends by the range lines of the said range, on the northwest by Joseph Delisle, and on the southeast side by Arthur Mothar—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Ubalde, county of Portneuf, the EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, E. AUGER,
Quebec, 3rd May, 1923. Deputy sheriff.

[First publication, 5th May, 1923.]

[Second publication, 19th May, 1923.]

2472—18-2

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } AIMÉ COSSETTE, farmer,
No. 731. } of Saint-Thimothée, coun-
ty of Champlain; against JOSEPHAT AUDET,
of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf.

Part of the northwest half of lot No. 39 (thirty nine), on the official cadastre for the parish of Saint-Ubalde, county of Portneuf, being a tract of land situate at Saint-Eloi-des-Mines, in the second range of Montauban, containing a width of two acres by a length of twenty one arpents, the whole more or less; bounded at the northeast end by the fourth range of Montauban, on the southeast side by Narcisse Gingras, on the northwest side by Fortunat Gingras, and at the southwest end by the residue of the land belonging to the vendor, at a line determined by the present fence built at about three arpents to the southeast of the public road of the said second range of Montauban, at the place where the said road crosses the line of division of the said land sold above with the adjacent piece of land belonging to the said Narcisse Gingras—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf,

neuf, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 19 avril 1923.

[Première publication, 21 avril 1923.]

[Deuxième publication, 5 mai 1923.]

2137-16-2

Québec, à savoir: } DAME ALPHONSINE
No 685. } NOEL, de Sainte-Anne-

de-la-Pérade; contre JOSEPH-HECTOR LA-
FLECHE, du même endroit, à savoir:

Partie des lots Nos 114 et 409 (one quatorze
et quatre cent neuf), du cadastre officiel pour la
paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière, comté de
Lotbinière, étant un terrain situé au premier et
second rang de la dite paroisse, mesurant un ar-
pent et un tiers de front sur environ cinquante-
cinq arpents de profondeur; bornée au nord au
fleuve Saint-Laurent, au sud au chemin royal de
la concession Saint-François, au nord-est à Oné-
sime Gauron, et au sud-ouest aux autres parties
des dits lots cadastraux—avec bâtisses, à la re-
serve du tiers de la grange en faveur de sieur
Edouard Noël, suivant ses titres.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-
Louis-de-Lotbinière, comté de Lotbinière, le
VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain,
à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 19 avril 1923.

[Première publication, 21 avril 1923.]

[Deuxième publication, 5 mai 1923.]

2139-16-2

the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at
TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Quebec, 19th April, 1923.

[First publication, 21st April, 1923.]

[Second publication, 5th May, 1923.]

2138-16-2

Quebec, to wit: } DAME ALPHONSINE
No. 685. } NOEL, of Sainte-Anne de

la Pérade; against JOSEPH HECTOR LAFLE-
CHE, of the same place, to wit:

Part of the lots Nos 114 and 409 (one hundred
and fourteen and four hundred and nine), of the
official cadastre for the parish of Saint-Louis-de-
Lotbinière, county of Lotbinière, being a piece of
land situate in the first and second range of the
said parish, measuring one arpent and a third in
front by about fifty five arpents in depth;
bounded to the north by the river Saint Law-
rence, to the south by the King's highway of con-
cession Saint François, to the northeast by Oné-
sime Gauron and to the southwest by other parts
of the said cadastral lots—with the buildings,—
with the reserve of one third of the barn in favour
of Edouard Noël, according to his titles.

To be sold at the door of the church of Saint
Louis-de-Lotbinière, county of Lotbinière, the
TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN
o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Quebec, 19th April, 1923.

[First publication, 21st April, 1923.]

[Second publication, 5th May, 1923.]

2140-16-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.—District of Roberval.

Province of Québec. } FRANCOIS BOU-
No 2253. } CHARD, de Saint-

Amédée, cultivateur, demandeur; vs ARTHUR
SAVARD, du même lieu, cultivateur, défendeur.

Tous les droits, ouvrages, privilèges et préten-
tions quelconques que ledit demandeur François
Bouchard a et peut avoir sur l'immeuble ci-des-
sous désigné, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné
sous le numéro vingt-deux (No 22), aux plan et
livre de renvoi officiels du cadastre pour le cin-
quième rang du canton Dolbeau—avec ensemble
les bâtisses dessus construites, appartenances et
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc, JEUDI, le
DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain (1923),
à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, 9 avril 1923.

[Première publication, 14 avril 1923]

1883-15-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province of Québec, } DAME CLAUDIA
District of Roberval. } BRASSARD, épou-

No 3616, à savoir: } se contractuellement sé-
parée de biens de Georges Deschenes mis en cause
pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Roberval.

Province of Québec. } FRANCOIS BOU-
No. 2253. } CHARD, of Saint-

Amédée, farmer, plaintiff; vs ARTHUR SAVARD
of the same place, farmer, defendant.

All the rights, works, privileges and preten-
tions whatsoever which the said plaintiff Fran-
çois Bouchard has and may have on the immov-
able hereunder described, to wit:

The lot of land now known and designated
under the number twenty two (No. 22) on the
official cadastral plan and book of reference for
the fifth range of the township of Dolbeau—
together with the buildings thereon erected,
appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the
parish of Sainte-Jeanne-d'Arc, on THURSDAY,
the SEVENTEENTH day of MAY next (1923),
at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 9th April, 1923.

[First publication, 14th April, 1923]

1884-15-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } DAME CLAUDIA
District of Roberval. } BRASSARD, wife

No. 3616, to wit: } separated as to property
by marriage contract of Georges Deschenes, a
party hereto to assist and authorize his said wife

des présentes, demanderesse; vs JOSEPH-LOUIS MALTAIS, de Péribonca, défendeur.

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quarante-huit (No 48), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Dalmas, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie—avec ensemble les bâties dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-de-Péribonca, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 9 avril 1923.

[Première publication, le 14 avril 1923]
1885—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } JOSEPH E. LEMIEUX
District de Roberval, } J.-ADELARD FIL-
No 104. } LION et LEO DUGAL,

tous trois de la Cité de Québec, marchands quincailliers, y faisant affaires ensemble comme tels sous la raison de Jos.-E. Lemieux, demandeurs; vs HILDEVERT DUFOUR et JOS. H. TREMBLAY, Enrg. de Mistassini, défendeurs.

Tous les droits, ouvrages, privilèges et prétentions quelconques que le dit défendeur Hildevert Dufour a et peut avoir sur les immeubles ci-dessous désignés, à savoir:

Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros quarante-deux, quarante-trois et quarante-quatre-A du treizième rang, quarante-trois du douzième rang (Nos 42, 43 & 44-A R-13, 43-R-12), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau, dans la paroisse de Mistassini—avec ensemble les bâties dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel-de-Mistassini, MERCREDI, le SEIZIEME jour de MAI prochain, (1923), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 9 avril 1923.

[Première publication, le 14 avril 1923]
1887—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH-E. LEMIEUX
District de Roberval, } J.-ADELARD FIL-
No 3255. } LION et LEO DUGAL,

tous trois de la cité de Québec, marchands quincailliers, y faisant affaires ensemble comme tels sous la raison de Jos.-E. Lemieux, Enrg., demandeurs; vs ALBERT GIRARD et JOS.-H. TREMBLAY, Enrg., de Mistassini, défendeurs.

Tous les droits, ouvrages, privilèges et prétentions quelconques, que le dit défendeur Albert Girard a et peut avoir sur les immeubles ci-dessous désignés, à savoir:

Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros vingt-trois-B, vingt-quatre-A, vingt-quatre-B, vingt-cinq-A et vingt-cinq-B (Nos. 23-B, 24-A, 24-B, 25-A et 25-B), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang du canton Pelletier—avec ensemble les bâties dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-

for the purposes hereof, plaintiff; vs JOSEPH-LOUIS MALTAIS, of Péribonca, defendant.

The lot of land now known and designated under the number forty eight (No. 48) on the official cadastral plan and book of reference for the sixth range of the township of Dalmas, containing one hundred acres, more or less, in superficies—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Edouard-de-Péribonca, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of MAY next (1923), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, April 9th, 1923.

[First publication, the 14th April, 1923]
1886—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Québec, } JOSEPH E. LEMIEUX
District of Roberval, } J. ADELARD FIL-
No 104. } LION and LEO DUGAL,

all three of the city of Québec, hardware merchants and there carrying on business together as such under the firm name of Jos. E. Lemieux, plaintiffs; vs HILDEVERT DUFOUR and JOS. H. TREMBLAY, Reg'd, of Mistassini, defendants.

All the rights, works, privileges and pretensions whatsoever which the said defendant Hildevert Dufour has and may have on the immoveables hereunder described, to wit:

The lots of land now known and designated under the numbers forty two, forty three and forty four-A of the thirteenth range, forty three of the twelfth range (Nos. 42, 43 & 44-A—R. -13, 43-R-12), on the official plan and book of reference of the township of Dolbeau, in the parish of Mistassini—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Michel de Mistassini, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of MAY next, (1923), at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, April 9th, 1923.

[First publication, the 14th April, 1923]
1888—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } JOSEPH E. LEMIEUX
District of Roberval, } J. ADELARD FIL-
No. 3255. } LION and LEO DUGAL,

all three of the city of Québec, hardware merchants, and there carrying on business together as such under the firm name of Jos.-E. Lemieux Reg'd, plaintiffs; vs ALBERT GIRARD and JOS. H. TREMBLAY, Reg'd, of Mistassini, defendants.

All the rights, works, privileges and pretensions whatsoever which the said defendant Albert Girard has and may have on the immoveables hereunder described, to wit:

The lots of land now known and designated under the number twenty three -B, twenty four A, twenty four-B, twenty five-A and twenty five-B (Nos. 23-B, 24-A, 24-B, 25-A and 25-B) on the official cadastral plan and book of reference for the third range of the township of Pelletier—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the

roisse de Saint-Michel-de-Mistassini, MÈRCRE-
DI, le SEIZIÈME jour de MAI prochain (1923)
à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Roberval, 9 avril 1923.

[Première publication, 14 avril 1923]

Le shérif,

GEO. LEVESQUE.

1889—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } ARMAND SYLVES-
District de Roberval. } TRE, avocat, de la
No 3529. } ville de Roberval, de-
mandeur; vs RODOLPHE MORIN et E.-E. TREMBLAY, tous deux de Roberval et y faisant affaires sous le nom de Morin & Tremblay; contre les biens immobiliers de E.-E. TREMBLAY, à savoir:

1. Un emplacement situé en la ville de Roberval, mesurant cent cinq pieds, plus ou moins, de largeur, sur cent pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre numéro neuf (Ptie No. 9) du rang B, de la subdivision primitive du canton Roberval, faisant maintenant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-neuf (ptie 29) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval; borné en front au nord-est à la rue Saint-Joseph, en profondeur au sud-ouest partie au terrain ci-après désigné et partie au terrain de David Moreau ou représentants, tenant au sud-est au terrain de Jean Lavoie et au nord-ouest à celui de Ambroise Poitras ou représentants—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sauf à en distraire un terrain de forme irrégulière mesurant trente-quatre pieds et six pouces dans la ligne nord-est, soixante pieds dans la ligne sud-ouest, soixante-quinze pieds dans la ligne nord-ouest et soixante-dix-huit pieds et six pouces dans la ligne sud-est; borné en front au nord-est à la rue Saint-Joseph, en profondeur au sud-ouest et tenant au nord-ouest à l'emplacement ci-dessus désigné et vendu, et au sud-est au terrain de Jean Lavoie—avec appartenances et dépendances, lequel terrain aussi distrait appartient à Liboire Trottier;

2. Un terrain mesurant cinquante-trois pieds et dix pouces de front sur vingt-cinq pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro vingt-neuf (ptie 29), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit village de Roberval, contigu à celui ci-dessus désigné; borné en front, au nord-est audit terrain ci-dessus désigné, en profondeur au sud-ouest au terrain de Théophile Bouchard ou représentants, tenant au nord-ouest au terrain de David Moreau ou représentants et au sud-est au terrain du dit Jean Lavoie—avec les bâtisses y érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Roberval, MARDI, le QUINZIÈME jour de MAI prochain, (1923) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Roberval, le 9 avril 1923.

[Première publication, 14 avril 1923]

Le shérif,

GEO. LEVESQUE.

1891—15-2

parish of Saint-Michel-de-Mistassini, on WED-
NESDAY, the SIXTEENTH day of MAY next,
(1923), at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,

GEO. LEVESQUE.

Sheriff.

Roberval, April 9th, 1923.

[First publication, the 14th April, 1923]

1890—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ARMAND SYLVES-
District of Roberval. } TRE, advocate, of
No. 3529. } the town of Roberval,
plaintiff; vs RODOLPHE MORIN and E. E. TREMBLAY, both of Roberval and there carrying on business under the name of Morin & Tremblay; against the immoveable property of E. E. TREMBLAY, to wit:

1. An emplacement situate in the town of Roberval, measuring one hundred and five feet, more or less, in width by one hundred feet in depth, forming part of the lot of land number nine (Pt. No. 9) of range "B", of the original subdivision of the township of Roberval, now forming part of the lot of land known and designated under the number twenty nine (Pt. 29) on the official cadastral plan and book of reference of the village of Roberval; bounded in front to the north-east by Saint-Joseph street, in depth to the south-west partly by the land hereunder described and partly by the land of David Moreau or representatives, on the southeast by the land of Jean Lavoie and on the northwest by that of Ambroise Poitras or representatives—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies; save and to be deducted therefrom a piece of land of irregular figure measuring thirty four feet and six inches in the northeast line, sixty feet in the southwest line; seventy five feet in the northwest line and seventy eight feet and six inches in the southeast line; bounded in front to the northeast by Saint-Joseph street, in depth to the southwest and on the northwest side by the emplacement above described and sold and on the southeast side by the land of Jean Lavoie—with appurtenances and dependencies—said piece of land deducted belonging to Liboire Trottier;

2. A piece of land measuring fifty three feet and ten inches in front by twenty five feet in depth, forming part of the lot number twenty nine (Pt. 29) of the official cadastral plan and book of reference of the said village of Roberval, lying contiguous to the one above described; bounded in front to the northeast by the said land above described, in depth to the southwest by the land of Théophile Bouchard or representatives, on the northwest side by the land of David Moreau or representatives and on the southeast side by the land of the said Jean Lavoie—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House, at Roberval, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of MAY next, (1923) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Roberval, April 9th, 1923.

[First publication, 14th April, 1923]

1892—15-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

PROCÉDURE SOMMAIRE

Cour de Circuit, dans et pour le district de Terrebonne.

Canada,
Province de Québec,
District de Terrebonne.
No 8769.

TE. défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement situé en la ville de Saint-Jérôme, du côté sud de la rue Saint-Alexandre, connu et désigné comme étant partie du lot numéro trois cent soixante-trois (pt. No 363) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme—avec bâtisses dessus construites, mesurant, ledit emplacement, cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné comme suit: au nord par la rue Saint-Alexandre, au sud par le reste du dit No 363, d'un côté à Joachim Neveu ou représentants, et de l'autre côté par la rue Saint-Jovite;

2. Un autre emplacement situé au même endroit et contigu au terrain ci-dessus décrit, connu et désigné comme étant partie du dit lot numéro trois cent soixante-trois (pt. No 363) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, mesurant seize pieds de largeur sur la rue Saint-Jovite par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné comme suit: au nord par l'emplacement sus-décrit, à l'est par la rue Saint-Jovite, au sud par le reste dudit No 363, et à l'ouest par les propriétés de la rue Saint-Georges—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le SEIZIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-trois, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,
J. W. CYR.

Sainte-Scholastique, 10 avril 1923.

[Première publication, 14 avril 1923]

1877—15-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières

Trois-Rivières, à savoir: } C RAMOND-O. BAPTIST, demandeur;
No 244. }
contre ERNEST BROCHU, défendeur, et Napoléon Alarie, syndic autorisé, mis en cause.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la ville du Cap-de-la-Madeleine, au côté nord-est d'une rue appelée Dorval, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante-trois (ptie No 163), du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, mesurant quatre-vingt-dix pieds de largeur, sur environ cent dix pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise; borné en front par la rue Dorval, en profondeur aux représentants de Edouard Loranger, du côté sud-est à Alfred Saint-Onge, et du côté

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

SOMMAIRE PROCEDURE.

Circuit Court, in and for the county of Terrebonne.

Canada,
Province of Québec,
District of Terrebonne.
No. 8769.

dant.

As belonging to the said defendant, the following immoveables, namely:

1. An emplacement situate in the town of Saint-Jérôme, on the south side of Saint-Alexandre street, known and designated as being part of the lot number three hundred and sixty three (Pt. No. 363), on the official plan and book of reference of the town of Saint-Jérôme—with the buildings thereon erected, measuring, the said emplacement, fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measurements and more or less; bounded as follows: to the north by Saint Alexandre street, to the south by the residue of said lot No. 363, on one side by Joachim Neveu or representatives and on the other side by Saint-Jovite street;

2. Another emplacement situate at the same place and adjacent to the land above described, known and designated as being part of the said lot number three hundred and sixty three (Pt. No. 363), on the official plan and book of reference of the town of Saint-Jérôme, measuring sixteen feet in width on Saint-Jovite street by one hundred feet in depth, English measurements and more or less, and bounded as follows: to the north by the emplacement above described, to the east by Saint-Jovite street, to the south by the residue of said lot No. 363 and to the west by the properties of Saint-Georges street—without buildings.

To be sold at the door of the Catholic church, in the town of Saint-Jérôme, said district, the SIXTEENTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sainte-Scholastique, 10th April, 1923.

[First publication, 14th April, 1923]

1878—15-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers

Three Rivers, to wit: } C RAMOND O. BAPTIST, plaintiff;
No. 244. }
against ERNEST BROCHU, defendant, and Napoléon Alarie, authorized trustee, mis en cause.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the town of Cap-de-la-Madeleine, on the northeast side of a street called Dorval, and forming part of the lot of land known and designated under number one hundred and sixty three (Pt. No. 163), of the official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, measuring ninety feet in width, by about one hundred and ten feet in depth, the whole English measurements; bounded in front by Dorval street, in depth by the representative of Edouard Loranger, on the southeast

nord-ouest à Adem Rochelcau ou ses successeurs
—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, 1923, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 2 mai 1923.
[Première publication, 5 mai 1923.]
2481—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières
Trois-Rivières, à savoir: } LA CAISSE POPU-
No 365. } LAIRE de Saint-Boniface-de-Shawinigan, société coopérative, incorporée en vertu des syndicats de Québec, 1909, ayant sa principale place d'affaires dans la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, comté de Saint-Maurice, district des Trois-Rivières, demanderesse; contre EUGENE LECLAIRE ET AL., défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur solidaire Eugène Leclaire, à savoir:

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, faisant partie du lot numéro douze (Ptie No 12), du septième rang du township de Shawinigan, de figure irrégulière, contenant en superficie, y compris la grandeur de l'étang formé par la rivière Yamachiche, onze acres et vingt-trois perches; borné en front vers le sud-ouest, par la ligne entre le septième et le huitième rang, en profondeur, vers le nord-est, par les numéros trois cent quarante et trois cent quarante-deux, d'un côté vers le nord-ouest, par le numéro trois cent trente-neuf, et de l'autre côté vers le sud-est par les numéros trois cent quarante-deux et trois cent quarante-trois—avec un moulin à scie, moulin à farine et à carder, et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, le SIX-IEME jour de JUIN prochain, 1923, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 2 mai 1923.
[Première publication, 5 mai 1923.]
2483—18-2

Lettres patentes

"Hampstead Land & Construction Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1923, constituant en corporation: Gordon Walters Macdougall, avocat et conseil du Roi, Gregor Barclay, William Bridges Scott, Adrian Knatchbull Hugessen, avocats, et James Geary Cartwright, gérant, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location, échange ou autrement et utiliser, détenir et améliorer des terrains, tenements, héritages, immeubles et intérêts en iceux, et généralement faire les opérations d'une compagnie foncière avec pouvoir d'acheter détenir, développer, améliorer, défricher, coloniser, cultiver, louer, grever, échanger, vendre et autrement commercer et aliéner des propriétés foncières et terrains, soit en culture ou non, et

side by Alfred Saint-Onge, and on the northwest side by Adem Rocheleau or assigns—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, in the town of Cap-de-la-Madeleine, the FIFTH day of JUNE next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Three Rivers, 2nd May, 1923.
[First publication, 5th May, 1923.]
2482—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers
Three Rivers, to wit: } LA CAISSE POPU-
No. 365. } LAIRE de Saint-Boniface-de-Shawinigan, a co-operative association incorporated under the Quebec Syndicates' Act, 1909, having its head office in the parish of Saint Boniface-de-Shawinigan, county of Saint-Maurice, district of Three Rivers, plaintiff; against EUGENE LECLAIRE ET AL., defendants.

As belonging to the said joint defendant Eugène Leclaire, to wit:

A piece of land situate in the parish of Saint Boniface-de-Shawinigan, forming part of the lot number twelve (Pt. No. 12), of the seventh range of the township of Shawinigan, of irregular figure, containing in area, including the area of the pond formed by the Yamachiche river, eleven acres and twenty three perches; bounded in front towards the southwest, by the line between the seventh and eighth ranges, in depth, towards the northeast, by the numbers three hundred and forty and three hundred and forty two, on one side, towards the northwest, by the number three hundred and thirty nine, and on the other side, towards the southeast, by the numbers three hundred and forty two and three hundred and forty three—with the saw-mill, flour and carding mill and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, the SIXTH day of JUNE next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Three Rivers, 2nd May, 1923.
[First publication, 5th May, 1923.]
2484—18-2

Letters patent

"Hampstead Land & Construction Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixteenth day of April, 1923, incorporating: Gordon Walters Macdougall, advocate and King's Counsel, Gregor Barclay, William Bridges Scott, Adrian Knatchbull Hugessen, advocates, and James Geary Cartwright, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to use, hold and improve lands, tenements, hereditaments, immovables and interest therein, and generally to carry on the business of a land company, with the power of purchasing, holding, developing, improving, clearing, settling, cultivating, renting, pledging, exchanging, selling and otherwise dealing in and disposing of real estate and lands, whether cultivated

tout intérêt ou droit s'y rattachant, et à cette fin, payer et placer des fonds dans l'achat, l'arpentage, le défrichage, l'amélioration, le développement et la préparation pour occupation et colonisation des terrains qui peuvent être nécessaires pour les fins de la compagnie, et dans et sur tels terrains, faire, construire, ériger, bâtir et entretenir des chemins, ponts, et autres moyens de communication intérieure, des maisons, moulins, fabriques et manufactures et autres bâties et travaux nécessaires ou utiles pour l'occupation et l'amélioration et exploiter et exécuter tous travaux ou améliorations sur ces mêmes terrains;

Vendre, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement négocier tels immeubles ou toute partie d'iceux et développer, améliorer et subdiviser toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement;

Faire des avances par voie de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour fins de construction et pour autres améliorations, aider au moyen d'avances ou autres à la construction et à l'entretien de chemins, rues, aqueducs, égouts ou autres travaux d'améliorations susceptibles de rendre plus facile l'accès des propriétés de la compagnie et d'augmenter leur valeur;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou de toutes sommes d'argent dues à la compagnie par les acheteurs ou avances faites par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou pour autres améliorations;

Faire des placements de deniers sur des immeubles au profit de toute personne ou corporation; assumer le soin et l'administration des placements ainsi faits et d'autres placements semblables et les garantir;

Acquérir et détenir des édifices à bureaux, conciergeries et toutes autres sortes d'édifices et les vendre ou les louer en tout ou en partie et agir comme gérants ou agents pour tels édifices;

Faire les opérations d'une agence ou association pour et au nom d'autres qui confieront des deniers à la compagnie pour fins de prêts ou de placements et aussi garantir le remboursement du principal ou le service des intérêts, ou les deux de toutes sommes de deniers confiées à la compagnie pour fins de placement et aux fins de protéger la compagnie contre toute perte sur toute garantie ou obligations ou toutes avances faites par la compagnie; et recevoir et disposer de toute description de biens ou valeurs qui sont transportés, engagés, hypothéqués ou cédés à la compagnie ou placés dans ces entrepôts en rapport avec telle garantie, obligation, avance ou placement;

Garantir tous placements faits par la compagnie comme agents ou autrement;

Solliciter et acquérir sous toutes conditions, des brevets d'invention, droits de brevets, procédés, concessions, patentes, marques de commerce, droits d'auteur ou autre privilège ou protection de même nature se rapportant à tout sujet, article ou objet de fabrication ou convenant à l'industrie de la compagnie ou les faire valoir en les fabricant ou les exploitant ou en accordant des permis à leur sujet ou autrement;

Acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou toute partie de l'industrie, des biens, de l'actif et du passif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou en possession de biens utiles ou appropriés aux fins de la compagnie;

or not, and any interest or right therein, and for that purpose to pay out and invest capital in purchasing, surveying, clearing, improving, developing and preparing for occupation and settlement such lands as may be necessary for the purposes of the said company, and in and upon such lands to make, construct, erect, build and maintain roads, bridges and other internal communications, houses, mills, factories and manufactures, and other buildings and works necessary or expedient for the occupation or improvement of any such lands, and to operate and carry on any works or improvements thereon;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers, and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To invest monies in immoveable property for the benefit of any person or corporation; to undertake the care and management of investments so made and similar investments, and guarantee the security of the same;

To acquire and own office buildings, apartment houses and any and all other classes of buildings and to sell or lease the same or parts thereof and to act as managers or agents for such buildings;

To act as an agency or association for and on behalf of others who entrust the company with money to lend or invest, and also secure the repayment of the principal, or the payment of the interest, or both, of any monies entrusted with the company for investment, and for the purpose of securing the company against loss, upon any guarantee or obligation, or any advance made by the company; and to receive and dispose of any description of assets or security which is conveyed, pledged, mortgaged or assigned to or warehoused with the company in connection with such guarantee, obligation, advance or investment;

To guarantee any investment made by the company as agent or otherwise;

To apply for, and acquire on any terms, letters patent of invention, patent rights, processes, concessions, licenses, trademarks, copyrights or any other privileges or protections of a like nature for or connected with any matter, article or subject of manufacture or convenient for the business of the company, and to turn the same to account by manufacturing or working the same or granting licenses in respect thereof or otherwise;

To purchase or otherwise acquire or undertake all or any part of the business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business with objects similar in whole or in part to those of the company, or possessed of property suitable and proper for the purposes of the company;

Emettre des actions, obligations, débetures acquittées de la compagnie en paiement, soit intégral ou partiel, de tous biens mobiliers ou immobiliers, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir et aussi émettre telles actions, obligations, débetures ou autres valeurs entièrement acquittées en paiement ou paiement partiel ou en échange des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce en tout ou en partie semblable ou connexe au commerce de cette compagnie;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou exploitant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et acquérir, détenir, donner en garantie ou autrement aliéner telles actions, obligations ou autres valeurs, nonobstant les dispositions de l'article 5985 des Statuts refondus de la province de Québec;

Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les entreprises conjointes, les concessions réciproques ou pour autres fins avec toute personne, société ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou exploiter toute industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter ou se fusionner à toute telle compagnie;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par toutes telles personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Placer et négocier les deniers disponibles de la compagnie sur telles valeurs et de la manière qui seront déterminées de temps à autre;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, toute propriété ou biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs d'une ou de plusieurs autres compagnies qui pourraient avoir acheté ou assumé soit en tout ou en partie les biens ou le passif de cette compagnie;

Se fusionner à une ou plusieurs autres compagnies dont les objets sont semblables à ceux ci-dessus mentionnés;

Vendre, louer, échanger, ou autrement aliéner en tout ou en partie, les biens, les droits ou l'entreprise de la compagnie pour la considération qui sera convenue et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, jugées avantageuses pour la totalité ou aucun des objets de la compagnie, et obtenir de tel gouvernement, autorité, tous droits, privilèges ou concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter et exercer tels arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer, les vendre ou en disposer;

Faire enregistrer, autoriser, ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tous pays ou états étrangers et y désigner les personnes qui, d'après le lois de telle province, pays ou état, représenteront la compagnie et accepteront, pour et en son nom, assignation de toutes procédures ou actions;

Faire tous autres actes et chose, qui se rattachent ou sont appropriés à la réalisation des ob-

To issue paid-up shares, bonds or debentures for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, and also to issue such fully paid shares, bonds or other securities in payment, part payment or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part or incidental to the business of this company;

To purchase, acquire, hold, and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in, and to acquire, hold, pledge, or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities, notwithstanding the provisions of article 5985 of the Revised Statutes of the province of Quebec;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership, or company carrying on or engaged in, or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry or to amalgamate with any such company;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement guarantee of bonds, debentures or otherwise securities or otherwise of any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such persons with whom the company may have business relations;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property or assets of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have purchased or taken over, either in whole or in part, the property assets or liabilities of this company;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar to those herein enumerated;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, rights or undertaking of the company for such consideration as may be agreed upon, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To enter into any arrangement with any governments or authorities supreme, municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which it may be desirable to obtain and carry out, exercise and comply with or sell or dispose of any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other Province of Canada or in any foreign country or state, and to designate persons herein according to the laws of such Province, country or state to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the

jets précités ou aucun d'iceux, et exercer toute industrie, soit manufacturière ou autre, connexe aux fins et objets ci-dessus énumérés et que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun de ses biens ou droits ou de les rendre profitables;

Faire toutes les choses autorisées par les présentes, soit seule ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs ou agents;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Hampstead Land & Construction Company" avec un capital total de trois cent cinquante mille piastres (\$350,000.00) divisé en trois mille cinq cents (3,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

2377 C.-J. SIMARD.

"Lamy, Limitée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1923, constituant en corporation. Joseph Ephrem Panneton, commerçant, Québec; Joseph-Émilie Goulet, agent, Lévis; Léopold-Pierre Dufresne, industriel, Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'achat et de vente de pré-lards de tous genres et de toutes dimensions, de tapis de tous genres et de toutes dimensions comprenant aussi des carpettes de toutes façons, ainsi que de toutes marchandises sèches en général;

Transiger pour les fins de ce commerce de toutes manières et pouvoir donner, placer, mettre, transporter, en tout ou en partie comme garantie collatérale ou conditionnelle le fonds de commerce de la compagnie;

Emprunter des deniers, avec pouvoir d'acheter ou de vendre des biens meubles et immeubles pour les fins générales du commerce de la compagnie, sous le nom de "Lamy, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

2369 C.-J. SIMARD.

"Robert Dryer, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1923, constituant en corporation: Max Bernfeld, Leopold Barry, avocats, Harry Bierack, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce général de marchandises sèches et exercer l'industrie manufacturière avec pouvoir de transiger toutes affaires de nature semblable;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir

above objects or any of them, and to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with or as factors or agents of others;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Hampstead Land & Construction Company", with a total capital stock of three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000.00), divided into three thousand five hundred (3500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1923.

C. J. SIMARD,

2378 Assistant Provincial Secretary.

"Lamy, Limitée."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1923, incorporating: Joseph Ephrem Panneton, trader, Quebec, Joseph Emilio Goulet, agent, Lévis; Leopold Pierre Dufresne, merchant, Montreal, for the following purposes:

To buy and sell oil cloths of every kind and dimensions, floor coverings of every kind and dimensions, including all kinds of carpets as well as general dry goods;

For the above purposes to transact in every way and to be able to give, invest, place, transfer in whole or in part as collateral or conditional security the stock in trade of the company;

To borrow moneys with power to buy and sell moveable and immovable property for the general purposes of the business of the company, under the name of "Lamy, Limitée", with a total capital-stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1923.

C. J. SIMARD,

2370 Assistant Provincial Secretary.

"Robert Dryer, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1923, incorporating: Max Bernfeld, Leopold Barry, advocates, Harry Bierack, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general dry goods and manufacturing business, with power to transact all business of a similar nature;

To purchase, take or lease, or otherwise ac-

tous intérêts dans tous terrains, bâtisses, usines, machineries et propriétés qui peuvent servir aux fins de la compagnie;

Eriger et construire des bâtisses, usines et machineries en rapport avec les fins de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir tous autres biens, droits et intérêts pour aucune des fins susdites;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits de brevet, patentes, privilèges ou autorisations pour ou au sujet de toutes inventions qui peuvent être jugées utiles à la compagnie;

Hypothéquer, grever, vendre, louer ou aliéner aucun des terrains, usines, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits de brevet ou autres propriétés de la compagnie;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie exerçant un commerce de même nature et les vendre ou autrement les négocier;

Faire toutes conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les entreprises conjointes, les concessions réciproques ou pour autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter et d'exercer et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Acquérir de toute personne, firme ou corporation toute industrie de même nature ou connexe à ce qui précède et émettre des actions entièrement acquittées en paiement ou paiement partiel de leur prix d'achat;

Prendre et acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, mobilières ou immobilières, pour tels engagements, obligations envers la compagnie, encourus ou qui seront encourus relativement aux fins et objets de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses nécessaires, appropriées et convenables relativement à l'achat, la vente, l'importation et la fabrication des effets de la nature de ceux vendus par des marchands et par des manufacturiers de nouveautés, sous le nom de "Robert Dryer, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
2383 C.-J. SIMARD.

"Hartney Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1923, constituant en corporation: Michael Thomas Burke, avocat, Patrick Mullin, comptable, John William Long, étudiant en loi, de la cité de Montréal, Nathaniel Samuel Fineberg, avocat, William Alexander Gray, surintendant d'assurance, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre ou autrement acquérir, manufacturer, troquer et aliéner des effets, denrées et

quire any interests in any lands, buildings, works, machinery, or properties that may be useful for the purposes of the company;

To erect and construct buildings, works, and machinery in connection with the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire, any other properties, rights and interest for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any invention which may be deemed useful to the company;

To mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights, or other properties of the company;

To hold and own shares and securities in any other company or carrying on business of a like nature, and to sell or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangements for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To acquire from any person, firm or corporation any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part-payment of the purchase price thereof;

To take and acquire, and hold security of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in respect of the purposes and objects of the company;

To do any and all matters and things necessary, fit and proper in and about the purchase, sale, importation, and manufacture of goods of the nature sold by dry goods merchants, and generally to carry on the business of dry goods merchants and manufacturers, under the name of "Robert Dryer, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1923.

C. J. SIMARD,
2384 Assistant Provincial Secretary.

"Hartney Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1923, incorporating: Michael Thomas Burke, advocate, Patrick Mullin, accountant, John William Long, law student, of the city of Montreal, Nathaniel Samuel Fineberg, advocate, William Alexander Gray, insurance superintendent, of the city of Westmount, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell or otherwise acquire, manufacture, deal in and dispose of goods, wares and merchandise

marchandises de toutes sortes et espèces et sans en aucune manière limiter la généralité de ce qui précède, acheter, vendre, louer ou acquérir autrement et faire le commerce général de machines pour reproduire le son, machines parlantes et disques pour telles machines, pianos, musique en feuilles, instruments de musique et articles de musique de toutes sortes et leurs accessoires, avec tous les droits, brevets et améliorations y attachés, et toutes machineries adaptées à telles fins;

Entretenir et exploiter pour les fins de la compagnie des magasins, boutiques, entrepôts et tous autres édifices et établissements qui peuvent être nécessaires ou appropriés à l'obtention des objets de la compagnie;

Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir exercer convenablement conjointement avec son industrie ou de nature à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir ou assumer et payer soit en deniers comptants ou en actions acquittées de cette compagnie ou partie en deniers comptants et partie en actions acquittées de cette compagnie, la totalité ou toute partie du commerce, des biens et du passif de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou en possession de biens convenant aux fins de cette compagnie et les payer en action ou obligations de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Acheter, louer et vendre des immeubles et bâtir, des magasins, entrepôts et autres constructions;

Faire ce qui est nécessaire, approprié ou utile à l'obtention d'aucun des objets précités, sous le nom de "Hartney Company, Limited";

Le montant du capital de la compagnie sera de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en cinq cent cinquante (550) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent piastres (\$100) chacune et de deux (200) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent piastres (\$100), sujettes aux termes et conditions qui suivent:

(a) Les actions privilégiées auront rang, tant pour les dividendes que pour le remboursement du capital, en priorité à toutes autres actions de la compagnie, mais n'auront aucun droit additionnel de participer dans les profits ou l'actif de la compagnie;

(b) Les détenteurs desdites actions privilégiées auront droit de recevoir comme première charge, un dividende cumulatif privilégié au taux de sept pour cent (7%) par année, payable semi-annuellement sur le capital alors payé sur lesdites actions respectivement;

(c) Les détenteurs des actions privilégiées auront droit de nommer et d'élire un membre du bureau de direction, mais sauf tel qu'autrement prévu par les présentes ils n'auront pas droit de nommer et voter pour aucun autre membre du bureau;

(d) Les profits réalisés chaque année seront appliqués comme suit: et pas autrement: premièrement, pour la rédemption de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00) au moins de valeur au pair d'actions privilégiées; deuxièmement, le solde

dise of every kind and description, and without in any way restricting the generality of the foregoing, to buy, sell, lease or otherwise acquire, and generally trade in sound reproducing machines, talking machines, and records for such machines, pianos, sheet music, musical instruments and musical merchandise of all kinds and all appurtenances thereto, together with all rights, patents and improvements thereon, and any and all machinery adapted for such purposes;

To maintain and operate for the purposes of the company stores, shops, warehouses, and any and all other buildings and establishments which may be necessary or conducive to the attainment of the objects of the company;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and or undertake and to pay for, either in cash or in paid up capital stock of the Company, or partly in cash and partly in paid up capital stock of this company, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and pay for same in shares or bonds of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To buy, lease and sell real estate, and build stores, warehouses or other structures;

To do any and all things necessary, incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Hartney Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be seventy-five thousand dollars (\$75,000.00), divided into five hundred and fifty (550) common shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and two hundred (200) preference shares of the par value of one hundred (\$100.00) dollars each, under the following terms and conditions:

(a) The preference shares shall rank, both as to dividend and return of capital, in priority to all other shares of the company, but they shall not further participate in the profits or assets of the company;

(b) The holders of such preference shares shall be entitled to receive as a first charge a cumulative preferential dividend at the rate of seven per centum (7%) per annum, payable half-yearly, on the capital for the time being paid up on such shares respectively;

(c) The holders of preference shares shall be entitled to nominate and elect one member of the Board of Directors, but save as herein otherwise provided, they shall not be entitled to nominate or to vote for any other member of the board;

(d) The profits made each year are to be applied as follows and not otherwise: Firstly, in redeeming twenty five hundred dollars (\$2,500.00) at least of par value of preferred shares; and, secondly: the balance of the said annual profits

desdits profits annuels sera divisé en deux parties égales; une partie devant être utilisée pour une autre rédemption additionnelle d'actions privilégiées et l'autre devant être seulement disponible pour le service de dividende sur les actions ordinaires. La compagnie pourra toutefois en aucune année, au lieu de racheter des actions privilégiées en sus de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00) de valeur au pair, placer la balance des profits au fonds de réserve. Aucun dividende toutefois ne sera payé sur les actions ordinaires, à moins qu'en même temps, un montant additionnel d'actions privilégiées soit racheté égal au montant total des dividendes payés sur des actions ordinaires;

(e) La compagnie aura le droit de rappeler les actions privilégiées émises en tout ou en partie en aucun temps et de temps à autre en payant à leurs détenteurs la somme de cent piastres (\$100) pour chaque action avec en plus tous les dividendes accumulés dus sur icelle. La compagnie sera toutefois tenue à chaque année et tous les ans après le premier mars 1924, de racheter pas moins de vingt-cinq actions de capital privilégié et aucun dividende ne sera payable aux actions ordinaires à même la balance des profits qui restent à moins qu'en même temps, un montant additionnel d'actions privilégiées égal au montant total des dividendes payés aux actionnaires soit en même temps racheté par la compagnie;

(f) Jusqu'à ce que les actions privilégiées aient été rachetées, le vérificateur de la compagnie sera nommé et élu par les actionnaires détenant et possédant les actions privilégiées. Les détenteurs et possesseurs des actions privilégiées auront aussi libre et entier accès aux livres de la compagnie en aucun temps. Si en aucun temps, il apparaissait à la satisfaction du vérificateur de la compagnie, et il devra le certifier, que dans son opinion le surplus de l'actif sur le passif est moins de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), les actionnaires privilégiés auront immédiatement le droit d'assumer le contrôle de la compagnie à l'exclusion des actionnaires ordinaires et d'élire le bureau de direction au complet. Au cas où les actionnaires privilégiés assumeraient le contrôle et l'administration de la compagnie et ils retiendront ledit contrôle et l'administration à l'exclusion des actionnaires ordinaires jusqu'à ce qu'ils aient racheté toutes les actions privilégiées alors émises et non rachetées et ils auront droit de racheter, soit à même les profits ou le capital, lesdites actions privilégiées en tel montant et entelle quantité qu'ils jugeront convenables;

(g) Le capital payé sur les actions privilégiées ne sera pas sujet à cancellation ou réduction pour perte ou dépréciation;

(h) Advenant la liquidation de la compagnie, les détenteurs des actions privilégiées auront droit à ce que le surplus de l'actif soit appliqué: premièrement, au paiement du capital payé sur les actions privilégiées détenues par eux respectivement; deuxièmement, au paiement des arrérages, s'il y en a, de dividende sur les actions privilégiées susdites jusqu'au commencement de la liquidation. Après cela, ils n'auront droit additionnel de participer dans le résidu, s'il y en a, de l'excédent de l'actif, tel résidu appartiendra aux porteurs des actions ordinaires de la compagnie et sera divisé entre eux;

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

2379

C.-J. SIMARD.

to be divided into two equal parts; one to be used for a further redemption of preferred shares and the other to be alone available for dividends on common shares. The company may, however, in any year in lieu of retiring any preferred shares in excess of twenty five hundred dollars (\$2,500.00) par value, place the balance of profits to a reserve account. No dividends, however, shall be paid on the common shares unless at the same time an additional amount of preferred shares are retired equal to the total amount of the dividend paid on the common shares.

(e) The company shall have a right to retire the issued preference shares in whole or in part at any time and from time to time by paying to the holders thereof the sum of one hundred dollars (\$100.00) for each share, together with any accumulated dividends that may be due thereon. The company shall, however, be bound in each and every year after March 1st, 1924, to redeem not less than twenty five (25) shares of preferred stock and no dividends shall be payable to the common shareholders, out of the remaining balance of profits unless at the same time a further amount of preference shares, equal to the total amount of the dividends payable to the common shareholders is, at the same time, redeemed by the company.

(f) Until all preference shares shall have been redeemed, the Auditor of the company shall be named and elected by the shareholders holding and owning preference shares of stock. The holders and owners of preference stock shall also have full and free access to the books of the company at any time. If at any time it shall appear to the satisfaction of the Auditor of the company, and he shall so certify that, in his opinion, the surplus of assets over liabilities is less than twenty five thousand dollars (\$25,000.00), the preferred shareholders shall be immediately entitled to take over the control of the company to the exclusion of the common shareholders and to elect the entire Board of Directors. In the event of the preferred shareholders taking over the control and management of the company they shall retain the said control and management to the exclusion of the common shareholders until they have retired all the issued and outstanding preference shares and they shall be entitled to retire either out of profits or capital the said preference shares in such amounts and at such rate as they may deem advisable.

(g) The capital paid up on the preference shares shall not be liable to cancellation or reduction in respect of loss or depreciation;

(h) In the event of the winding up of the company the holders of the preferential shares shall be entitled to have the surplus assets applied, first, in paying off the capital paid up on the preference shares held by them respectively; secondly, in paying off the arrears, if any, of the preferential dividend aforesaid to the commencement of the winding up. Thereafter they shall not have any further right to participate in the residue, if any, of the surplus assets. The residue of the surplus assets shall belong to and be divided among the holders of common stock of the company.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1923.

2380

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Island Power Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1923, constituant en corporation: Henry Noel Chauvin, John Joseph Meagher et Harold Earle Walker, conseils du Roi, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Construire, acquérir, entretenir, exploiter, utiliser et gérer des chaussées, digues, biez et tous travaux, machineries et outillages pour la génération et la production de l'électricité ou force électro-motrice, pneumatique, hydraulique ou autre et louer ou autrement acquérir tels travaux, machineries, électricité et énergie et accumuler, générer, transmettre et distribuer de l'électricité et de l'énergie ou force électro-motrice, pneumatique, hydraulique ou autre pour fins d'éclairage, de chauffage, de force motrice ou pour toutes autres fins pour lesquelles l'électricité ou la force ou l'énergie électrique ou autre peuvent être utilisées;

Pour les fins susdites, acquérir par achat, location, transfert, cession ou autrement toutes propriétés, terrains, baux, droits dans ou sur les eaux de la rivière des Prairies, ou pour leur emploi pour fins de développement hydraulique ou autre, ou d'autres droits dans ou contigus à la dite rivière des Prairies, dans la province de Québec, ou dans ou sur le lit et les bords de la dite rivière ou des ruisseaux, chenaux et marais y déversant ou situés à proximité d'icelles;

Ramasser, emmagasiner, endiguer les eaux de ladite rivière et ériger des travaux pour telles fins ou dans le but de protéger ses bords d'inondation ou de dommages au moyen de digues ou murs, ou travaux semblables ou par exhaussement tels bords et les terres avoisinantes et améliorer tels bords et terres adjacentes de la manière jugée judicieuse et sujet aux lois, statuts et règlements à cet effet alors en vigueur, exproprier tous terrains ou droits requis par les fins de la compagnie et inonder et submerger des terrains et propriétés contigus à ladite rivière et régler et compenser les dommages, s'il y en a, causés par telle inondation, tel que prévu par la loi ou par convention ou compromis;

Réclamer des terrains par remplissant en arrière des chaussées, digues ou autres travaux construits par la compagnie, ou les utiliser ou les faire valoir;

Exercer l'industrie d'une compagnie électrique, de lumière, d'éclairage et de force motrice dans toutes ces spécialités et fournir, acheter, louer ou autrement acquérir et construire, poser, ériger, établir, exploiter, maintenir et opérer toutes usines nécessaires, les stations, engins, machines, ateliers, cables, fils, réseaux, poteaux, tunnels, conduites ou autres conducteurs ou dispositifs pour la transmission de l'électricité ou de l'énergie, générateurs, accumulateurs, lampes, compteurs, transformateurs, appareils, accessoires et outillages connexes à la génération, à l'accumulation, à la distribution, à la transmission, à la fourniture, à la vente, à l'usage et à utilisation de l'électricité, aussi générer, accumuler, transmettre, distribuer, fournir et vendre l'électricité pour fins de chauffage et d'éclairage électriques, de propulsion et de force motrice, pour fins industrielles et autres, assumer, faire des contrats et arrangements relatifs à l'éclairage des cités, villes, rues, bâtisses et autres lieux et à l'appro-

"Montreal Island Power Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1923, incorporating: Henry Noel Chauvin, John Joseph Meagher and Harold Earle Walker, King's Counsels, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To construct, acquire, maintain, operate, use and manage, dams, dikes, flumes and all works, machinery and appliances for the generation and production of electricity, electric, pneumatic, hydraulic or other power or energy or to lease or otherwise acquire such works, machinery, electricity or power and to accumulate, generate, transmit and distribute electricity and electric, pneumatic, hydraulic, and other power and energy for light, heat, power or any purpose for which electricity or electric or other power or energy can be used;

For the above purposes to acquire by purchase, lease, transfer, assignment or otherwise any property, lands, leases, rights in or to the water, or the use thereof for water power development or otherwise, or other rights in or adjacent to the Rivière-des-Prairies in the Province of Quebec, or in or upon the bed and shores of the said river, or streams, channels and swamps, connected therewith or bordering on the same;

To collect, store and dam the waters of the said river and build works for such purpose or for the purpose of protecting the shores thereof from flooding or damage, by means of dikes or walls or similar works or by raising the level of such shores and adjacent lands and to improve such shores and adjacent lands in any way deemed advisable, and subject to the laws, statutes and regulations in such respect at the time in force, to expropriate any lands or rights required for the purposes of the company, and to flood or submerge lands and property adjacent to the said river and settle and compensate damages, if any, caused by such flooding as by law provided or by agreement or compromise;

To create land by filling in behind the dams, dikes or other works constructed by the company and to utilize or turn the same to account;

To carry on the business of an electric, light, heat and power company in all its branches, and to provide, purchase, lease or otherwise acquire and to construct, lay down, erect, establish, operate, maintain and carry out all necessary works, stations, engines, machinery, plant, cables, wires lines, poles, tunnels, conduits or other conductors or devices for the transmission of electricity or energy, generators, accumulators, lamps, meters, transformers, apparatus, appurtenances and appliances connected with the generation, accumulation, distribution, transmission, supply, sale, use and employment of electricity, and to generate, accumulate, transmit, distribute, supply and sell electricity, for the purposes of electric heating, lighting, traction and motive power and for industrial and other purposes, and to undertake and to enter into contracts and agreements for the lighting of cities, towns, streets, buildings and other places, and for the supply of electric light, heat and motive power for any or all public or

visionnement en lumière, chauffage et force motrice électrique à toutes fins d'ordre public ou privé ou à aucune d'icelles;

Exercer l'industrie de l'approvisionnement et fourniture d'eau et toute personne, compagnie ou municipalité pour usage domestique, industriel ou autre et obtenir des concessions, franchises et droits et privilèges semblables pour se procurer et utiliser l'eau des rivières navigables ou autres cours d'eau pour ces fins, ou permettre la vente, la distribution et l'approvisionnement d'eau et acquérir, posséder, exploiter et construire des pompes, machines, usines, tunnels, tuyaux, conduites, compteurs et travaux et dispositifs pour la distribution, la vente ou l'approvisionnement de l'eau;

Acquérir par achat, location, concession ou autrement toutes sortes de biens-fonds et propriétés mobilières ou tous intérêts ou droits s'y rattachant, et améliorer, subdiviser, bâtir, posséder, entretenir, vendre, louer, échanger et autrement faire le commerce de biens-fonds et propriétés immobilières;

Promouvoir, organiser et gérer des entreprises industrielles et commerciales, les établir sur des propriétés de la compagnie ou ailleurs, et construire et aménager des bâtisses, fabriques, usines et établissements pour telles fins, et vendre, louer, aliéner, ou exploiter telles industries ou entreprises, soit seule ou conjointement avec d'autres, en vertu d'arrangements ou de conventions avec toute autre personne ou compagnie et les faire opérer et exploiter par des compagnies contrôlées totalement ou partiellement par cette compagnie par la possession des actions ou autrement;

Bâtir et entretenir des ponts, viaducs, chemins, routes, quais, entrepôts et autres travaux et commodités sur ou au-dessus de la propriété, des écluses ou travaux de la compagnie ou les exploiter et faire valoir, et sujet à toutes lois ou règlements municipaux ou autres à cet effet, construire un pont ou des ponts sur la rivière des Prairies ou au-dessus de tout chenal de la dite rivière et les faire valoir et faire toutes conventions concernant la construction, le coût, l'entretien, les revenus ou pour autres fins au sujet de tels ponts avec toute autorité municipale ou gouvernementale qui seront jugés susceptibles de promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

Construire, acquérir et exploiter des embranchements ou lignes, de raccordement de télégraphe ou téléphone ou autres moyens de communication sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie et pour les fins de la compagnie seulement;

Exercer tout autre commerce, industrie ou fabrication connexes ou alliés en aucune manière aux fins précitées que la compagnie croira susceptibles d'être convenablement exercés en rapport avec telles fins ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou des entreprises de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir par achat, location ou autrement la totalité ou toute partie de l'industrie, des biens et du passif de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou en possession de biens convenant aux fins de cette compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir et vendre des brevets d'invention, marques de commerce, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou procédés ou aucun secret et autres renseignements relatifs à toutes inventions ou procédés propres à servir à aucun

private purposes;

To carry on the business of providing and supplying water to any person, company or municipality for domestic, industrial or other use, and to obtain concessions, franchises and similar rights and privileges to obtain and use water from navigable rivers or other bodies of water for such purposes, or to permit of the sale, distribution and supply of water, and to acquire, own, operate and construct, pumps, machinery, plants, tunnels, pipes, conduits, meters and works and appliances for the distribution, sale and supply of water;

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise, any description of real estate and real property or any interest or rights therein, and to improve, subdivide, build upon, own, maintain, sell, lease, exchange and otherwise deal in real estate and immoveable property;

To promote, organize, and manage industrial and commercial enterprises, and establish the same on properties of the company or elsewhere, and construct and equip buildings, factories, works and plants for such purpose, and to sell, lease, dispose of or operate such industries and enterprises, either alone or jointly under arrangement or agreement with any other person or company, or to cause the same to be operated and exploited by companies controlled wholly or in part by this company through the ownership of shares or otherwise;

To build and maintain bridges, viaducts, roads, ways, wharves, warehouses and other works and conveniences on or over the property, dams, or works of the company, and operate and turn the same to account and subject to any laws or regulations, municipal or otherwise, in such respect provided, to build a bridge or bridges across the Rivière-des-Prairies or any channel thereof and turn the same to account, and make any arrangement as to construction, cost, maintenance, revenues or otherwise in respect thereof, with any municipal or governmental authority, as may be calculated directly or indirectly to advance the company's interests;

To construct, acquire and operate branches and sidings lines of telegraph or telephone or other means of communication on lands owned or controlled by the company and for the purposes of the company only;

To carry on any other trade business or manufacture related to or allied in any way to the purposes above mentioned, or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection therewith, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or undertakings;

To acquire by purchase, lease or otherwise the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire and sell any patents, brevets d'invention, trademarks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the com-

des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens ou renseignements ainsi acquis;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies ou clients ou personnes en affaires avec la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de cesdites compagnies, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement, nonobstant les dispositions de l'article 5985 des Statuts refondus de Québec;

Solliciter, se procurer, acquérir par location, octroi, concession, franchise, cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et dépenses nécessaires;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet que la compagnie croira propre à lui profiter directement ou indirectement, et assumer et placer ou aider à placer les actions, obligations ou valeurs d'aucune de ces compagnies;

Acquérir, louer, détenir, vendre et céder tous biens mobiliers ou immobiliers ou tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux fins de son industrie et particulièrement tous terrains, bâtisses, immunités, marchandises, matériels et fonds de commerce et accepter des mortgages, gages ou nantissements sur des biens mobiliers ou immobiliers ou toute autre garantie quelconque, portant intérêt ou autrement, de la manière jugée à propos par la compagnie, des acheteurs ou des débiteurs de la compagnie, et vendre, céder ou autrement aliéner la totalité ou aucune de ces garanties;

Construire, entretenir et modifier toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou appropriés aux fins de la compagnie, et construire, posséder et exploiter des barges, vaisseaux, chars et autres véhicules mus à la vapeur ou à l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie;

Placer les fonds disponibles de la compagnie de toute façon qui, de temps en temps, pourra être déterminée ou les négocier autrement, y compris dans telles opérations et placements les parts, actions, obligations et valeurs d'autres compagnies ou corporations;

Payer et rémunérer toute personne, corporation ou compagnie par l'émission et le paiement d'actions, d'obligations ou autres valeurs entièrement acquittées de cette compagnie ou autrement pour services rendus ou qui seront rendus comme promoteurs et souscripteurs de cette ou de toute

pany, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, or information so acquired

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such persons or company, or customers or persons having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, notwithstanding the provisions of Article 5985, Revised Statutes of Quebec;

To apply for, secure, acquire by lease, grant, concession, franchise, assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, lease, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the proper and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to underwrite and place or assist in the placing of stock, bonds or securities of any such company or companies;

To acquire, lease, hold, sell and convey any real and personal property and any rights or privileges which the company may think it necessary to convenient for the purposes of its business and in particular any lands, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade, and to accept mortgages, charges and liens on real or personal property or any other security whatsoever and bearing interest or otherwise, as the company may see fit, from purchasers or from debtors of the company and to sell, assign or otherwise dispose of all for any such securities;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the company; and to construct, own and operate barges, vessels, cars and other vehicles propelled by steam, electricity or otherwise for the purpose of the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined, including in such dealings and investments shares, stock, bonds and securities of other companies and corporations;

To pay and remunerate any person, corporation or company by the issue and payment of fully paid up stock, bonds or other securities of this company or otherwise, for services rendered or to be rendered as promotor or underwriter of this or any other company or in placing, assisting

autre compagnie ou en plaçant, aidant à placer, garantissant le placement d'aucune des actions, obligations ou débetures de cette ou de toute autre compagnie pour tous autres services d'aucune nature quelconque;

Répartir, émettre et livrer des actions, obligations, titres ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou en considération de la vente, location ou autre transfert de propriété ou droits de location à cette compagnie à, ou dans, tous biens léels ou personnels, droits mobiliers ou immobiliers, biens, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession et en paiement ou paiement partiel ou en échange d'actions, d'obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Payer des dividendes sur les actions de la compagnie par l'émission d'actions entièrement acquittées de la compagnie pourvu que les profits ou bénéfices accumulés de la compagnie disponibles pour le paiement de dividende soient égaux à la valeur au pair des actions ainsi émises;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Pour faire connaître le commerce de la compagnie adopter les moyens que l'on jugera à propos et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et revues, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, mettre en valeur ou autrement troquer tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Développer et faire valoir tous terrains acquis par la compagnie ou dans lesquels elle a des intérêts et particulièrement, les subdiviser et préparer pour fins de culture et de construction, en y construisant, modifiant, démolissant, décorant, entretenant, aménageant et améliorant des bâtisses et commodités, en y plantant des arbres, pratiquer des travaux de pavage et de drainage, les donner à ferme ou les cultivant et les louant, les donnant à bail ou à contrat pour fins de construction, acheter, bâtir, vendre et louer des logements pour ses employés ou autres personnes;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux entrepreneurs ou autrement, et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement ou soit seule ou conjointement avec d'autres;

Se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer au moyen de dividendes, actions, des biens de la compagnie en espèces ou nature entre les membres et particulièrement des actions acquittées ou actions-obligations de toute autre compagnie;

Les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe des présentes ne seront limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Le droit de distribuer et de vendre l'électricité devant être limité au district de Montréal et le district judiciaire qui lui est immédiatement avoisinant, sous le nom de "Montreal Island Power Company, Limited".

to place or guaranteeing the placing of any shares, bonds or debentures of this or any other company or for any other services of any nature;

To allot, issue and deliver shares, bonds, stock or other securities of this company as payment or consideration for the sale, lease or other transfer of ownership, or lesser rights to this company to, or in, any property, real or personal, moveable, or immovable rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privileges, license or concession, and in payment or part payment or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

To pay dividends on the stock of the company by the issue of fully paid up stock of the company provided that the accumulated profits or earnings of the company available for payment of dividends equal the par value of the stock so issued;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures, or securities of any other company;

To adopt such means of making known the business of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase, and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested, and in particular by laying out and preparing the same for farming and building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up and improving buildings and conveniences and by planting, paving, draining, farming, cultivating, letting on building lease or building agreement, and to buy, build, sell and rent dwellings for its employees or others;

To do all or any of the above things, as principals, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie, or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph;

The right to distribute and sell electricity is to be limited to the district of Montreal and the immediately neighbouring judicial district, under the name of "Montreal Island Power Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en soixante-quinze mille actions (75,000) d'une valeur nominale au pair et en dix mille (10,000) actions privilégiées de cent piastres (\$100) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de un million trois cent soixante-quinze mille piastres (\$1,375,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix fixé par les directeurs;

Les actions privilégiées auront droit aux préférences et privilèges et seront sujettes aux restrictions ci-après mentionnées:

1. Les actions privilégiées donneront droit à leurs détenteurs à un dividende fixe préférentiel de sept pour cent par année sur le capital alors payé sur telles actions, payable trimestriellement les premiers janvier, avril, juillet et octobre de chaque année, à compter de l'année 1925. Le premier dividende trimestriel étant payable le premier avril 1925.

2. Advenant la dissolution, liquidation ou faillite de la compagnie, les détenteurs des actions privilégiées devront être remboursés de préférence aux détenteurs des actions ordinaires, du capital payé sur telles actions privilégiées et de tous les arrérages dus sur icelles jusqu'au commencement des procédures, de telles dissolution, liquidation ou faillite;

3. Excepté tel que prévu ci-dessus, les actions privilégiées ne participeront pas dans les profits et l'actif de la compagnie;

4. Les actions privilégiées ne conféreront pas à leur détenteurs le droit d'assister ou de voter aux assemblées des actionnaires de la compagnie ni ne qualifieront leurs détenteurs pour élection comme directeurs. Les restrictions ci-dessus seront suspendues et les détenteurs des actions privilégiées auront droit à un vote pour chaque action détenue par eux, au cas et aussi longtemps que la compagnie fait défaut de payer six dividendes trimestriels ou plus sur lesdites actions;

5. La compagnie aura le droit en aucun temps de racheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées émises sur paiement du capital versé sur icelles et d'une prime égale à 5% de tel montant, et de tous les dividendes dus sur icelles; pourvu qu'un règlement à telle fin soit adopté et approuvé conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, 1920 et de ses amendements alors en vigueur, tel règlement devant lier les détenteurs des actions privilégiées et devra entre autres choses pourvoir à la manière et au délai de l'avis devant être donné aux actionnaires pour le rachat de ces actions, à la manière et à la date du paiement des actions rachetées, après laquelle date les droits des détenteurs d'icelles seront limités au droit d'être payé du montant dû pour tel rachat et tel règlement devra aussi pourvoir au cas du rachat d'une partie seulement des actions privilégiées, à la manière de choisir les actions qui seront rachetées.

Rien de contenu dans les présentes ne sera interprété comme limitant ou restreignant le droit de la compagnie de réduire ou d'augmenter son capital par l'émission de capital privilégié additionnel ou nouveau au moyen de lettres patentes supplémentaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2385

The capital stock of the company is divided into seventy five thousand (75,000) shares having no nominal or par value, and into ten thousand (10,000) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and the amount with which the company will commence its operations will be one million three hundred and seventy five thousand dollars (\$1,375,000.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at the price determined by the directors;

Preferred stock shall carry the preferences and privileges and shall be subject to the restrictions hereinafter mentioned:

1. Preferred shares shall confer on the holders thereof the right to a fixed cumulative preferential dividend of seven per centum per annum on the capital for the time being paid up on such shares; payable quarterly on the first days of January, April, July and October of each year, from the year 1925. The first quarterly dividend being payable the 1st of April, 1925.

2. In the event of the winding up, liquidation or bankruptcy of the company, holders of preferred stock shall be entitled to be paid in preference to holders of shares of common stock, the capital paid up on such preferred stock and all arrears of dividends due thereon up to the commencement of such winding up, liquidation or bankruptcy proceedings;

3. Except as above stated holders of preferred stock shall not be entitled to participate in the profits or assets of the company;

4. Preferred stock shall not confer on the holders thereof, the right to attend or vote at meetings of the shareholders of the company, nor shall it qualify a holder to become a director. The above restrictions shall be suspended and holders of preferred stock shall be entitled to one vote for each share held by them if and so long as the company is in default to pay six or more quarterly dividends on such stock.

5. The company shall be entitled at any time to repurchase the whole or any part of the issued preferred stock on payment of the capital paid up thereon and a premium equal to 5% of such amount, and any dividends due thereon; provided that a by-law for such purpose be adopted and approved in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, 1920, and amendments thereto at the time in force. Such by-law shall be binding on holders of preferred stock and shall among other things provide as to the manner and delay of notice to be given shareholders, of the repurchase of this stock, and the method and date of payment for stock repurchased, after which date the rights of holders thereof shall be limited to the right to be paid the amount due for such repurchase and such by-law shall further provide in the case of the repurchase of a part only of the preferred stock, the method of selection of shares to be repurchased;

Nothing herein provided shall be deemed to limit or restrict the right of the company to reduce or increase its capital by the issue of further or new preferred stock or otherwise, by means of supplementary letters patent.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1923.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2386

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Atlas Press, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingtième jour d'avril 1923, à la compagnie "Atlas Press, Limited", ratifiant un règlement de la dite compagnie, augmentant son capital-actions de \$20,000.00 à \$40,000.00 par la création de 200 actions additionnelles de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'avril 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
2367 C.-J. SIMARD.

"Atlas Press, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1923, to the company "Atlas Press, Limited", ratifying a by-law of the said company to increase its capital-stock from \$20,000.00 to \$40,000.00 by the creation of 200 additional shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1923.

C. J. SIMARD,
2368 Assistant Provincial Secretary.

Arrêté en Conseil

Order-in-Council

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 25 avril 1923.

Quebec, April 25th, 1923.

PRESENT: le lieutenant-gouverneur en Conseil.
No. 634

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.
No. 634.

Il est ordonné, vu l'article 3511 des Statuts réfundus, 1909, que le tarif "A" intitulé "Tarif du greffier des appels", tel qu'édicte par l'arrêté en conseil du 27 mars, 1902, soit amendé en remplaçant les articles 2, 3, 4 et 5 par les suivants:

It is ordered, seeing article 3511 of the Revised Statutes 1909, that tariff "A" entitled "Tariff of Clerk of Appeals" as enacted by the Order-in-Council of the 27th of March, 1902, be amended by replacing articles 2, 3, 4 and 5 by the following:

No.	Procédures — Proceedings	Honoraires du greffier — Clerk's fees	Honoraires du crieur — Crier's fees	Taxe — Tax	Total
2	Sur comparution produite par l'intimé—On every appearance filed by a respondent.....	\$ 7.00	3.00		\$10.00
3	Sur mémoire ou factum de l'appelant ou de l'intimé—On appellants or respondents factum or case.....	11.50	1.50		13.00
4	Sur inscription en appel d'une décision de la Commission des services publics—On every inscription in appeal of a judgment of the Public Service Commission.....	2.00		12.00	14.00
5	Sur cautionnement de quelque manière qu'il soit fourni, ou sur dépôt pour garantie des frais, sauf les cas autrement réglés—For every security bond howsoever given or for deposit as security for costs, save in cases otherwise provided for.....	3.00			3.00

Le greffier du Conseil exécutif,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council

2487—2488

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2882.

Canada, province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 2882.

Dame Elmire Laliberté, de Saint-David, comté de Lévis, épouse commune en biens de Louis-Philippe Samson, du même lieu, commerçant, demanderesse; vs Louis-Philippe Samson, de Saint-David, comté de Lévis, commerçant, défendeur.

Dame Elmire Laliberté, of Saint-David, county of Levis, wife common as to property of Louis-Philippe Samson, of the same place, merchant, plaintiff; vs the said Louis-Philippe Samson, of Saint-David, county of Levis, merchant, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause.

Québec, ce 3 mai 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
2485—18-5 CHAUVEAU & RIVARD.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Quebec, 3rd May 1923.

CHAUVEAU & RIVARD.
2486—18-5 Attorney for the Plaintiff.

Ventes—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 253.

Dans l'affaire de "Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien", corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, en liquidation.

Avis est, par les présentes, donné qu'il a été déposé entre les mains de Paul-L. Turgeon, liquidateur à ladite compagnie en liquidation, à son bureau, No 55 rue Saint-François-Xavier, dans la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Robert B. Hutcheson, notaire, le 21 avril 1923, par Paul-L. Turgeon, de ladite cité de Montréal, comptable, agissant en sa qualité de liquidateur audit Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien en liquidation, à "The Mutual Life Assurance Company of Canada", dans lequel acte l'immeuble vendu est décrit comme suit, savoir:

Une propriété immobilière située en ladite cité de Montréal, portant les Nos civiques cent dix-sept et cent dix-neuf (117 et 119) de la rue Craig ouest, avec sortie sur la rue Chenneville, de forme irrégulière, contenant quarante-sept (47) pieds de front sur la rue Craig par cent trente pieds de profondeur, et vingt-quatre (24) pieds de front sur la rue Chenneville par cinquante (50) pieds de profondeur, et en plus huit (8) pieds de largeur sur vingt (20) pieds de long à l'encoignure nord-est de ladite propriété, le tout plus ou moins sans garantie de mesure précise, cette propriété étant connue et désignée sous le numéro sept cent soixante-treize (773) des plan et livre de renvoi officiels de la division cadastrale Saint-Laurent de ladite cité de Montréal—avec les bâtisses, hangars et dépendances y érigés.

En plus, veuillez prendre avis que le certificat du registraire du bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, sur ledit immeuble, a été déposé entre les mains dudit liquidateur à son bureau, à Montréal.

Ledit immeuble a été pendant les trois dernières années la possession de la personne ci-après désignée, savoir: Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien.

Que lesdits acte de vente et certificat de recherches ont été déposés en conformité des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, et que le présent avis est publié en conformité desdits articles et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente au shérif.

Daté dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce troisième jour de mai 1923.

Le liquidateur,

2435—18-2 PAUL-L. TURGEON.

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 253.

In the matter of: "Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien", a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, in liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with Paul-L. Turgeon, liquidator of the said company in liquidation, at his office No. 55, Saint-François-Xavier street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Robert B. Hutcheson, notary, on the 21st of April, 1923, by Paul-L. Turgeon, of the said city of Montreal, accountant, acting in his quality of liquidator to the said "Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien" in liquidation, to The Mutual Life Assurance Company of Canada, in which deed the immoveable sold is described as follows, namely:

That certain lot of land fronting on Craig street (West), in the said city of Montreal, known and designated as lot number seven hundred and seventy three (773) on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence ward of the said city of Montreal. Said lot being of irregular figure and measuring forty seven feet in front on Craig street, by one hundred and thirty feet in depth, and measuring twenty four feet on the line of Chenneville street, upon which street it has an entrance, by fifty feet in depth from said Chenneville street, and also measuring eight feet in width by twenty feet in depth at the north east corner of the said lot, the whole English measure and more or less, without guarantee as to precise measurement.

With the buildings thereon erected, bearing the civic numbers one hundred and seventeen and one hundred and nineteen in said Craig street West.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

Moreover, take notice that the certificate of the registrar of the registration division of Montreal on the said immoveable property has been deposited with the said liquidator at his office at Montreal.

The said immoveable property has been owned and possessed during the last three years by the following person, namely: Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien.

That the said deed of sale and the certificate of search have been so deposited in conformity with the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec and that the present notice is published in conformity with the provisions of the said articles and for the purpose of giving to the said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this third day of May, 1923.

PAUL-L. TURGEON.

2436—18-2 Liquidator.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 285.

En faillite: *In re*: G. F. Ayoub & H. Boutara, "New Idea Store", Sherbrooke, Qué., faillis; et J.-G. Duhamel, Montréal, Qué., syndic autorisé.

Avis est ici donné que le syndic soussigné vendra la propriété immobilière ci-dessous mentionnée, au bureau du shérif, à Sherbrooke, à l'enchère publique, VENDREDI, le HUITIEME jour de JUIN 1923, à DIX (10) heures de l'avant-midi (heure solaire), au plus haut et dernier enchérisseur, pour argent comptant.

Le lot numéro cinq cent trente-deux (532) sur les plan et livre de renvoi officiels pour le quartier nord de la cité de Sherbrooke—avec bâtisses dessus construites; sujet à une servitude ou droit de passer dans un passage mesurant douze pieds de largeur, dont six pieds pris sur le côté nord du terrain vendu et six pieds sur le côté sud du lot cinq cent trente et un, appartenant au vendeur. Lequel passage devra s'étendre sur une profondeur de soixante-quinze pieds à partir de la rue, sera commun entre les propriétaires desdits lots 531-532. Le terrain ci-dessus est aussi vendu sujet à une servitude ou droit en faveur du propriétaire du dit lot No. 531, de conduire les tuyaux pour l'eau et les égouts à travers le terrain présentement vendu et de connecter ces tuyaux avec ceux actuellement en usage sur le terrain vendu; le propriétaire du dit lot No. 531 devant faire lui-même à ses frais tous travaux de creusage et de poseage desdits tuyaux et aussi réparer à ses frais tous dommages causés, soit au terrain présentement vendu, soit aux bâtisses dessus construites.

Les servitudes ci-dessus créées seront perpétuelles.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,
J.-G. DUHAMEL.

Bureau: Chambre 96, No 92 rue Notre-Dame-Est, Montréal, Qué.
Montréal, mai 3, 1923. 2489—18-2

Dans l'affaire de Eastern Paper Co. Ltd, Saint-Basile, cédante autorisée.

Avis est par le présent donné, qu'en vertu d'un jugement rendu le 25e jour d'avril, 1923, par sa Seigneurie l'Honorable juge Geo. F. Gibsons, la vente des immeubles suivants, qui devait avoir lieu le vendredi, 13 avril, 1923, à onze heures de l'avant-midi, aux bureaux des soussignés, édifice Dominion, 126 rue Saint-Pierre, Québec, aura lieu le MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI 1923, à ONZE heures A. M. aux nouveaux bureaux des soussignés, édifice la Banque Nationale, 71, rue Saint-Pierre, Québec, savoir:

1. Un lopin de terre situé dans le rang Saint-Jacques, de la paroisse Saint-Basile, sur le côté sud de la rivière Portneuf, faisant partie du lot numéro douze (12) du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-Basile, contenant environ trois arpents de terre en superficie, plus ou moins; borné au nord et à l'est par la rivière Portneuf, au sud et à l'ouest par Eastern Paper Company, Limited, étant le dit morceau de terre et tel qu'acquis et décrit dans un acte de vente consenti par Armand Marcotte, écuyer, à Joseph Bédard et Eugène Papillon, devant le notaire Edouard Hamel, à Sainte-Jeanne-de-Neuveville, le 28 mai, mil neuf cent douze, et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 285.

In Bankruptcy: *In re*: G. F. Ayoub & H. Boutara, "New Idea Store", Sherbrooke, Que., insolvents, & J.-G. Duhamel, Montreal, Que., authorized trustee.

Notice is hereby given that the undersigned will sell the immoveable property below mentioned, at the sheriff's office, in Sherbrooke, Que., by public auction, FRIDAY, the EIGHTH day of JUNE 1923, at TEN (10) o'clock in the forenoon (standard time), to the highest and last bidder, for cash:

The lot number five hundred and thirty two (532) on the official plan and book of reference of the north ward of the city of Sherbrooke—with buildings thereon erected; subject to a servitude or right of passage in a lane measuring twelve feet in width, whereof six feet deducted from the north side of the hereby sold lot and six feet deducted from the south side of lot number five hundred and thirty one belonging to the vendor. Which said lane shall extend seventy-five feet in depth starting from the road and shall be hold as common to the proprietors of lots Nos 531-532. The hereby sold lot is also subject to a servitude in favour of the proprietor of lot No. 531, being the right to install water pipes and sewers across the hereby sold lot of land and to connect the said pipes with those presently used on the said hereby sold lot; the owner of the said lot No. 531 shall make at his own costs all the necessary work of digging and installing said pipes and also repair at his own costs all damages caused, either to said hereby sold lot or the buildings thereon erected.

The servitudes hereby created shall be perpetual.

For conditions of sale and any other informations, apply to

J.-G. DUHAMEL,
Authorized trustee.

Office: room 96, 92 Notre-Dame street east, Montreal, Qué.
Montreal, May 3rd, 1923. 2490—18-2

In the matter of Eastern Paper Co. Ltd, Saint-Basile, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered the 25th day of April 1923, by His Lordship the Honourable Judge Geo. F. Gibsons, the sale of the following immoveables which was to take place on Friday, April 13th, 1923, at eleven o'clock in the forenoon, at the offices of the undersigned, Dominion Building, 126 Saint Peter street, Quebec, will take place on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock A. M., at the new offices of the undersigned, La Banque Nationale building, 71 Saint Peter street, Quebec, namely:

1. A parcel of land situate in Saint-Jacques range, of the parish of Saint-Basile, on the south side of Portneuf river, forming part of the lot number twelve (12) of the official cadastre of the said parish of Saint-Basile, containing about three arpents of land in superficies, more or less; bounded to the north and east by the Portneuf river, to the south and west by Eastern Paper Company, Limited, being the said parcel of land as acquired and described in a deed of sale from Armand Marcotte, esquire, to Joseph Bédard and Eugène Papillon, before notary Edouard Hamel, at Sainte-Jeanne-de-Neuveville, the 28th May, 1912, a copy whereof has been registered at the registry office of the county of Portneuf,

Portneuf, le dix-sept janvier, mil neuf cent treize, sous le numéro 56,935, y compris aussi tous les droits de passage à pied ou en voiture à travers les lots numéros 124, 125, 13 et 13a (cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, treize et treize-a), du cadastre officiel de Saint-Basile, acquis en vertu d'un acte de vente devant le notaire Hamel, le 27 juin 1912 (mil neuf cent douze), et dont copie a été enregistrée au susdit bureau d'enregistrement, le dix-sept janvier, mil neuf cent treize, numéro 56, 935, tel que le tout se trouve actuellement—avec les servitudes actives et passives, attachées au dit immeuble, et avec aussi toutes les bâtisses qui se trouvent sur ledit terrain, sans réserve. Cet immeuble a été acquis par la compagnie de Joseph Bédard, aux termes d'un acte de vente, devant Edouard Hamel, notaire, le deux novembre, mil neuf cent seize, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Portneuf, sous No 62720.

2. Le lot numéro 124 (cent vingt-quatre) du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-Basile, de figure irrégulière; borné au nord-ouest par les numéros treize-A et B; au sud-est par un chemin public; au nord-est par la rivière Portneuf; au sud-ouest par le numéro treize (13) contenant, d'après le livre de renvoi officiel, une superficie de soixante-dix perches, mais sans garantie quelconque quant à la contenance—avec le moulin et dépendances, dessus construits; ainsi que tous droits riverains ou pouvoirs d'eau sur la rivière Portneuf.

3. Le lot numéro 125 (cent vingt-cinq) du cadastre officiel de Saint-Basile, de figure irrégulière; borné au nord-ouest et nord-est par le chemin public; au sud-est et au sud-ouest par le numéro treize de la même paroisse, contenant en superficie, d'après le livre de renvoi officiel, soixante-quatre perches, mais sans aucune garantie quelconque de contenance—avec une grange-étable, abris pour voiture, sis et situés sur le dit lot de terre, mais à distraire toutefois du dit lot de terre un certain morceau de terrain, étant formé en triangle; borné au front, au sud, au chemin public, au nord, à l'ancien chemin public, d'un côté au nord-est à Pierre Alain, et l'autre côté à l'ouest à un fossé qu'il y a entre les terrains et celui de la Eastern Paper Company Limited—avec la maison dessus construite.

4. Le lot numéro 126 (cent vingt-six) du cadastre officiel pour ladite paroisse de Saint-Basile; borné au nord-ouest par la rivière Portneuf, au sud-est par un chemin public, au nord-est par le numéro 10, et au sud-ouest par le numéro douze; mesurant un arpent et une perche de largeur sur un arpent et une perche et neuf pieds de profondeur, contenant en superficie un arpent et vingt-six perches, le tout sans garantie de mesure—circonstances et dépendances.

5. Le lot numéro 13a (13a) du susdit cadastre officiel de Saint-Basile; borné vers le nord-est par la rivière Portneuf, vers l'est par le numéro treizec (13c), vers le sud par le numéro cent vingt-quatre, et vers l'ouest par le numéro treize, mesurant environ dix-huit pieds de largeur sur une profondeur régulière, contenant en superficie onze perches, sans garantie de mesures—circonstances et dépendances.

6. Un morceau de terre mesurant sept arpents de long sur deux de large plus ou moins; borné au nord par la rivière Portneuf, au sud, au chemin dit (route banale) et transcontinentale, au nord-est à la Eastern Paper Company Limited, et à l'ouest à Joseph Leclerc—circonstances et dépen-

the 17th of January, 1913, under 56935, including also all the rights of passage on foot or with vehicles across the lots numbers one hundred and twenty four, one hundred and twenty five, thirteen and thirteen a (124-125-13 and 13a) of the official cadastre of Saint-Basile, acquired under deed of sale before notary Hamel, the 27th of June, 1912, a copy whereof having been registered at the aforesaid registry office, the 17th of January, 1913, under number 56935, as the whole now subsists—with the active and passive servitudes attached to the said immoveable and also with all the buildings erected on the said piece of land without reservation. This immoveable was acquired by the company from Joseph Bédard, under a deed of sale before Edouard Hamel, notary, the 2nd of November, 1916, registered at the registry office of the county of Portneuf, under No. 62720.

2. The lot number one hundred and twenty four (124) of the official cadastre of the said parish of Saint-Basile, of irregular figure; bounded to the northwest by the numbers thirteen A and B, to the southeast by a public road; to the northeast by the Portneuf river; to the southwest by the number thirteen (13) and containing according to the official book of reference, a superficies of seventy perches, but without any warranty as to contents—with the mill and dependencies thereon erected and also all riparian rights or water powers on the Portneuf river.

3. The lot number one hundred and twenty five (125) of the official cadastre of Saint-Basile, or irregular figure; bounded to the northwest and northeast by the public road; to the southeast and to the southwest by the number thirteen of the same parish, containing in superficies according to the official book of reference sixty four perches, but without any warranty as to contents—with a barn stable, shed for vehicles lying and situated on the said lot of land, to be deducted however from the said lot of land a certain parcel of land of triangular figure; bounded in front to the south by the public road, to the north by the old public road, on one side to the north, east by Pierre Alain, and to the other side to the west by a ditch lying between the lands and that of the Eastern Paper Company, Limited—with a house thereon erected.

4. The lot number one hundred and twenty six (126) of the official cadastre of the said parish of Saint-Basile; bounded to the northwest by the Portneuf river, to the southeast by the public road, to the northeast by number 10, and to the southwest by number twelve, measuring one arpent and one perch in width by one arpent and one perch and nine feet in depth, containing in superficies one arpent and twenty six perches the whole without warranty of precise measurements—circumstances and dependencies.

5. The lot number thirteen-A (13-A) of the aforesaid official cadastre of Saint-Basile; bounded to the northeast by the Portneuf river, to the east by number thirteen-C, to the south by number one hundred and twenty four and to the west by number thirteen, measuring about eighteen feet in width by a regular depth, containing eleven perches in superficies, without warranty of measurements—circumstances and dependencies.

6. A lot of land measuring seven arpents in length by two in width more or less; bounded to the north by the Portneuf river, to the south, by the road called "Route Banale et Transcontinentale", to the northeast by the Eastern Paper Company, Limited, and to the west by Joseph

dances, lequel morceau de terre est une partie nord du lot numéro treize du dit cadastre officiel de Saint-Basile, sauf et à distraire, toutes parties de ce morceau appartenant au chemin de fer transcontinental, le tout tel que acquis par le sieur Emile-R. Pepin de la succession Dame Pierre Alain, suivant contrat passé devant Ed.-D. Descarreaux, N. P. le 11 décembre, 1908, enregistré sous le numéro 51,008, mais à distraire, toutefois du dit morceau de terre un emplacement avec maison dessus construite, et qui peut être décrit comme suit: Un emplacement de forme irrégulière faisant partie du lot numéro treize (P. 13), du cadastre de Saint-Basile, commençant à un point situé au front du dit emplacement, à l'endroit où commence la route construite par le Transcontinental, pour remplacer la route banale, de là allant vers le nord, sur une distance de deux cent treize pieds, de là allant vers le nord-est, avec une distance de cent quarante-quatre pieds, le tout mesure anglaise, cette dernière ligne venant aboutir au chemin du moulin et formant un angle droit avec la première ligne; borné comme suit, le dit emplacement: au sud-ouest et au nord par le résidu du dit numéro treize, au front au sud par le chemin public, et du côté nord-est par le chemin du moulin—avec la maison dessus construite.

7. Tous les droits sur le numéro 123, du cadastre officiel de Saint-Basile, tel que réservé dans un acte de vente entre Montreal Paper Company et Joseph Hardy, reçu devant J.-O. Hearst, N. P., le deux mai, mil neuf cent cinq, enregistré le six mai, mil neuf cent cinq, sous le numéro 44,998, ses droits consistant:

1. Dans le droit de mettre du bois, pour l'utilité du moulin, sur le dit lot de terre le long des rivières Portneuf et Sept-Iles, au lieu appelé les fonds, une servitude étant constituée sur le dit lot de terre pour la conservation de ce droit:

2. Dans le droit de prendre de la terre glaise, pour l'utilité du moulin, le long de la rivière Portneuf, et aussi le droit de mettre du bois, dans un espace de terrain entre la rivière Portneuf et le chemin de pont qui va aux bâtiments.

Cette vente aura l'effet du décret suivant jugement ci-dessus cité, rendu le 25 avril, 1923.

Ces immeubles qui seront vendus en bloc en un seul lot, comprenant tous les terrains appartenant à la cédante—avec bâtisses et dépendances, pouvoir d'eau, machineries, outillage, bouilloire, engin, courroies, arbres de couche et tous les accessoires servant à l'exploitation de son industrie, mais ne comprennent pas les droits ou liens de certains créanciers sur certaines machineries dont les détails sont entre les mains des sous-signés ni les droits des chemins de fer nationaux, sur la voie d'évitement.

Les certificats du bureau d'enregistrement concernant les immeubles ci-dessus sont déposés entre les mains des sous-signés, où ils pourront être examinés.

Conditions de paiement:—Comptant.

Les syndics autorisés,
LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: 71, rue Saint-Pierre.

Edifice: "La Banque Nationale", Québec.
2457

circumstances and dependencies, the said piece of land being the north part of the lot number thirteen of the said official cadastre of Saint-Basile, save and to be deducted therefrom all parts thereof belonging to the Transcontinental Railway, the whole as acquired by Emile-R. Pepin, from the estate of Dame Pierre Alain by under contract passed before Ed.-D. Descarreaux, N. P., the 11th of December, 1908, registered under the number 51,008, but to be deducted however from the said piece of land, an emplacement with a house thereon erected and which may be described as follows: an emplacement of irregular figure forming part of the lot number thirteen (Pt. 13) of the cadastre of Saint-Basile, commencing at a point situate at the front of said emplacement, at the place where begins the road built by the Transcontinental to replace the "route banale", thence northerly a distance of two hundred and thirteen feet, thence north easterly a distance of one hundred and forty four feet, the whole English measurements, this latter line abutting on the mill road at right angle with the first line, bounded as follows, the said emplacement: to the southwest and to the north by the residue of said number thirteen, in front to the south by the public road and on the northeast side by the mill road—with the house thereon erected.

7. All the rights in and upon 123 of the official cadastre of Saint-Basile, as reserved in a deed of sale between Montreal Paper Company and Joseph Hardy, received before J. O. Hearst, N. P., the 2nd of May, 1905, registered the 6th of May, 1905 under number 44998, such rights consisting:

1. Of the right of placing timber, for the use of the mill, on the said lot of land along the rivers Portneuf and Sept-Iles, at the place called "Les Fonds", a servitude being constituted on the said lot of land for the conservation of this right;

2. Of the right to take out some clay, for the use of the mill, along the river Portneuf, and also the right of placing timber, on the piece of land between the river Portneuf and the bridge road leading to the buildings.

This sale to have the same effects as a sheriff's sale according to the judgment above mentioned rendered the 25th of April, 1923.

Such immoveables which are to be sold *en bloc*, as one single lot of land, comprise all the lands belonging to the assignor—with the buildings and dependencies, waterpower, machineries, equipment, boiler, engine, belting, shafting and all accessories used in the exploitation of its business, but do not include the rights or liens of certain creditors upon certain machinery, the details of which are in the hands of the undersigned, nor the rights of the Canadian National Railways on the siding.

The certificates of the registry office in respect to the above immoveables are deposited in the hands of the undersigned where they may be examined.

Conditions of payment: Cash.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Authorized trustees.

Offices: 71 Saint Peter street,

"La Banque Nationale" building, Québec.
2458

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 18

Index of the Quebec Official Gazette, No 18

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Bassett vs Vallée.....	1400
" Beaulé vs Blais.....	1399
" Béchard vs Lebel.....	1400
" Berstzky vs Linetsky.....	1397
" Côté vs Turgeon.....	1398
" Cousineau vs Lajeunesse.....	1400
" Dansereau vs Brosseau.....	1399
" Denoncourt vs Pellerin.....	1397
" Doyon vs Giguère.....	1401
" Engel vs Miller.....	1398
" Ethier vs Rancourt.....	1398
" Fortier vs Domingue.....	1400
" Fournier vs Francœur.....	1397
" Godreau vs Ouellet.....	1400
" Laliberté vs Samson.....	1448
" Lamontagne vs Fournier.....	1400
" Martin vs Williams.....	1399
" Michaud vs Landry.....	1399
" Neuman vs Lipsey.....	1398
" Paradis vs Sarrazin.....	1399
" Prince vs Lemarier.....	1398
" Simoneau vs Gélinas.....	1398
" Stewart vs McArdle.....	1401
" Zurif vs Drobetsky.....	1401

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 13 9

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL :—

Tarif du greffier des Appels..... 1448

AVIS DIVERS :—

La Société de Prêts et Placements de
Québec..... 1401
Sherman Service, Lt'd, nouvel agent.. 1401

BUREAU-CHEF :—

Dixie Land Housing Co. Lt'd..... 1402
G. M. Strong, Limited..... 1402
Wick Fisheries Limited..... 1401

CHARTRE—ABANDON DE :—

G. T. P. Manufacturing Co..... 1402

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Municipalité scolaire Bouffard..... 1395
Municipalité scolaire Rivière-Boyer.... 1395
Municipalité scolaire Sainte-Jeanne-d'Arc 1395
Municipalité scolaire Saint-Faustin-Station..... 1395
Partie Malbaie à Pointe-au-Pic..... 1395

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

Examen des mesureurs de bois..... 1396

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Merchants Fire Assurance Corporation of
New York..... 1396
Pacific Insurance Company of New York. 1396
Universal Insurance Company..... 1396

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY

Dme Bassett vs Vallée.....	1400
" Beaulé vs Blais.....	1399
" Béchard vs Lebel.....	1400
" Berstzky vs Linetsky.....	1397
" Côté vs Turgeon.....	1398
" Cousineau vs Lajeunesse.....	1400
" Dansereau vs Brosseau.....	1399
" Denoncourt vs Pellerin.....	1397
" Doyon vs Giguère.....	1401
" Engel vs Miller.....	1398
" Ethier vs Rancourt.....	1398
" Fortier vs Domingue.....	1400
" Fournier vs Francœur.....	1397
" Godreau vs Ouellet.....	1400
" Laliberté vs Samson.....	1448
" Lamontagne vs Fournier.....	1400
" Martin vs Williams.....	1399
" Michaud vs Landry.....	1399
" Neuman vs Lipsey.....	1398
" Paradis vs Sarrazin.....	1399
" Prince vs Lemarier.....	1398
" Simoneau vs Gélinas.....	1398
" Stewart vs McArdle.....	1401
" Zurif vs Drobetsky.....	1401

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1369

ORDER-IN-COUNCIL :—

Tariff of the Clerk of Appeals..... 1448

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Société de Prêts et Placements de
Québec..... 1401
Sherman Service, Lt'd, new agent..... 1401

CHIEF-OFFICE :—

Dixie Land Housing Co. Lt'd..... 1402
G. M. Strong, Limited..... 1402
Wick Fisheries Limited..... 1401

CHARTER—SURRENDER OF :—

G. T. P. Manufacturing Co..... 1402

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

School municipality Bouffard..... 1395
School municipality Rivière-Boyer.... 1395
School municipality Sainte-Jeanne-d'Arc 1395
School municipality Saint-Faustin-Station 1395
Part Malbaie to Pointe-au-Pic..... 1395

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Examinations of cullers..... 1396

TREASURY DEPARTMENT :—

Merchants Fire Assurance Corporation of
New York..... 1396
Pacific Insurance Company of New York 1396
Universal Insurance Company..... 1396

ELECTION, ÉTAT DES DÉPENSES:—

Lafrenière, S., district électoral de Berthier.....	1403
Seybold, H. B., district électoral de Westmount.....	1403

EXAMEN:—

Admission à l'Architecture.....	1403
---------------------------------	------

LETTRES PATENTES:—

Adabac, Limited.....	1388
Hampstead Land & Construction Co.....	1433
Hartney Company, Lt'd.....	1440
Lamy, Limitée.....	1439
Les Habitations Manrèse, Itée.....	1384
Maison Plouffe, Itée.....	1392
Montreal Island Power Co.....	1443
Mount Royal Country Club, Inc.....	1385
Perfection Trap Co. Lt'd.....	1381
Pogmore's Garage, Lt'd.....	1372
Red Top Taxicabs, Limited.....	1374
Robert Dryer Limited.....	1439
The City News Co. Lt'd.....	1389
The Hamilton Cove Pulpwood and Lumber Company, Limited.....	1377
The Pharand Construction, Lt'd.....	1386
Urban Realty Company.....	1387

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Atlas Press, Limited.....	1448
---------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Mission de Sainte-Clothilde.....	1402
Sainte-Cécile-du-Bic.....	1397

MINUTES DE NOTAIRE:—

En faveur de Jarry, Jules.....	1404
En faveur de Lavallée, Joseph-Alfred-A.....	1404

ORDRE DE COUR:—

London & Scottish Assurance Co. vs Crescent Turkish Bath Co. Lt'd.....	1404
--	------

SOUMISSIONS:—

Commission scolaire de la cité des Trois-Rivières.....	1405
Municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Merci.....	1407
Municipalité scolaire du village de Saint-Laurent.....	1407
Municipalité Saint-Dominique-de-Jonquière.....	1405
Municipalité scolaire Sainte-Madeleine-d'Outremont.....	1409
Ville de Bagotville.....	1408
Ville de Bagotville.....	1408
Ville de Buckingham.....	1410
Ville de Jonquière.....	1406

VENTES D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express Company...	1410
--------------------------------------	------

VENTES—LOI DE FAILLITE:—

Bouchard, J.-B.....	1411
Brisson, J.-B.....	1410
Brunet & Vézina.....	1418

ELECTION, STATEMENT OF COSTS:—

Lafrenière, S., electoral district of Berthier.....	1403
Seybold, H. B., electoral district of Westmount.....	1403

EXAMINATION:—

Admission to Architecture.....	1403
--------------------------------	------

LETTERS PATENT:—

Adabac, Limited.....	1388
Hampstead Land & Construction Co.....	1436
Hartney Company, Lt'd.....	1440
Lamy, Limitée.....	1439
Les Habitations Manrèse, Itée.....	1384
Plouffe House, Lt'd.....	1392
Montreal Island Power Co.....	1443
Mount Royal Country Club, Inc.....	1385
Perfection Trap Co. Lt'd.....	1381
Pogmore's Garage, Lt'd.....	1372
Red Top Taxicabs, Limited.....	1374
Robert Dryer Limited.....	1439
The City News Co. Lt'd.....	1389
The Hamilton Cove Pulpwood and Lumber Company, Limited.....	1377
The Pharand Construction, Lt'd.....	1386
Urban Realty Company.....	1387

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Atlas Press, Limited.....	1448
---------------------------	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Mission de Sainte-Clothilde.....	1402
Sainte-Cécile-du-Bic.....	1397

NOTARIAL MINUTES:—

In favor of Jarry, Jules.....	1404
In favor of Lavallée, Joseph-Alfred-A.....	1404

RULE OF COURT:—

London & Scottish Assurance Co. vs Crescent Turkish Bath Co. Lt'd.....	1404
--	------

TENDERS:—

School Commission of the city of Three Rivers.....	1405
School municipality of Notre-Dame-de-la-Merci.....	1407
School municipality of the Village of Saint-Laurent.....	1407
Municipality of Saint-Dominique-de-Jonquière.....	1405
School municipality of Sainte-Madeleine-d'Outremont.....	1409
Town of Bagotville.....	1408
Town of Bagotville.....	1408
Town of Buckingham.....	1410
Town of Jonquière.....	1406

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express Company...	1410
--------------------------------------	------

SALES—BANKRUPTCY ACT:—

Bouchard, J. B.....	1411
Brisson, J. B.....	1410
Brunet & Vézina.....	1418

Dion, Arthur.....	1413	Dion, Arthur.....	1413
Dubuc, Eugène.....	1326	Dubuc, Eugène.....	1326
Dubuc, Moïse.....	1414	Dubuc, Moïse.....	1414
Eastern Paper Co. Lt'd.....	1300	Eastern Paper Co. Lt'd.....	1300
Fréchette, Alfred.....	1414	Fréchette, Alfred.....	1414
Gravel, Siona.....	1412	Gravel, Siona.....	1412
Lamoureux, Chs-Edouard.....	1416	Lamoureux, Chs Edouard.....	1416
Lapierre, Hormisdas.....	1412	Lapierre, Hormisdas.....	1412
Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien	1449	Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien	1449
Neveu, Hubert.....	1415	Neveu, Hubert.....	1415
Picard, Alfred.....	1419	Picard, Alfred.....	1419
Pion, Alfred.....	1416	Pion, Alfred.....	1416
Poudrier, Arthur.....	1415	Poudrier, Arthur.....	1415
Roussel & Frère.....	1419	Roussel & Frère.....	1419
Tremblay, David.....	1417	Tremblay, David.....	1417
Tremblay, Michel.....	1413	Tremblay, Michel.....	1413

VENTE PAR LICITATION:—

Bricault dit Lamarche vs Bricault dit
Lamarche..... 1420

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUCÉ:—

Binette vs Morin..... 1421
Ferland vs Jacques..... 1421

BEAUHARNOIS:—

Horan vs White..... 1422

BEDFORD:—

La Fonderie de Plessisville vs St-Pierre 1422

CHICOUTIMI:—

Desbiens vs Lavoie *et al.*..... 1423
La Ferronnerie Générale vs Dufour *et al.* 1424
Morissette vs Gagné..... 1423

JOLIETTE:—

Laporte vs Rouleau..... 1424

KAMOURASKA:—

Marquis *et vir* vs St-Pierre..... 1425

MONTMAGNY:—

Aubin vs Bilodeau..... 1426
Goulet vs Bolduc..... 1426
Monfette vs Cloutier..... 1427
Morin vs Morissette..... 1426
Royer vs Gagnon..... 1425

MONTREAL:—

Audet vs Scott *et al.*..... 1429
City of Montréal vs Bernier..... 1430
City of Montréal vs Bouchard *et al.*..... 1429
City of Montréal vs Ferland *et al.*..... 1430
City of Montréal vs Laroche..... 1430
Clermont vs Royer..... 1427
London & Scottish Assurance Corpora-
tion, Lt'd, vs Crescent Turkish Bath
Co. Lt'd..... 1428
Proulx vs Crystal..... 1428

QUÉBEC:—

Cossette vs Audet..... 1431
Noel vs Laffèche..... 1432
Roy vs Perron..... 1431

SALE BY LICITATION:—

Bricault dit Lamarche vs Bricault dit
Lamarche..... 1420

SHERIFFS' SALES:—

BEAUCÉ:—

Binette vs Morin..... 1421
Ferland vs Jacques..... 1421

BEAUHARNOIS:—

Horan vs White..... 1422

BEDFORD:—

La Fonderie de Plessisville vs St-Pierre 1422

CHICOUTIMI:—

Desbiens vs Lavoie *et al.*..... 1423
La Ferronnerie Générale vs Dufour *et al.* 1424
Morissette vs Gagné..... 1423

JOLIETTE:—

Laporte vs Rouleau..... 1424

KAMOURASKA:—

Marquis *et vir* vs St-Pierre..... 1425

MONTMAGNY:—

Aubin vs Bilodeau..... 1426
Goulet vs Bolduc..... 1426
Monfette vs Cloutier..... 1427
Morin vs Morissette..... 1426
Royer vs Gagnon..... 1425

MONTREAL:—

Audet vs Scott *et al.*..... 1429
City of Montreal vs Bernier..... 1430
City of Montreal vs Bouchard *et al.*..... 1429
City of Montreal vs Ferland *et al.*..... 1430
City of Montreal vs Laroche..... 1430
Clermont vs Royer..... 1427
London & Scottish Assurance Corpora-
tion, Lt'd, vs Crescent Turkish Bath
Co. Lt'd..... 1428
Proulx vs Crystal..... 1428

QUÉBEC:—

Cossette vs Audet..... 1431
Noel vs Laffèche..... 1432
Roy vs Perron..... 1431

ROBERVAL:—

Bouchard vs Savard.....	1432
Brassard <i>et vir</i> vs Maltais.....	1432
Lemieux <i>et al</i> vs Dufour <i>et al</i>	1433
Lemieux <i>et al</i> vs Girard <i>et al</i>	1433
Sylvestre vs Morin <i>et al</i>	1434

TERREBONNE:—

Cougeon vs Paquette.....	1435
--------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Baptist vs Brochu.....	1435
La Caisse Populaire de Saint-Boniface- de-Shawinigan vs Leclaire <i>et al</i>	1436

ROBERVAL:—

Bouchard vs Savard.....	1432
Brassard <i>et vir</i> vs Maltais.....	1432
Lemieux <i>et al</i> vs Dufour <i>et al</i>	1433
Lemieux <i>et al</i> vs Girard <i>et al</i>	1433
Sylvestre vs Morin <i>et al</i>	1434

TERREBONNE:—

Cougeon vs Paquette.....	1435
--------------------------	------

THREE RIVERS:—

Baptist vs Brochu.....	1435
La Caisse Populaire de Saint-Boniface- de-Shawinigan vs Leclaire <i>et al</i>	1436